

L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE

ET

LA DISCIPLINE MILITAIRE

THÈSE

Pour le Doctorat d'Université

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Par Théodore PAVLOVITCH

Commandant d'Infanterie de l'armée serbe.



PARIS

LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT ET C^{ie}

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

30, Rue et Passage Dauphine, 30

1911

L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE

ET

LA DISCIPLINE MILITAIRE

L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE

ET

LA DISCIPLINE MILITAIRE

THÈSE

Pour le Doctorat d'Université

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Par Théodore PAVLOVITCH

Commandant d'Infanterie de l'armée serbe.



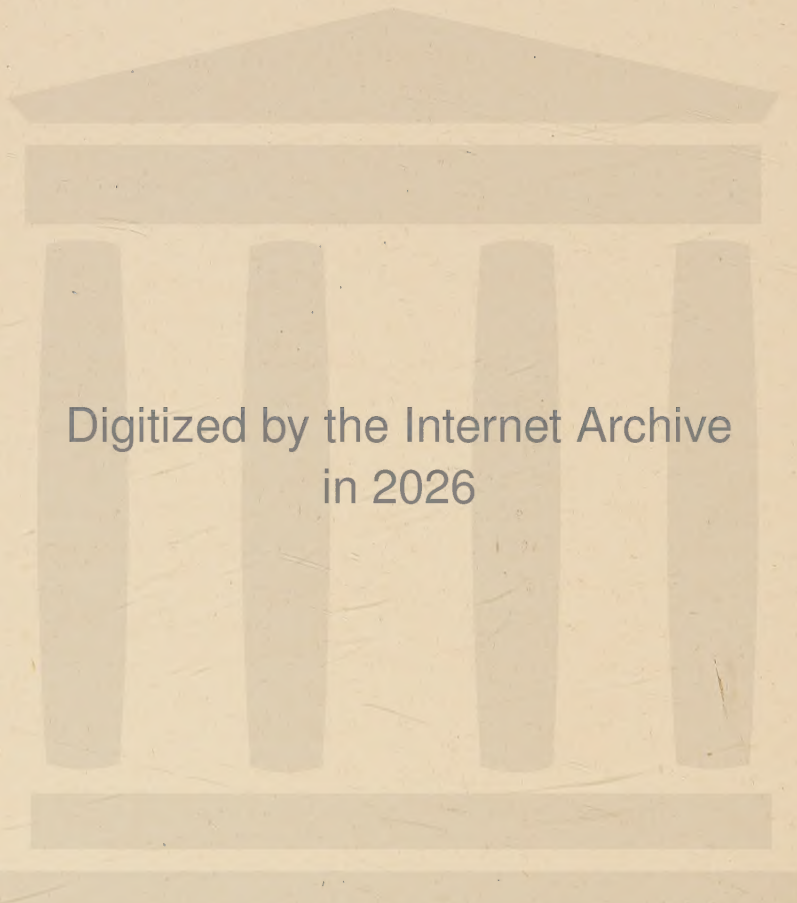
PARIS

LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT ET C^{ie}

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

30, Rue et Passage Dauphine, 30

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551628_0058

L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE

ET

LA DISCIPLINE MILITAIRE

INTRODUCTION

I

On dit communément que la discipline est l'âme des armées, qu'elle les fait ou les défait ; aussi le terme de « discipline militaire » revient-il sans cesse dans les discussions orales ou écrites des militaires et des civils. Toutefois cette expression éveille des notions qui ne sont ni claires ni précises ; l'accord n'est pas fait sur elles et il arrive, par exemple, que telle disposition de discipline, officiellement considérée comme salutaire, soit qualifiée de désastreuse au sentiment d'officiers pourtant distingués.

Ainsi la circulaire du 31 août 1905 (1) prescrivait aux chefs de corps de s'efforcer d'obtenir la discipline volontaire. Sur quoi M. le Général H. Langlois s'écrie : « Voilà le grand mot lâché officiellement. Depuis lors, les chefs de corps n'osent plus sévir, et l'esprit de discipline fond peu à peu comme neige au soleil » (2). Donc, ce qui est pour l'un le principe de l'ordre supérieur est pour l'autre le principe de la désorganisation totale.

D'où viennent ces malentendus et cette confusion ?

S'il n'est pas d'écrivain militaire qui ne consacre quelques

(1) De M. le Ministre de la Guerre Berteaux.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1907, p. 720.

pages à la discipline militaire, il ne le fait jamais que chemin faisant et pour rendre hommage à celle des armées victorieuses en recommandant les préceptes qui donnèrent la victoire. S'il est arrivé quelquefois qu'on s'est occupé plus amplement de cette question, c'est toujours à la manière dogmatique, en s'appuyant sur un principe à priori et en substituant des impressions personnelles, souvent même des préjugés à l'objet qu'il est convenu d'étudier avec méthode.

La notion de discipline militaire par ses imprécisions comporte, et par son importance exige un examen réfléchi. Le problème reste encore tout entier et d'ailleurs les circonstances présentes lui confèrent une importance de plus en plus considérable, en même temps que peut-être elles permettent de le poser en des termes particulièrement précis et commodes. Nous vivons dans une époque de confrontation universelle : autorité et démocratie, bourgeoisie et prolétariat, science et religion, se trouvent en présence dans la société ou dans les consciences. Dans les faits et dans les idées, il y a là comme des antinomies qui cherchent à se résoudre vers l'unité et l'harmonie soit par l'abolition de l'un des termes, soit par leur conciliation.

La démocratie et l'armée ne peuvent échapper à ce mouvement et il est impossible que la discipline militaire demeure immuable. Mais, à première vue, ne semble-t-il pas qu'il y ait quelque utopie à vouloir rapprocher les termes de démocratie et de discipline militaire ? N'y a-t-il pas antagonisme manifeste entre l'idéal de la démocratie et l'idéal de la discipline militaire ? Se déclarer démocrate, n'est-ce pas en même temps se reconnaître l'adversaire de la discipline si essentielle aux armées, lorsqu'on entend par là la subordination et l'acceptation du principe d'autorité ? Est-ce que les idées égalitaires qui président au mouvement démocratique peuvent s'accorder avec les rigueurs de la discipline ? Lui sont-elles favorables ou nuisibles ? Est-il vrai, et dans quelle mesure, que l'autorité despotique constitue un élément essen-

tiel de la discipline, que l'égalité, vers laquelle tend la démocratie, rend à la longue le soldat indépendant de l'officier et détruit ainsi le lien de la discipline ? Comment enfin peut-on concilier l'individualisme et le commandement catégorique, l'autonomie individuelle et l'obéissance passive ? Quel fond de vérité pratique cache cette hypothèse qui voit dans l'armée en général et surtout dans la discipline militaire un obstacle à l'évolution libérale des nations ?

A des questions de cette importance, il y a deux façons de répondre. Ou bien on se laisse inspirer par des traditions ou guider par des impulsions et l'on donne des formules aussi dogmatiques que catégoriques, mais qui, ne s'appuyant sur rien de sérieux, multiplient pour l'avenir les tâtonnements et les erreurs, ou bien, on s'applique à l'élucider par des recherches scientifiques.

Le principe de la discipline militaire ne dépend pas d'une conception théorique ; il doit correspondre à une réalité donnée et comme tel, il peut être objet de science. Nous plaçant à ce point de vue, nous nous appliquerons à l'étudier avec méthode et à dégager les vérités stables, les conséquences pratiques qu'il recèle.

Nous chercherons, dans la première partie de notre travail, à établir la transformation de la discipline militaire sous l'influence de l'évolution sociale ; dans la seconde partie, nous déterminerons si, en se transformant, elle a pu conserver sa force essentielle.

Mais avant d'aborder l'étude elle-même, il nous faut définir notre objet, la discipline militaire.

II

Parmi la foule que la conscription assemble, il n'y a au premier abord que des différences ; l'immense diversité des tempéraments, des intelligences, des savoirs, des notions morales, éclate. L'inégalité des dons naturels jointe à la

différence des milieux sociaux qu'aggravent encore les différences d'éducation donne aux différents éléments de cette foule des dispositions et des tendances qui peuvent différer entre elles jusqu'à l'opposition. C'est pourtant avec cette masse bigarrée, tumultueuse, qu'il s'agit de former une armée, c'est-à-dire un tout cohérent, un être vivant, actif, docile, une troupe capable d'agir avec un ensemble parfait sur un signe de son chef.

Le problème qui se pose est double ; il s'agit d'abord de transformer en soldats ces hommes appartenant à des professions si diverses, c'est-à-dire d'adapter leurs facultés à de nouvelles fonctions ; ensuite de coordonner les éléments hétérogènes de cette masse amorphe et de la transformer en un organisme social, ou mieux, en un organe différencié de la société. Entre ces hommes qui arrivent au régiment unis entre eux par des liens sociaux définis, il s'agit de créer un nouveau système de rapports qui subordonne les diverses activités les unes aux autres suivant des règles et en vue de résultats déterminés. L'agent de cette transformation, qui établit ainsi la subordination entre les membres de l'armée, c'est la discipline. Grâce à elle, cet immense corps vivant que l'on nomme une armée est capable d'une action d'ensemble régulière et harmonieuse et peut, pour ainsi dire, développer la puissance d'un être surhumain qui n'aurait qu'une seule tête et des milliers de bras.

Ainsi envisagée, la discipline prend une importance capitale : elle est l'essence même d'une armée. Depuis qu'il y a des sociétés, des guerres et des armées, on la regarde comme telle. C'est Caton l'Ancien qui avait été consul plusieurs fois et toujours victorieux, qui pensait « qu'il deviendrait plus utile à sa patrie en écrivant sur la discipline militaire, qu'il ne l'avait été par ses victoires » (1). Selon Folard, « c'est uniquement à leur discipline militaire que les Romains doi-

(1) Végèce. Liv. II. chap. I, 3.

vent leur élévation et leur gloire ; c'est à la corruption de cette même discipline qu'il faut attribuer leur décadence, comme celle des autres grands empires. Car c'est par elle que les États se relèvent, ou tombent dans le mépris, parce que le courage et la science naissent d'elle » (1). L'« organisateur de la victoire », Carnot, définit ainsi l'importance de la discipline : « C'est la discipline qui fait la gloire du soldat et la force des armées. Elle est le gage le plus assuré de la victoire. C'est par elle que toutes les volontés se réunissent en une seule, que toutes les forces partielles concourent à un but unique » (2). Morand, parlant de l'armée, selon la Charte, dit : « La discipline est le principe vital d'une armée ; sans discipline, point d'armée » (3). Et c'est dans des termes semblables que le baron von der Goltz parle de la discipline dans la *Nation armée* : « C'est donc la discipline qui est en vérité le moyen qui permet de faire mouvoir les armées. Plus elles sont nombreuses, plus il faut qu'elle soit bonne » (4). Ainsi, dans toute espèce d'armée, c'est la discipline qui joue le rôle prépondérant, mieux, c'est la discipline qui fait vivre et subsister l'armée.

Mais la discipline, c'est-à-dire la nécessité de se soumettre à une règle, n'est pas pour les conscrits une chose entièrement inconnue. Elle l'est, sans doute, dans ce qu'elle a de proprement militaire ; mais ils ont déjà subi une discipline dans leur vie antérieure en société. L'esprit de discipline n'est pas, en effet, une condition d'existence particulière à l'armée ; il apparaît en même temps que la vie en commun. Partout où se crée un groupe, se crée aussi une discipline. Du moment que des hommes forment une société, si rudimentaire qu'elle soit, il y a nécessairement des règles qui définissent leurs relations. Car toute société implique une volonté d'arrêter, à l'intérieur d'un cercle défini, le *bellum*

(1) *Nouvelles découvertes sur la guerre*, p. 102.

(2) *Mémoires sur Carnot*, par son fils, t. I, p. 131.

(3) Le comte Morand, lieutenant-général. *De l'armée selon la Charte*, p. 62.

(4) Baron Colmar von der Goltz. *La nation armée*. tr. fr. 3^e éd. p. 159.

omnium contra omnes. Mais, à l'origine, cette volonté n'existe pas dans l'individu. L'homme est d'abord peu enclin à se faire violence; et la tendance qui semble la plus primitive, la plus essentielle dans l'activité individuelle en tant que telle, consiste à suivre, toutes les fois que c'est possible, la voie du moindre effort, c'est-à-dire à se laisser guider, ou, plus exactement, entraîner par ses désirs et ses passions. Les aspirations de l'individu, toujours avides de réalisation et d'expansion, doivent être réfrénées, disciplinées; il importe de donner à la volonté de l'individu qui veut se développer au maximum une direction compatible avec l'intérêt de la société tout entière. Le milieu extérieur exerce sur notre activité une pression continue qui seule rend disciplinables nos instincts égoïstes; l'ordre qui règne dans le milieu extérieur, les lois qui le régissent, agissent sur nos penchants comme une force régulatrice. L'action de cette force se fait sentir dès notre enfance et durant tout le cours de notre existence.

L'enfant qui vient au monde apparaît dans une société déterminée à laquelle il ne saurait donner ou refuser son adhésion. Le seul fait qu'il s'y trouve, lui impose nécessairement tout un système de règles qui limitent et dirigent son activité et le forcent à agir d'une façon déterminée dans des cas déterminés. La formation d'un être social, c'est-à-dire d'un individu qui accepte les contraintes que lui impose la société dans laquelle le hasard l'a fait naître, est le résultat de l'éducation. Ce qui caractérise l'éducation, c'est qu'elle règle et coordonne les besoins et les désirs de l'enfant de façon à ce qu'il adopte et s'approprie à son tour les manières de voir, de sentir et d'agir qui sont celles de la société où il est né. Les premiers besoins de l'enfant sont réglés et disciplinés; on le fait manger, boire, dormir à des heures régulières. Puis la pression sociale se fait sentir dans des actions qui n'ont pas le même caractère essentiel, qui ne s'imposent pas à l'enfant d'une manière aussi impérieuse, et où l'expérience sociale est pour beaucoup plus que les aspirations individuelles : nous forçons

l'enfant à être propre, à obéir; puis, à un degré supérieur, nous l'initions à ses devoirs envers autrui, au respect des coutumes, des convenances, à la grande loi du travail. Et il est remarquable que, si cette action est exercée par les parents et par les maîtres de l'enfant, ceux-ci ne sont que les intermédiaires de la société; à travers tous les agents et par leur moyen, c'est la société elle-même qui façonne l'enfant; car c'est elle qui a façonné les parents et les maîtres qui les façonnent, après avoir eu eux-mêmes des parents et des maîtres qui les ont faits ce qu'ils sont (1).

Cet ordre imposé par la pression sociale à nos actes finit par mettre de l'ordre dans notre esprit. Habitué à faire certains actes et à ne pas commettre certains autres, les membres de la société éprouvent de la répulsion pour ceux-ci, de l'attraction pour ceux-là; de là entre eux une similitude morale, de là la nécessité uniformément sentie par eux tous d'agir de la même manière dans des circonstances données. Ils en arrivent tous à la vieille maxime : *idem velle, idem nolle*. Ainsi se constitue la « conscience collective » du groupe, par la mise en commun des représentations auxquelles nous sommes le plus attachés et de l'élaboration qui se produit parmi elles; nous les trouvons en nous formées peu à peu par la pression sociale, et nous leur obéissons comme à quelque chose de surhumain, produit d'une force qui nous est étrangère et supérieure. D'ailleurs, cette puissance qui est en dehors de nous, se traduit d'une façon précise dans les obligations juridiques et morales, par les règles du droit et de la moralité; ces deux systèmes de rapports sont en effet des forces extérieures à nous qui s'imposent du dehors; si notre conscience ratifie le plus souvent leurs prescriptions, c'est qu'elles correspondent à ses aspirations, ce qui n'est pas étonnant, si l'on songe à ce qu'il y a dans celles-ci de non-primitif, de non-individuel, de formé par la vie en société et la pression sociale.

(1) M. E. Durkheim. *Les règles de la méthode sociologique*, 4^e éd., p. 11.

Mais l'ordre social ne repose pas seulement sur la pression que la société exerce du dehors sur l'individu par l'intermédiaire d'un pouvoir directeur dont la première et principale fonction est de faire respecter les croyances, les traditions, les pratiques collectives, c'est-à-dire de défendre la conscience commune contre les ennemis du dedans et du dehors. Car des mouvements intestins qui se développent au sein de la masse résulte une coopération complexe sur laquelle le pouvoir directeur peut avoir difficilement prise : il est inévitable que les différents membres de la société apprennent à être disciplinés, c'est-à-dire à se subordonner les uns aux autres dans l'intérêt de la collectivité, et, par suite, dans leur intérêt propre bien entendu, sans que le pouvoir soit obligé d'intervenir à tout instant. Dans une société organisée, l'unité résulte donc d'un consentement spontané des parties, c'est-à-dire de l'existence d'une solidarité interne entre les individus.

Ainsi, quand l'individu entre dans l'armée, il est déjà façonné par la société civile, et il a appris, en même temps que la nécessité de se soumettre à la discipline, la manière de lui obéir. Il a acquis cette précieuse aptitude à subordonner ses actes et sa volonté à des règles dictées par des chefs et des lois. Cette faculté qui est la résultante de l'hérédité et de traditions séculaires, contient des éléments d'âge et de provenance très divers ; elle n'en est pas moins la base de tout apprentissage, en ce sens que l'homme susceptible d'être formé par une réglementation du corps et de l'esprit se perfectionne et arrive à exécuter certains actes définis sans hésitation, qu'il peut aisément orienter ses forces physiques et morales vers un but déterminé.

Mais, si puissante que soit cette faculté, elle est insuffisante par elle-même pour assurer la vie de l'armée ; il faut qu'elle reçoive une détermination particulière, qui en fasse la discipline militaire. La multitude qui entre dans l'armée porte encore en elle des forces impulsives comme l'affinité

du sang, l'attachement à un même sol, le culte des ancêtres, la communauté des habitudes, l'amour-propre, l'intérêt personnel, en un mot toutes les qualités qui distinguent les troupes de fortune que l'on rencontre dans les sociétés rudimentaires ou parmi les populations insurgées. Si cette multitude est déjà imprégnée de l'esprit de discipline sociale en général, l'esprit de discipline proprement militaire lui est inconnu. Jugée du point de vue militaire, ce n'est encore qu'une foule. Or, nous le savons, la foule est impulsive, excessive, variable, irritable, crédule, intolérante (1). Sur-tout, elle ne réfléchit pas : elle ne sait point coordonner son action en vue du résultat qu'elle poursuit. Les états de conscience ne sont nulle part réunis, comparés, appréciés. Aussi son action est-elle toujours et à chaque instant unilatérale. Si une passion se dégage, elle entraîne la foule tout entière. Exaltée, consciente de sa force, la foule est capable d'héroïsme ; elle peut se lancer sur l'ennemi, briser une résistance, se faire écraser sur une position. Mais, incapable de raisonner, mue par des images, elle est accessible à des craintes chimériques, et, toujours sur le point de céder à l'appréhension du danger inconnu, elle peut être saisie de panique (2). Si rien n'est aussi redoutable qu'une multitude sans frein, rien n'est aussi plus faible. Ainsi la foule possède des qualités favorables à l'existence d'une discipline militaire (sentiments communs rappelés plus haut), mais la façon dont agissent ces sentiments est très défavorable à l'établissement de cette discipline. Les instincts, dans la foule réunie pour combattre, sont à l'état primitif, et ont tendance, par suite, à se développer dans toute leur puissance égoïste. La foule armée est un instrument parfois efficace, mais toujours fragile. La gouverner est une chose très incertaine : elle est capable de sacrifier demain sans raison valable le chef qu'elle

(1) M. Gustave Le Bon. *Psychologie des foules*, 13^e éd., p. 11-22.

(2) M. le colonel de Maud'huy. *Tactique d'infanterie*. Résumé des conférences de 1903 à 1905. Considérations générales, p. 24.

adorait hier. Dans une armée, une telle situation est inadmissible. Pour contenir les instincts toujours prêts à se manifester, pour diriger leur activité collective dans un sens conforme à l'ordre, il faut que la réflexion se substitue à l'activité impulsive, il faut que l'autorité puisse à tout moment se réclamer d'une force modératrice, d'une réglementation précise et impérieuse. C'est dans la mesure même où le commandement peut imposer cette direction commune que l'armée est résistante et capable d'une action soutenue.

En fait, la discipline militaire est bien quelque chose d'original par rapport à l'esprit de discipline sociale. En effet, tous les individus qui font partie d'un même contingent arrivant à la caserne sont façonnés diversement par la société; ils obéissent chacun à des obligations particulières; l'homme d'étude n'a pas les mêmes règles à suivre que le négociant, qui, lui-même, en suit d'autres que l'ouvrier. Bien plus, le temps qu'ils s'apprentent tous à passer à la caserne est perdu pour eux-mêmes, du point de vue strictement personnel, qu'il s'agisse de continuation d'études ou de perfectionnement technique. Pourtant tous viennent à la caserne, parce qu'ils se trouvent en présence d'une puissance morale qu'ils reconnaissent et respectent et qui, seule parmi les puissances sociales, s'impose la même pour tous. Mais, en cela, c'est encore la pression sociale qui agit.

Or cette pression sociale doit faire place à la pression professionnelle, pour donner à ce groupement particulier qu'est l'armée une discipline proprement militaire. L'homme qui entre dans l'armée, comme l'enfant qui vient au monde, se trouve en présence d'une institution à la formation de laquelle il n'a point collaboré, et qu'il n'a pas le droit d'adopter ou de rejeter à sa fantaisie. Cette institution, de même que la société, lui impose tout un système de règles qui limitent et dirigent son activité et lui dictent une conduite déterminée dans des cas déterminés. On impose au jeune soldat, en qui existent des sentiments individuels

innés, l'obligation de faire taire ces sentiments individuels ou, du moins, de leur donner une direction convenable ; et cela s'obtient, comme pour les obligations sociales ordinaires, par des contraintes qui mettent l'ordre et la fixité dans la manifestation et le développement de ces sentiments. Mais, de même que l'enfant est formé par ses parents et par ses maîtres qui ont été eux-mêmes formés par leurs parents et par leurs maîtres, de même le jeune soldat est formé par les gradés et les anciens qui ont été eux-mêmes formés par d'autres gradés et d'autres anciens ; les parents et les maîtres sont les intermédiaires et les agents de la pression sociale ; de même les gradés et les anciens sont les intermédiaires et les agents de la pression professionnelle. Les membres de l'armée façonnent leurs successeurs à leur image, selon l'esprit et les tendances de l'armée : ainsi s'établissent des devoirs, des manières d'agir, des rapports mutuels, des fonctions, nés de la nécessité et de l'usage. Tout cela est le produit du passé, des traditions qui constituent l'autorité de la conscience collective professionnelle, laquelle est généralement en intime connexion avec la conscience commune du groupe social tout entier.

Ce qui montre, en même temps que cette connexion intime qui unit la conscience commune de la société et la conscience commune de l'armée, le caractère pourtant original de cette dernière, c'est, d'une part, que le code de justice militaire punit le même genre d'infraction que le code pénal (insoumission, vol, détournement, destruction d'objets) et c'est, d'autre part, qu'il les punit différemment, en indiquant par là que le fait d'être soldat rend la culpabilité encore plus grande que dans le civil ; certaines circonstances même, atténuantes pour un civil, sont aggravantes pour un militaire ; dans l'armée « l'ivresse ne peut, en aucun cas, être invoquée comme circonstance atténuante » (1). Ensuite il y

(1) *Règlement sur le service intérieur des troupes*. Décret du 20 octobre 1892, p. 283.

a des délits proprement militaires, qui ne sont pas de simples modalités de délits reconnus et punis par la loi civile, mais quelque chose d'original : manquements au service, fautes contre les usages militaires, tous les crimes et délits concernant l'ordre intérieur de l'armée. On voit que la contrainte extérieure qu'exerce l'armée sur ses membres est, par certains côtés au moins, d'une espèce particulière, et qu'elle se distingue de la contrainte sociale.

Mais, cette contrainte d'une espèce particulière agissant sur tous les soldats de la même façon, il est naturel qu'elle finisse par produire en eux des sentiments semblables. Il y a autre chose que la force brutale pour maintenir la cohésion de l'armée : l'influence morale du chef est aussi grande que l'autorité que lui assure son droit de punir. C'est que les manières d'agir, de penser et de sentir d'abord imposées du dehors, deviennent habituelles et finissent par faire partie de la conscience de chacun. Les obligations ainsi imposées à chacun d'une façon d'abord toute extérieure par des punitions ou des menaces prennent l'aspect de devoirs que l'activité individuelle finit par croire s'être imposés à elle-même : c'est alors qu'apparaissent ce qu'on appelle les « sanctions diffuses », c'est alors qu'apparaît aussi le blâme que la conscience individuelle s'inflige à elle-même. Ainsi s'organisent, dans des circonstances normales, une vie spontanée, une solidarité interne qui assurent le fonctionnement régulier de l'armée au quartier et au combat.

Car telles sont, en définitive, les deux sphères d'action de la discipline militaire : elle maintient la cohésion de l'armée en assurant des relations régulières entre ses membres ; elle maintient la cohésion de l'armée en la rendant forte contre les dangers que lui fait courir l'ennemi. De toute manière, elle assure l'unité de l'armée, et sa résistance aux forces destructives, qu'il s'agisse des forces qui peuvent la détruire du dedans et qui se manifestent dans son sein, ou qu'il s'agisse des forces qui peuvent la détruire du dehors et qui

l'attaquent dans le combat. La discipline militaire, comme la discipline sociale et comme l'éducation, a pour effet d'utiliser convenablement les aspirations individuelles. Elle trace les limites de la sphère d'activité qu'il convient de laisser aux individus, elle indique les bornes de l'autonomie, l'initiative qu'on doit leur laisser, et la mesure dans laquelle la contrainte doit s'exercer sur eux.

Examinons successivement les deux aspects de la discipline. Dans le combat, le rôle de la discipline est d'empêcher l'individu de se séparer du tout; mais il y a pour l'individu deux façons de se séparer du tout, et ces deux façons nuisent également à la cohésion de l'ensemble; une armée qui combat est rangée et dirigée par son chef en vue d'une action en commun de tous les soldats qui la composent : qu'un d'entre eux dépasse la limite qui lui est assignée, et se batte pour son propre compte, sans se soucier de lier son action avec celle de son camarade conformément aux ordres reçus et au plan du général : si héroïque que soit sa conduite, il risque de jeter le trouble dans la ligne dont il fait partie; qu'au contraire il n'atteigne pas la limite qui lui est fixée, qu'il prenne la fuite : il risque encore de troubler ses compagnons. La discipline a pour effet de lui enseigner et de faire entrer dans son esprit quelle est la part d'activité qui lui revient dans ce combat, de quelle manière il doit se soumettre aux ordres qui lui sont donnés, comment et quand il lui est permis d'y suppléer par son initiative personnelle. D'autre part, au sein même de l'armée, il s'agit d'empêcher les heurts des individus les uns contre les autres; la discipline a pour action ici de maintenir l'ordre et la bonne tenue; elle assure des relations fixes et stables entre les divers éléments qui composent l'armée; elle règle, pour le service intérieur, les attributions, devoirs et prérogatives de chacun et s'attache à ne laisser que le moins possible de place au hasard. Ainsi, dans le combat, l'esprit de discipline d'une armée, c'est-à-dire l'organisation adoptée par elle pour

résister à l'ennemi, se manifeste dans ses formations, dans sa manière de combattre, et se traduit par le chiffre plus ou moins élevé de ses pertes. Dans le service intérieur, il se manifeste dans les règlements, dans les punitions, et sa nature se traduit par l'aptitude plus ou moins grande des militaires au suicide. Mais tout cela n'est au fond, d'après ce qui précède, que deux aspects différents d'une seule et même chose, savoir la force de résistance qu'oppose l'agrégat militaire aux forces de destruction : la tactique et les règlements sont en réalité l'expression de la conscience collective de l'armée.

Ce qui fait la force des états collectifs, c'est essentiellement la puissance d'unification, de cohésion, de coordination des éléments unis au service du but commun ; c'est une organisation riche et harmonique où toutes les forces particulières concourent avec d'autres en un tout cohérent, c'est l'accord, le concert de tous les composants tendant au même résultat. C'est ainsi qu'apparaît un élément indispensable de la discipline militaire, celui même qu'on aperçoit le premier d'ordinaire, alors qu'il est en réalité le produit des autres, à savoir le commandement. C'est l'unité du but vers lequel l'armée est orientée qui réclame l'unité du commandement, afin de diriger vers le même point l'effort de toutes les parties : cet organe central divise et répartit les diverses parties du tout en vue de l'action d'ensemble et de l'effet total à obtenir ; qu'il exerce son pouvoir directement ou par l'intermédiaire de subalternes ; le commandement est l'expression vivante de la discipline, aussi bien dans le combat que dans le service intérieur ; il est pourtant évident : que la discipline elle-même est moins dans le commandement que dans les rapports du commandement avec les troupes ; que l'esprit de discipline est commun au commandement et aux troupes, puisqu'il est créé par les rapports habituels qui sont entretenus entre celles-ci et celui-là, et qu'il varie avec eux.

D'après tout ceci, nous croyons être en mesure de définir

la discipline militaire. Ce qui frappe tout d'abord dans la discipline, à savoir la sévérité et la force de coercition des règlements n'en est pas le but dernier, ni même l'essentiel, comme on est porté à le croire généralement; les règlements ne valent que dans la mesure où ils créent un état d'esprit commun qui fait que chacun dans l'armée sent qu'il est en rapports étroits, en connexion intime avec tous les autres. Car la discipline est faite, dans une large mesure, de motifs intellectuels, de motifs affectifs, d'états habituels, de tout ce qui est source de solidarité, de tout ce qui oblige le militaire à compter avec ses camarades, à régler ses mouvements sur autre chose que sur les impulsions de son égoïsme. Par l'éducation, par le dressage, par l'entraînement, la discipline est pleinement comprise et entièrement adoptée : les intelligences se pénètrent de sa nécessité, les cœurs l'affectionnent, les volontés s'y soumettent, les habitudes la consacrent. Et alors, elle n'est plus simplement faite d'obéissance passive, elle est en même temps intelligence et dévouement, elle transforme et prolonge l'obéissance passive en une initiative subordonnée aux intérêts clairement exprimés de l'ensemble. Elle devient une vertu collective, le ciment de l'union morale, intellectuelle et physique qui multiplie la force de chacun par la force de tous.

Ainsi la double pression : sociale et professionnelle, la détermination habituelle et volontaire par des mobiles affectifs et intellectuels réussissent à unifier et à coordonner les divers éléments de l'armée.

La discipline militaire, c'est donc, en résumé, l'ensemble des liens de toute nature qui attachent les membres de l'armée les uns aux autres, en vue d'une action définie, dans un agrégat un et cohérent, soumis à une société déterminée.

PREMIÈRE PARTIE

ÉVOLUTION DE LA DISCIPLINE MILITAIRE

Imposer aux volontés individuelles l'empire d'une volonté directrice unique, diriger leurs efforts et tendre leur énergie vers un but commun, donner ainsi à leur action collective toute la puissance et toute la précision possibles, — tel a toujours été et tel restera forcément l'objet de la discipline militaire. Son essence tient à la nature même des choses; elle n'a pas changé, parce qu'elle ne peut pas changer.

Mais si l'harmonie des efforts, l'unité d'action est le principe inévitable de la discipline militaire, la façon dont cette unité est obtenue a varié.

Les armées existent par la réunion d'hommes, d'êtres vivants, pensants, bien plus, de membres de la société dont la manière d'être, de vivre et de penser, ne saurait être indifférente aux troupes qu'ils composent. Si donc l'armée, composée des mêmes éléments que le milieu d'où elle est sortie, est comme un produit de la vie sociale, il faut s'attendre à la voir, en ce qui concerne sa formation et plus encore son esprit, sous la dépendance intime de la société. Est-il possible, en effet, que les changements profonds qui se sont opérés dans notre société soient sans influence sur l'esprit militaire?

Or, admettons que la plupart des lois qui régissent la vie de l'armée ne doivent être que l'extension, mieux, les corollaires des lois qui régissent la vie sociale. S'il en est ainsi, l'armée doit évoluer parallèlement à l'évolution générale de

la société, et la discipline militaire ne peut éviter d'être marquée à l'empreinte de la solidarité sociale.

L'hypothèse ainsi posée peut-elle être soutenue? C'est ce qu'il nous faut examiner. Mais pour y parvenir, il est utile au préalable d'étudier comment, dans le passé, a évolué la solidarité sociale.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

Notre tâche n'étant pas de rechercher comment s'est faite l'évolution générale de la société, nous consulterons sur ce point les résultats que donne la sociologie.

D'après la théorie de H. Spencer, le progrès consisterait dans le passage des sociétés du type militaire aux sociétés du type industriel (1). Le système de Tarde fait passer les sociétés de l'âge coutume à l'âge mode (2). M. E. Durkheim voit cette évolution dans le passage des sociétés fondées sur la solidarité mécanique aux sociétés fondées sur la solidarité organique (3).

Quoique partant de principes différents, ces trois systèmes sociologiques s'accordent sur le point essentiel. L'industrialisme aboutit à établir l'égalité entre les hommes. L'habitude de prendre exemple autour de soi mêle les classes : les citoyens, de plus en plus semblables par les besoins, par les goûts, par le vêtement, finissent par se déclarer semblables en droit. Enfin, plus le travail social se divise, plus s'élève en chaque individu la conscience de ses droits (4).

Nous trouvons donc dans les unes et les autres de ces théories l'affirmation du même phénomène, du mouvement démocratique, de la progression continue vers l'individualisation de la personnalité humaine.

(1) Spencer, *Principes de Sociologie*.

(2) Tarde, *Lois de l'imitation*.

(3) M. E. Durkheim, *De la division du travail social*.

(4) V. sur ce sujet l'article de M. C. Bouglé : Sociologie et Démocratie, in *Revue de métaphysique et de morale*, t. IV, 1896, p. 118-128.

Néanmoins, bien que ce résultat soit commun aux trois théories, la façon dont elles y arrivent est toute différente. Et cela nous intéresse davantage; car c'est précisément la nature du processus d'évolution que nous cherchons à dégager. Il nous faut donc faire un choix entre ces diverses théories.

En reconnaissant, parla définition précédente, l'action directrice ou coercitive, médiate ou immédiate, réellement exercée par le groupe sur l'individu, nous avons par cela même rejeté la théorie qui, n'admettant en dernière analyse que l'influence de l'individu sur l'individu, ramène cette influence à l'imitation. De plus, l'hypothèse que nous avons faite, à savoir, que l'armée doit évoluer parallèlement à l'évolution générale de la société, élimine à son tour la théorie de H. Spencer. D'ailleurs, le caractère industriel d'un peuple n'exclut pas son militarisme. Et il n'y a aucune société civilisée qui ne soit plus ou moins militaire.

Or, il ne nous reste que le système exposé dans la division du travail social. Du reste, étant donnée la question qui nous occupe, il nous sera le plus utile et nous l'acceptons d'autant plus volontiers qu'il nous paraît être une correction des deux autres (1).

Nous allons l'exposer dans ses traits généraux.

SOLIDARITÉ MÉCANIQUE ET SOLIDARITÉ ORGANIQUE.

Malgré son unité apparente, la conscience de l'individu présente deux aspects fort différents. On peut en effet considérer l'individu en lui-même, en tant qu'activité physique et psychique ayant son originalité propre. Ou bien on le considère dans ses rapports avec le milieu dans lequel il vit, et l'on ne voit en lui qu'un figurant du grand tout social. Dans l'état actuel de notre conscience, nous existons comme individus en dehors des relations sociales, et, pour nous connaître nous-mêmes, il est nécessaire que nous fassions abstraction de celles-ci. Mais, en même temps, si riche et, par conséquent,

(1) M. E. Durkheim, *Op. cit.*, 2^e éd., p. 170 et 368.

Aussi ses règles de la méthode sociologique, 4^e éd., 16; Suicide, Liv. I et IV.

si originale que soit notre personnalité, nous sommes toujours sûrs de rencontrer la société dans toutes nos démarches, sous quelque forme que ce soit. Tout homme est lié aux autres hommes, en ce sens que son action est toujours déterminée ou conditionnée par la leur. S'il en est ainsi, la question se pose de savoir quelle est la nature de ce lien social, ou, mieux, quel est son mode d'action, et, ensuite, si cette action s'exerce toujours de la même manière. Puisque nous avons reconnu dans l'activité individuelle quelque chose comme deux régions, sinon séparées, du moins distinctes, il nous est permis de nous demander si ces deux régions occupent toujours la même étendue, l'une par rapport à l'autre. Et d'abord, examinons comment, dans l'état actuel, se présente à nous le lien social de solidarité qui unit les hommes entre eux.

La solidarité, dira-t-on, existe réellement, mais elle unit les individus entre eux d'une façon qui semble toute idéale, et, par là, il est difficile d'en faire une analyse vraiment scientifique; on pourra tout au plus faire la psychologie de la solidarité, mais il faudra renoncer à introduire dans ce domaine l'idée de mesure positive. A cela, M. Durkheim répond que ce lien social qui unit les individus trouve son expression dans l'ensemble des règles et des coutumes qui constituent proprement le droit. Sans doute, tout ce qui fait la solidarité, et, en particulier, les sentiments moraux, n'est pas entièrement contenu, en un instant donné, dans une législation, si parfaite qu'on la suppose, et, en cela, on peut dire que la morale et le droit ne sont pas coextensifs; mais il est incontestable que la législation fait constamment effort pour rejoindre les aspirations et les désirs qui se font jour dans la société. Par conséquent, puisque le droit s'efforce toujours de rester adéquat aux tendances sociales et, quel que soit d'ailleurs l'écart qui l'en sépare, il se transformera en même temps qu'elles. Et, inversement, si nous découvrons une évolution du droit, nous serons fondés à affirmer qu'il y a eu une évolution concomitante, et, nous dirons même, correspondante du lien de la solidarité dans la société. De plus, à chaque moment de cette évolution, l'état du droit exprimera

évidemment une manière dont s'exerce l'action de ce lien social.

Si l'on examine la législation actuelle, on s'aperçoit qu'elle se divise en deux grandes parties; d'un côté, le droit qui punit les infractions à certaines règles, qu'il n'énonce pas d'une manière positive, et c'est proprement le droit pénal; de l'autre, le droit qu'on a appelé « restitutif », qui pose un certain nombre de règles positives indispensables au fonctionnement normal de la société et à l'établissement de relations régulières entre les individus. Examinons successivement le mode d'action et la portée de ces deux espèces de droit.

Le droit pénal, avons-nous dit, édicte des sanctions sans se préoccuper d'indiquer les règles auxquelles il faut obéir pour ne pas tomber sous le coup de ces sanctions. Par là se montre un caractère original de ce droit. Lorsque le code me menace de la peine de mort si je tue mon semblable, cela veut dire que l'action de tuer mon semblable ne sera pas tolérée par la société dont je fais partie. Il faut donc que je me conforme simplement à l'état de la conscience du groupe auquel j'appartiens. Le droit pénal correspond à un état déterminé de la conscience commune, et, du moment que je fais partie de la société, et dans la mesure où je participe à la conscience commune, me plier à ses exigences est une nécessité qui s'impose d'une façon irrésistible. Le droit pénal exprime donc ce qui est commun à tous les individus du groupe, et non pas ce qui doit être : c'est moins une obligation positive, en quelque sorte dynamique, que la constatation d'un fait de statique sociale.

Il y a plus. Le meurtre, le vol soulèvent au même degré l'indignation de la conscience commune. Lorsque la société agit d'une façon toute spontanée et irréfléchie, elle applique indistinctement la même peine; lorsque la justice populaire se donne libre carrière, que ce soit pour punir un meurtre ou pour punir un vol, l'application sommaire de la loi de lynch est toujours la même. De même, on voit que dans les sociétés primitives, un grand nombre de crimes de nature très diverse sont punis de la même façon. C'est donc que chacun des sentiments auxquels on ne se conforme pas en encourant telle ou

telle sanction est tout à fait précis et déterminé quant à son objet, en même temps que le caractère criminel de l'acte lui vient toujours de ce fait qu'il est en contradiction avec le conformisme que réclame la conscience commune.

Mais, à côté du droit pénal, il y a le droit « restitutif ». Ce droit règle les relations entre individus, les rapports qui s'établissent de fils à père, de mari à femme, de patron à ouvrier, entre artisans du même métier, entre artisans de métiers différents; il indique quels doivent être les rapports normaux des différents individus les uns avec les autres; et les sanctions qu'il indique pour le cas où ses prescriptions ne sont pas suivies, ont simplement pour effet de rétablir la situation telle qu'elle devrait être (d'où le nom de droit restitutif). Il ne s'agit plus ici de sentiments communs au groupe, il s'agit d'actions spéciales accomplies par des individus particuliers dans des circonstances données : tout le monde n'a pas toujours l'occasion de prendre une hypothèque, tout le monde ne contracte pas mariage, tout le monde n'acquiert pas des propriétés. Ce sont les rapports multiples et variés qui existent entre les personnes, d'une part, et entre les personnes et les choses, d'autre part, qui sont exprimés par le droit restitutif. Pourtant le lien paraît avoir perdu ici quelque peu le caractère de solidarité sociale dont nous parlions tout à l'heure : c'est librement que les individus semblent entrer en coopération ou en concurrence, il semble que nous soyons ramenés au point de vue de la libre concurrence qu'a indiqué H. Spencer d'une façon particulièrement forte. Cependant les liens entre individus gardent encore quelque chose de proprement social, car c'est la société qui, même alors, « dit le droit »; les règles qu'elle impose sont souvent très catégoriques et il est parfois difficile de ne pas s'y soumettre : c'est ainsi que la rupture d'un contrat de mariage est toujours un acte long et difficile à mener jusqu'au bout. Il reste, néanmoins, que le droit restitutif dans son ensemble règle les rapports des individus entre eux et que la solidarité qu'il établit est susceptible de prendre un grand nombre de formes suivant les espèces particulières auxquelles elle s'applique.

Nous pouvons alors dire en quoi consiste le lien social qui

unit les individus. En effet, nous voyons que toute une partie du droit maintient dans la société le conformisme, tandis que l'autre a pour base une variété infinie de fonctions parmi les individus. La première partie correspond à une solidarité par ressemblance : c'est en effet une manière d'être solidaires que d'avoir les mêmes habitudes, les mêmes croyances, les mêmes aspirations; le *idem velle*, *idem nolle* est la forme la plus simple de la solidarité et implique, à la limite, une homogénéité absolue des êtres qui composent la société. Le droit restitutif, au contraire, correspond à la variété des fonctions que remplissent les divers individus, c'est-à-dire, d'un mot, à la division du travail : il nous fait voir la société comme un vaste organisme dans lequel chaque individu, si parfaites qu'on suppose ses qualités naturelles ou acquises, éprouve encore le sentiment de son insuffisance et cherche à compléter ses propres qualités par celles des autres; grâce à une collaboration régulière et assurée.

Dans l'état actuel des choses, il semble que ces deux sortes de solidarité sont, en quelque manière, mélangées, et qu'elles se confondent et concourent en même temps à maintenir la cohésion sociale (on ne peut nier pourtant qu'elles n'entrent parfois en conflit l'une avec l'autre). Mais, puisque le droit pénal correspond aux similitudes sociales, il aura plus ou moins d'importance suivant qu'elles seront plus ou moins fortes, et le droit restitutif, qui correspond à la division du travail, suivra le même développement qu'elle. Il y aura donc place pour une évolution..

Des études attentives ont montré qu'il existe dans les sociétés primitives des ressemblances tout à fait remarquables entre individus, et même que plus une société est primitive, plus les ressemblances entre individus sont grandes. Dans l'ordre physique, Humboldt signalait déjà que chez les sauvages il semble y avoir un type particulier à chaque horde; on pourrait d'après le seul aspect extérieur dire à quelle horde appartient tel ou tel sauvage. Des études plus précises ont été faites par M. Le Bon sur la différence qui existe entre les crânes les plus petits et les crânes les plus gros d'individus appartenant à un même groupement : il

a été démontré, sur une série relativement considérable de crânes, que, plus une race est primitive, plus cette différence est petite. On a même établi que cette ressemblance des individus entre eux existe d'un sexe à l'autre chez les peuples les moins civilisés; dans les sociétés primitives, la femme est apte à remplir les mêmes fonctions que l'homme; chez les Achantis du Dahomey, par exemple, le corps des amazones est un des plus redoutables dans les combats.

Mais ces ressemblances, pour frappantes qu'elles soient, le sont encore moins que les ressemblances d'ordre psychique, où il est d'ailleurs plus facile de constater une évolution. L'élément le plus notable de ressemblance entre les individus d'une même société est évidemment la religion. A l'origine même, la religion embrasse toute la vie sociale. Chez les Hébreux, par exemple, violer la loi, c'est être en contradiction avec la volonté de l'Éternel, et s'exposer à être châtié par lui : « Si tu ne prends garde à faire toutes les paroles de cette loi qui sont écrites dans ce livre, dit le *Deutéronome*, en craignant ce nom terrible et glorieux, l'Éternel ton Dieu, alors l'Éternel te frappera, toi et ta postérité » (1). A Athènes, la religion tient encore une grande place, mais son importance diminue peu à peu. A Rome, la séparation du pouvoir laïque se produit de bonne heure. Dans les sociétés chrétiennes, l'influence de la religion diminue encore, et peu à peu le pouvoir civil en vient à se heurter violemment à la religion et finit par entrer en lutte avec elle. Le lien qu'établissaient entre les individus des croyances, des rites, des cultes communs, se relâche donc peu à peu. De même, les dictons, les proverbes qui expriment la sagesse commune d'un peuple, c'est-à-dire les pensées qui sont les mêmes chez tous les individus, sont de moins en moins répandues et perdent de leur généralité à mesure que l'on avance dans l'évolution des sociétés. En soumettant à une analyse du même genre tous les liens de solidarité par ressemblance, on verrait qu'il n'y en a point qui échappent à cette évolution : tous diminuent progressivement d'influence.

(1) *Deut.* XXVIII, 58-59, cité par M. Durkheim, *De la division du travail social*, p. 110.

Or à ce relâchement des liens dus aux ressemblances entre individus correspond une régression du droit pénal, c'est-à-dire de la pression exercée par la conscience commune sur les individus. Si dans l'ensemble du droit on compare l'importance, en quelque sorte matérielle prise par chacune des deux parties que nous avons indiquées, l'on voit que le droit pénal qui, au début, est tout le droit, finit progressivement par constituer une portion de moins en moins considérable de la législation. Chez les sauvages, la vie de tous les jours est soumise à une réglementation précise et sévère qui contraint l'individu à accepter toutes les traditions ayant rapport au costume, à la nourriture, etc. Dans le *Deutéronome*, il n'y a qu'un nombre infime de versets n'ayant pas le caractère répressif, et il n'y en a pour ainsi dire pas qui n'aient le caractère religieux. Dans la loi des XII Tables, sur 115 fragments qui ont pu être reconstitués par Voigt, 49 ont encore le caractère répressif : mais ces fragments sont tirés des jurisconsultes de l'époque classique ou impériale pour lesquels les questions de droit pénal n'avaient qu'un médiocre intérêt; on peut donc supposer que le nombre des articles ayant un caractère répressif était bien supérieur. Dans les sociétés chrétiennes, l'évolution se poursuit dans le même sens : alors que sur 295 articles contenus dans la loi salique, 25 seulement n'avaient pas le caractère répressif, il y en avait dans la loi postérieure des Burgondes 98 sur 311, et, dans la loi des Wisigoths qui est encore postérieure, l'importance des deux espèces de droit était égale.

Mais ce n'est là, en quelque sorte, que l'apparence du fait; l'importance de moins en moins grande, dans le droit tout entier, du droit pénal, ne montre pas expressément que le nombre des sentiments forts et spécifiés de la conscience commune aille en diminuant. Il pourrait se faire que le nombre des règles du droit restitutif aille en augmentant et qu'ainsi soit détruit l'équilibre primitif. C'est seulement en examinant le nombre des types criminologiques correspondant aux sentiments forts qui s'appuient sur les ressemblances, que l'on peut arriver à un résultat satisfaisant. Or, en ce qui concerne la famille, on voit qu'elle est à l'origine soumise à une réglemen-

tation affectée d'un caractère nettement répressif : c'est ce que montre par exemple la loi mosaïque. A Athènes, ce caractère pénal du droit familial existe encore, mais déjà moins accentué : « l'accusation d'ingratitude » était d'un usage courant. A Rome, seules les relations entre patrons et clients sont encore affectées de ce caractère et il n'apparaît plus chez nous que d'une façon exceptionnelle (le fait qu'il y a parricide ou infanticide n'est qu'une circonstance aggravante du crime de meurtre en général). Pour les rapports des sexes, le *Pentateuque* prévoit et réprime un nombre considérable d'espèces de crimes que nous ne connaissons plus aujourd'hui (corruption de la fiancée, union avec une esclave, etc.); dès l'époque athénienne, les sanctions destinées à réprimer les actions de ce genre ont presque disparu ; et, de nos jours, on ne pourrait guère citer que des cas tout à fait particuliers où n'entrent en jeu que la publicité de l'acte ou l'âge des auteurs. Il en est de même pour certaines traditions relatives au costume et à la tenue extérieure en général : nombreuses et tyranniques chez les Tonkinois et les Chinois, ces traditions avaient encore un caractère répressif accentué dans certaines villes de la Grèce (Sparte, Rhodes); à Rome, elles se réduisaient à quelques prescriptions somptuaires, et elles semblent avoir disparu dans notre civilisation. Mais c'est surtout pour les crimes religieux que la diminution du nombre des types de crimes est sensible. Alors que dans les religions primitives, la moindre faute dans l'observation des rites était punie aussi rigoureusement que les pires impiétés, alors que, en Grèce même, « l'accusation d'impiété » s'étendait à toutes sortes de fautes du caractère le plus varié, et entraînait toujours cependant la même peine, on distinguait déjà à Rome les crimes « expiabilia » et les crimes « inexpiabilia », ceux dont on pouvait et ceux dont on ne pouvait pas détourner les suites fâcheuses ; mais, surtout, la religion chrétienne ne réclamait de punition que pour les actes qui touchaient aux points fondamentaux de la doctrine ; les sacrilèges, les blasphèmes n'étant punis qu'en raison de leur caractère d'atteinte aux dogmes.

On voit donc que le nombre des états forts et définis de la conscience commune susceptibles de provoquer l'établissement

d'une sanction déterminée va diminuant, c'est-à-dire que l'influence que la société exerce sur l'individu, tend à se faire de moins en moins brutale, et, surtout, de moins en moins extérieure. A mesure que les ressemblances sociales s'atténuent, les individus deviennent de plus en plus originaux : l'individu prend une valeur propre qu'il ne possédait pas encore. Les rapports sociaux se transforment ; ils admettent et constatent les différences qui existent entre les divers individus, et le droit règle ces rapports d'une façon harmonique en ayant pour objet de maintenir à la fois et la cohésion sociale et la valeur propre de chaque individu. Nous devons d'ailleurs reconnaître qu'actuellement les rapports sociaux sont fondés à la fois sur le conformisme et sur la division du travail. Il n'en est pas moins vrai qu'une évolution s'est produite, depuis l'origine des sociétés, dans la nature du lien qui unit les hommes, puisque ce sont les ressemblances entre les individus qui ont formé ce lien, et que les différences se sont fait sentir par la suite jusqu'à devenir prépondérantes. Encore une fois, il est aussi difficile de rencontrer une société qui ne soit fondée que sur le droit répressif que d'en trouver une fondée exclusivement sur le droit restitutif. Cependant l'importance comparée du droit pénal et du droit restitutif dans l'ensemble de la législation et la régression du premier concomitante à la progression du second nous sont un sûr garant que les deux termes limites de l'évolution sont bien : solidarité due aux ressemblances et solidarité due aux différences.

Il nous faut donc en arriver à préciser d'une façon définitive la nature de ces deux espèces de solidarité. La solidarité par ressemblance est un lien qui s'impose aux individus du dehors ; à la limite, il n'existe dans une société fondée sur une telle solidarité qu'un pouvoir social (quelle que soit d'ailleurs sa nature), qui impose aux individus des manières d'être et d'agir déterminées ; et plus les individus sont dociles, plus ils obéissent facilement aux ordres qui leur sont ainsi donnés, plus aussi la cohésion sociale est grande. Mais, en même temps, cette docilité n'existe que dans la mesure où chacun n'est pas une individualité qui possède des caractères originaux, mais

une activité conforme au type généralement admis par le groupe dont il fait partie : plus cette conformité sera grande, moins l'individualité de chacun sera réellement existante. L'ensemble de la société sera donc d'autant plus cohérent qu'il y aura moins de divergences entre les individus ; à la limite, la société ne pourrait se mouvoir avec un ensemble parfait que si les individus n'avaient plus de mouvements propres. L'analogie des individus, considérés de cette façon dans la société, avec les molécules des corps inorganiques a fait donner à ce genre de solidarité le nom de solidarité mécanique (1).

Par une analogie de même nature, la solidarité fondée sur les différences a reçu le nom de solidarité organique (2). Cette solidarité est, en effet, le lien qui résulte de la systématisation d'un ensemble de fonctions différentes et spéciales dont chacune dépend dans son exercice du bon exercice de toutes les autres et dont la totalité dépend du bon exercice de chacune prise en particulier, de la même manière que dans un organisme chaque organe a sa fonction propre qu'il remplit d'autant mieux que les autres remplissent mieux la leur.

Il importe d'ailleurs de remarquer que ces expressions de mécanique et d'organique ne doivent pas être prises absolument à la lettre. En effet, la première s'applique à des corps bruts, et la seconde à des corps vivants. Or, nous avons dit que l'évolution sociale marquait un passage de l'une à l'autre espèce de solidarité. Mais il ne peut y avoir de passage de l'inertie de la matière brute à l'organisation de la matière vivante. C'est donc que les termes de mécanique et d'organique pris dans le sens où l'état actuel de la science nous oblige à les prendre, ne sont point tout à fait adaptés à l'usage que nous en faisons. S'il est légitime de dire que la société organisée sur les bases de la division du travail est fondée sur un lien véritablement organique, nous pouvons dire seulement que tout se passe, dans une société fondée sur le conformisme, comme si ce lien qui en assure la cohésion était purement mécanique.

(1) Durkheim, *De la division du travail social*, p. 100.

(2) *Ibid*, p. 101.

Ce résultat serait confirmé par une étude de la structure politique des sociétés. Le point de départ serait la « société segmentaire à base de clan », formée de hordes qui sont à la fois semblables entre elles et faites d'éléments semblables entre eux. Cette organisation ne se trouve que chez certains Iroquois : les adultes des deux sexes y sont égaux ; les chefs n'y jouissent d'aucun privilège spécial ; la parenté même n'y est pas organisée. L'évolution se poursuit par une atténuation des ressemblances, par l'établissement de relations où la valeur des individus entre davantage en jeu ; ce clan fondé sur la consanguinité réelle ou fictive laisse place au village fondé sur un simple voisinage, le lieu d'habitation. Le village et la province se substituent donc au clan. Mais à l'intérieur de chaque province, les différences s'accroissent entre les individus, à mesure qu'augmente la division du travail. L'organisation segmentaire va en s'effaçant de plus en plus ; après avoir un moment coïncidé avec l'organisation corporative, elle recule toujours davantage et perd de plus en plus de sa signification, tandis que s'établit de plus en plus fortement l'organisation professionnelle. Il semble même permis de prévoir, avec M. Durkheim, que ce double mouvement continuera dans le même sens, et qu'un jour viendra où toute notre organisation sociale et politique aura une base exclusivement ou presque exclusivement professionnelle (1).

En résumé, les deux espèces de droit que nous avons distinguées, correspondent à deux espèces de solidarité. Le droit répressif correspond au lien qui résulte de la similitude des consciences ; dans ce premier cas, toute la vie de l'individu se résume dans le conformisme avec le type social existant, et ce lien qui unit entre elles les molécules sociales leur est extérieur, en ce sens qu'aucune n'a de vie individuelle : c'est la solidarité mécanique. Le droit restitutif correspond à la division du travail ; dans ce cas, chaque individu est distinct de tous les autres, en même temps que son activité est complétée par la leur ; chacun possède des facultés qui lui sont propres, mais il dépend des autres qui le complètent, comme

(1) Durkheim, *De la division du travail social*, p. 167.

chaque organe d'un organisme différencié dépend de tous les autres : c'est la solidarité organique.

Dans les sociétés primitives, où domine le conformisme social, la solidarité est toute entière mécanique et s'exprime par un droit surtout répressif. Dans les sociétés de type plus élevé, la solidarité est surtout organique et s'exprime par un droit surtout restitutif. Or, à mesure que le conformisme social diminue d'intensité et d'étendue, la division du travail s'accroît. Il y a donc une double évolution : 1° la solidarité mécanique régresse à mesure que la solidarité organique progresse; 2° les types sociaux où diminue le conformisme régressent à mesure que ceux qui sont établis sur les bases de la division du travail progressent.

Quelle influence a exercé cette évolution sociale sur l'armée? Y a-t-il eu une évolution parallèle de la solidarité militaire? Notre hypothèse est-elle justifiée? C'est à ces questions que répondent les chapitres suivants.

CHAPITRE I

ANALOGIE ENTRE L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ET L'ÉVOLUTION DE LA TACTIQUE.

Pour établir notre thèse, nous nous proposons d'examiner d'abord l'évolution de la tactique, qui va nous montrer l'évolution de la solidarité militaire dans les masses armées en action.

Si l'on fait abstraction des événements particuliers et des actes individuels, la tactique n'a, dans tous les cas, pour objet que les manières d'être et de faire des armées. Autrement dit, elle s'occupe des formes qu'affectent les groupes d'hommes unis pour combattre les uns avec les autres.

Ces formes que se donnent les armées en se disposant sur le champ de bataille pour donner ou recevoir le choc, ne sont pas toujours les mêmes. Aux différents moments de l'histoire et d'une société à l'autre, elles subissent des changements profonds; chaque armée peut se caractériser par sa manière d'être, par une tactique qui lui est propre. La tactique grecque se résume dans la phalange, la tactique romaine dans la légion, la tactique moderne dans l'ordre dispersé.

D'où viennent ces variations dans la tactique? Est-il vrai que ce soit une nécessité d'ordre tout extérieur qui pousserait les hommes à se grouper de telle ou telle manière?

Il n'est pas possible que ces formes diverses soient dues à un accident provisoire et fortuit; l'armée devant évoluer parallèlement à l'évolution générale de la société, son évolution

doit connaître les variations correspondantes aux variations sociales que nous venons de rapporter; elles doivent avoir la même signification sociologique.

Or, de même qu'en chimie, la forme d'un corps se transforme quand les affinités moléculaires varient, nous avons vu que la structure des sociétés change lorsque change la manière dont les hommes sont solidaires. Si donc la forme de l'agrégat militaire se transforme, c'est que les liens de toute nature qui attachent les membres de l'armée les uns aux autres pour former un tout, se sont aussi modifiés.

C'est pourquoi, de même que nous avons pu pénétrer à travers les formes du droit, qui en sont le symbole, jusqu'à la solidarité sociale et suivre les transformations qu'elle a subies dans son histoire, en suivant celles qui ont affecté son signe, de même nous croyons pouvoir saisir les traits intimes de la vie des armées dans leurs formations définies, et, à travers les changements de ces phénomènes extérieurs, démontrer l'évolution de la solidarité militaire.

Déterminer la nature des changements qui se sont manifestés dans les formations des armées et en comparant cette évolution à l'évolution sociale, rechercher si la loi de celle-ci ne se trouve pas être aussi la loi de celle-là, tel sera donc l'objet de ce chapitre.

I

Pour mettre en relief les variations des formations militaires et trouver leur signification sociologique, il ne saurait suffire de fournir un nombre plus ou moins considérable d'exemples et de comparer des variations isolées. Il faut d'abord, pour ne pas étudier pêle-mêle et sans les distinctions nécessaires les peuples supérieurs et les peuples inférieurs, constituer et définir les types sociaux, puis examiner les différents états sociaux qui se suivent au cours de l'évolution de ces peuples. Il s'agit donc d'abord de classer les faits, de les décrire et enfin de découvrir les lois.

Nous n'avons pas à établir ici une classification des socié-

tés. Nous emprunterons telle quelle la classification qui nous paraît le plus sûrement établie parmi celles qu'ont proposées les sociologues. M. Steinmetz les a critiquées toutes (1). Malheureusement il n'en établit pas lui-même une qui soit bien arrêtée, et il ne nous donne qu'un plan de classification sociologique et un plan de catalogue de toutes les sociétés connues et de leurs phases historiques. A propos de ce travail, M. Émile Durkheim remarquant qu'on y trouve classées, non des espèces sociales, mais ce qui est bien différent, des phases historiques, ajoute « que ces tentatives, quoique conduites par des sociologues de valeur, n'ont donné que des résultats vagues, contestables et de peu d'utilité » (2). Après cette critique, et puisque nous adoptons le système de M. E. Durkheim pour l'évolution de la solidarité sociale, nous suivrons, dans le cours de notre argumentation, l'ordre dont il se sert dans son ouvrage : *De la division du travail social*.

Les *Juifs*, depuis leur départ d'Égypte, se rangeaient sous 12 enseignes, une par tribu. Ils combattaient sur une seule ligne, formant un gros bataillon (3) de 30 hommes de profondeur. Les premiers rangs étaient formés d'archers et de frondeurs. Derrière la ligne de bataille se tenaient les chefs chargés de tuer les fuyards (4).

Chez les *Grecs*, nous trouvons une formation constante appelée la *phalange*. Elle présentait un corps compact de 4 000 à 6 000 hommes formant un parallélogramme plein dont le front était l'un des grands côtés. Si plusieurs tribus combattaient ensemble, elles se rangeaient « chacune suivant le rang qu'elle tenait dans l'État, et sans laisser d'intervalle entre elles » (5). Entre les phalanges réunies dans un même corps, il n'était laissé que vingt pas d'intervalle (6).

Le front de la phalange était habituellement de 256 sol-

(1) *L'année sociologique*, III, p. 43, 147.

(2) *Les règles de la méthode sociologique*, IV^e éd., p. 109 en note.

(3) Josèphe (Flavius). *Histoire de la guerre des Juifs contre les Romains*. Liv. V. Ch. XXII, 409.

(4) Colonel Bidault, *Les armées anciennes et les armées actuelles*, p. 53.

(5) *Histoire d'Hérodote*, VI, 111; voir aussi VII, 212.

(6) Colonel Carrion-Nisas, *Histoire Générale de l'art militaire*, I, p. 46.

dats sur une profondeur de 16. Mais la profondeur a varié suivant le temps et les nations. Les Lacédémoniens se formaient sur un plus grand nombre de rangs; à la bataille de Délum, les Thébains s'étaient rangés sur 25 hommes de profondeur; pendant sa campagne d'Asie, Alexandre disposa les phalangistes sur 8 rangs (1).

La phalange est plus ou moins étendue d'après les circonstances. Chaque homme avec ses armes occupait en tous sens : en ordre de revue, ou à rangs ouverts, 5 pieds (1 m. 50); en ordre de bataille, ou à rangs serrés, 3 pieds (0 m. 90); en ordre pressé ou synaspisme, 1 coudée (0 m. 45). Cette dernière formation s'employait principalement pour lutter contre les chars, les éléphants et la cavalerie (2).

La cavalerie grecque se rangeait sur 8 lignes de profondeur.

L'unité militaire de l'*armée romaine* était la *légion*. Avec le temps, la forme de la légion varie. Au commencement, les Romains se rangeaient en bataille à la façon des Grecs. On peut appeler ce premier type, celui de Romulus, la *légion-phalange*. C'était une masse compacte qui comptait huit hommes de profondeur sur un front qui était plus ou moins long, suivant que la légion était plus ou moins nombreuse (3).

Le deuxième type est la légion divisée en manipules, comme fut celle de Camulus, employée pendant tout le temps qui s'écoula depuis la prise de Veies (405) jusqu'à Marius et Sylla (4). Tous les manipules qui la composent sont semblables. Ce sont des unités constituées : chacune a son enseigne particulière. Ils comptaient de 140 à 200 hommes rangés sur 6 à 10 rangs de profondeur, la longueur du front dépendant du nombre des combattants qui variait de 4 200 à 6 000. Le légionnaire se tenait ordinairement dans un carré de trois pieds de côté (0 m. 90). En combattant, une distance de trois pieds au moins sur les côtés et par derrière séparait les légionnaires les uns des autres (5).

(1) J. Rocquancourt, *L'art et l'histoire militaire*, I, p. 42, 43.

(2) Colonel Carrion-Nisas, *loc. cit.* I, p. 66, 67.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 370.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 564.

(5) Polybe, *Histoire générale*, Liv. XVIII, 43.

La légion se partage en trois lignes, chaque ligne comprenant dix manipules. Le manipule laisse entre lui et le manipule voisin un intervalle au moins égal à la largeur de son front. Les manipules de la deuxième ligne et ceux de la troisième se rangent de façon à se placer juste dans les intervalles, de sorte que les trente manipules de la légion se trouvent disposés en quinconce. Les intervalles entre chaque ligne ne dépassaient pas 80 à 100 mètres (1).

La cavalerie se rangeait sur quatre lignes de profondeur (2).

Les *Francs* (3) se formaient en « coin » ou « tête de porc ». C'était une grosse masse serrée de 40 à 50 rangs de profondeur. Elle avait le front plus étroit et allait en s'élargissant sur ses derrières.

Toute l'armée combattait à pied. Seuls, le roi et ses gardes étaient à cheval.

Les *Français*, dans le cours des temps, employèrent diverses formations. Pendant la guerre de Cent Ans, dans toutes les batailles (Crécy, Poitiers, Azincourt), on formait trois lignes profondes. Les batailles, comme on appelait ces lignes, étaient occupées chacune par une arme différente. A Crécy, par exemple, la première était composée d'arbalétriers, la seconde, de gendarmerie entremêlée d'infanterie, la troisième de gendarmerie seule (4).

Vers le milieu du xvi^e siècle (Albe, Parme-Brissac, Montluc), l'infanterie était divisée en bandes ou enseignes et se formait en ligne avec des intervalles entre les enseignes. Prenons comme exemple la formation d'après l'ordonnance du roi du 26 mai 1527 (5). La bande est normalement de 300 et au plus de 400 hommes. Un bataillon composé de dix bandes se range ainsi : en avant, sont les « enfants perdus », c'est-à-dire vingt pelotons d'arquebusiers (5 hommes de front sur 5 de profondeur), espacés le long du front sur deux lignes en échiquier; derrière eux sont, en dix unités, les piquiers

(1) Rocquancourt, *Op. cit.*, I, p. 56.

(2) Carrion-Nisas, *Op. cit.*, I, p. 564.

(3) Jablonski (L.), *L'armée française à travers les âges*, I, p. 54.

(4) *Ibid.*, *Histoire de l'art militaire*, p. 401.

(5) Belhomme, *Histoire de l'infanterie en France*, I, p. 160.

(8 files et 12 rangs), puis les hallebardiers (8 files et 4 rangs); enfin, derrière ceux-ci, le reste des piquiers (8 files et 8 rangs).

Turenne (1611-1675) et ses contemporains combattirent en formations semblables. Seulement la bande fit place au bataillon comme unité tactique. Une partie des mousquetaires étaient lancés en « enfants perdus »; les bataillons les suivaient en lignes tant pleines que vides. Les piquiers étaient réunis au centre sur 10 rangs, les files et les rangs espacés de deux pas; le reste des mousquetaires aux ailes sur 8 rangs formaient ce qu'on appelait les manches. Quelquefois, ils étaient placés dans les intervalles des escadrons de cavalerie (1).

Après Turenne, les bataillons deviennent de plus en plus minces. Suivant l'instruction du roi du 15 mai 1693 (2), le bataillon se rangera sur 5 rangs; le 2 mars 1707, le règlement pour l'exercice de l'infanterie (3) prescrit la formation sur 4 rangs. En même temps les bataillons s'allongent, les intervalles diminuent jusqu'à ce qu'enfin l'infanterie en vienne à combattre sur 3 rangs et en ligne pleine (ordonnance du 1^{er} janvier 1754) (4). Le règlement du 15 juin 1776 est élaboré sous l'influence de la guerre de Sept Ans et suit les méthodes prussiennes; le règlement de 1791 ne fait guère que les reproduire : il prescrit la formation en lignes pleines sur 3 rangs, le pas cadencé et emboîté, les feux à commandement.

L'ordre de bataille de la cavalerie a varié de même. Dans la première partie du moyen âge les chevaliers combattaient sur un seul rang, isolés l'un de l'autre. Quand le terrain était resserré, les rangs se doublaient et triplaient; mais les chevaliers conservaient entre eux des intervalles et par conséquent ne formaient pas des escadrons serrés et réguliers (5). La suite de chaque chevalier comprenait au moins

(1) Belhomme. *Op. cit.* II, p. 22, 28, 45. — Carrion-Nisas, *Op. cit.*, II, p. 105.

(2) *Ibid.*, II, p. 138.

(3) *Ibid.*, II, p. 387.

(4) *Ibid.*, III, p. 199.

(5) Ed. de la Barre-Duparcq, *Histoire de l'art de la guerre*, t. II, p. 50.

cinq personnes : trois archers, un écuyer, un page, etc. Elle se portait en arrière à 40 pas (1).

La cavalerie, organisée en corps, succède peu à peu à la chevalerie. La gendarmerie à la bataille de Dreux ne compte que 2 rangs. Cependant la cavalerie légère se formait sur 16 rangs d'épaisseur. Sous Louis XIV, la cavalerie se range sur 3 rangs de profondeur. Dans la deuxième moitié du règne de Louis XV, elle se forme sur 2 rangs, formation qui fut maintenue dans les guerres de la Révolution (2).

Durant une longue période, et même pendant les guerres de Louis XIV, l'infanterie et la cavalerie sont mêlées. L'artillerie reste longtemps disséminée dans les intervalles. Depuis Moncontour (1569), elle est portée en avant du corps de bataille (3).

Dès les premières années de la Révolution, l'infanterie se forme suivant l'ordre dispersé (4). C'est la combinaison de l'ordonnance en petites colonnes avec l'emploi de nombreux tirailleurs. Les bataillons de la première ligne sont formés partie en tirailleurs, partie en soutiens, à 200 ou 300 mètres des colonnes d'attaque. La deuxième ligne, avec les bataillons en petites colonnes, se trouve derrière les soutiens à 200 ou 300 mètres. La réserve se tient derrière le centre, l'aile droite ou l'aile gauche de l'ordre de bataille.

La cavalerie marche de front et couvre les flancs.

L'artillerie agit par grosses batteries.

*
**

Essayons d'analyser les faits que nous venons d'exposer.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire des formations militaires à travers les âges pour y constater une évolution très nettement marquée.

Au début de leur histoire, tous les peuples que nous avons étudiés, prennent, pour combattre, l'aspect d'énormes masses :

(1) Duparcq, *Op. cit.*, II, p. 23.

(2) *Ibid.*, II, p. 264 et 376.

(3) *Ibid.*, II, p. 51 et 99.

(4) Veynante, *Historique de la Tactique de l'infanterie française*, p. 48, 49.

les Juifs forment un gros bataillon, les Grecs la phalange, les Romains, au temps primitif, la légion-phalange, les Francs le « coin » ou « tête de porc ».

Toutefois, si ce caractère massif est commun aux formations de toutes les armées primitives, il convient d'observer d'un peuple à l'autre des différences intéressantes. L'armée des Juifs et celle des Francs formaient une troupe presque irrégulière; on y distingue malaisément les premiers germes d'une formation organisée. Josèphe nous apprend que, même à une époque assez avancée, durant leur guerre contre les Romains : « Les Juifs n'observaient aucun ordre ni en allant à la charge, ni en se retirant et prenaient souvent pour ennemis ceux des leurs qui, après avoir combattu, voulaient se rallier à eux; ils en tuèrent plus de la sorte que les Romains n'en tuèrent » (1). Ils étaient très étonnés de l'ordre qu'observaient les Romains (2). L'empereur Léon donne une opinion semblable sur l'ordre de bataille des Francs (3). La phalange grecque est par contre régulièrement et fortement constituée. « Le bouclier, dit Homère, s'appuie sur le bouclier, le casque sur le casque, le guerrier sur le guerrier, les panaches brillent sur les casques des soldats qui, s'ébranlant, se touchent entre eux, tant les hommes sont pressés » (4).

Ce qui mérite ensuite d'être noté, c'est la profondeur de la formation. Elle a graduellement diminué depuis l'origine de l'art de la guerre jusqu'à nos jours. Les Grecs combattaient sur plus de rangs que les Romains; leur phalange est de 25, et puis de 16 rangs de profondeur. Les Romains à leur tour eurent un ordre de bataille plus profond que les modernes; leurs manipules avaient 8 rangs de profondeur, et puis 6. Les formations françaises comportaient au temps de Turenne 8 rangs; en 1693, 5 rangs; en 1707, 4 rangs; en 1754, 3 rangs; au temps de la Révolution et depuis, la formation est la ligne de tirailleurs.

L'ordre de bataille de la cavalerie suit la même évolution.

(1) Josèphe, *Op. cit.*, Liv. VI, chap. XII, 447.

(2) *Ibid.*, L. III, chap. XXXIV, 282.

(3) *Institution*, XVIII:]

(4) *Illiade*, XVII, 131.

Elle se rangeait chez les Grecs sur 8 lignes, chez les Romains sur 4, chez les Français, sous Louis XIV, sur 3 lignes et à partir de la deuxième moitié du règne de Louis XV sur 2 lignes.

Nous avons éliminé, comme on l'a vu, pour suivre l'évolution des formations militaires toute la longue période du moyen âge. C'est que les types sociaux du moyen âge qui remplacent les sociétés éteintes ne commencent pas leur vie au point où celles-ci ont terminé la leur. Pour considérer le développement progressif des sociétés, on ne saurait comparer la dernière époque de civilisation ancienne avec la jeunesse des sociétés nouvelles (1).

Après cette restriction nécessaire, on constate que la profondeur des formations militaires subit une évolution qui suit toujours la même direction. Plus nous remontons vers les armées primitives, plus les formations sont profondes; plus nous nous rapprochons des armées modernes, plus elles sont minces.

Il y a plus. Non seulement les formations des troupes deviennent de plus en plus minces, mais encore cette diminution progressive de la profondeur est accompagnée d'un morcellement de plus en plus accentué.

En effet, quelles que soient les différences de détail que l'on remarque entre les diverses armées primitives, elles ne sont toutes que des multitudes d'individus confondus dans une masse unique, profonde, compacte et plus ou moins savamment organisée; les combattants ne peuvent y entrer que difficilement et successivement en action. Chez les Juifs, les Francs, les Grecs, nous ne constatons d'évolution qu'en ce qui concerne la profondeur des formations, et leurs armées continuent à former une ligne unique, massive et lourde durant toute leur histoire.

Les Romains, par contre, s'ils ont commencé par employer la même formation que les Juifs et les Grecs, ne tardèrent pas à la dépasser. Ils débutent par la légion-phalange, formation massive. Plus tard, la masse unique d'autrefois se

(1) V. M. Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, 4^e éd., p. 166-171.

divise en un certain nombre de tronçons. L'ordre de bataille est composé de plusieurs séries de petites unités séparées les unes des autres par des intervalles.

Les Français à leur tour passent par les deux phases qu'ont traversées les Romains, puis les dépassent. En effet, les variations des formations françaises se ramènent à trois phases principales : les deux premières sont parfaitement analogues et exactement correspondantes aux formations romaines ; la troisième représente un progrès nouveau que n'avaient pas atteint les Anciens. Dans la première partie du moyen âge, les Français rangeaient leurs armées, comme nous l'avons vu, en batailles, ordre qui correspondait à la phalange grecque et à la formation primitive des Romains. Vers le milieu du xvi^e siècle apparaît l'ordre de bataille en colonnes serrées, rangées en lignes, à distance les unes des autres et précédées des « enfants perdus » qui représentaient les vélites des Anciens. Tel fut l'ordre manipulaire des Français, correspondant à celui des Romains. A cette deuxième forme succéda l'ordre en colonnes, combiné avec l'emploi de tirailleurs et qui a caractérisé pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire la tactique particulière aux Français.

De ce qu'on vient d'exposer, l'évolution des formations militaires, dans le sens d'un morcellement progressif, ressort avec évidence. De même que les formations affirment, à mesure qu'on avance dans l'histoire, la régression régulière de leur profondeur ; de même elles perdent de plus en plus de leur densité. En effet :

La phalange de 4 096 hommes tenait au combat 262 mètres de front sur 20 à 30 de profondeur.

La légion de 4 200 hommes tenait au combat 750 mètres de front sur 140 de profondeur.

Le bataillon (1) de 800 à 1 000 hommes tient au combat 250 à 350 mètres de front sur 500 à 1 000 de profondeur.

C'est-à-dire que sur le front d'une légion pouvaient se

(1) D'après le règlement d'aujourd'hui.

développer trois phalanges et le front d'une phalange serait aujourd'hui celui d'un seul bataillon.

Plus nous remontons vers les armées primitives, plus les masses que nous observons sont compactes; plus nous nous rapprochons des sociétés les plus élevées, plus les dispositifs des troupes se morcellent, plus ils se raréfient en prenant un volume de plus en plus grand.

Il y a là un fait qui ne peut pas n'être pas remarqué et qui porte peut-être en lui autre chose et plus qu'une analogie. Nous nous bornons pour l'instant à le dégager : l'histoire nous fait constater que l'évolution militaire et l'évolution sociale se déroulent suivant deux lignes qui semblent parallèles et dont les différents moments se correspondent.

Là où le type collectif est très développé, la personnalité est absorbée dans le groupe, la partie dans le tout; les mobiles qui sont collectifs produisent partout les mêmes effets; les molécules sociales ne sauraient être cohérentes que si elles se meuvent avec ensemble et dans le même sens. Les formations militaires chez ces sociétés revêtent les traits essentiels du type collectif. Les soldats pour former un tout cohérent, pour être capables de se mouvoir avec ensemble sont serrés, attachés les uns aux autres presque comme physiquement, confondus dans une masse compacte et lourde dont les éléments sont liés directement au groupe, c'est-à-dire au chef qui l'incarne. C'est l'*ordre massif*.

A mesure que le type collectif disparaît, les personnalités individuelles se développent; chacune d'elles devient une source d'activité spontanée. Mais cette évolution ne s'accomplit pas en un instant; l'importance des individus dans la société, également nulle pour tous à l'origine, ne devient pas la même pour tous à la fois, comme par une force de miracle. Il y a des étapes dans ce processus. La conscience commune incarnée d'abord dans une seule conscience qui étouffe toutes les autres, perd peu à peu de son empire absolu et permet aux individus de quelque supériorité de se distinguer du milieu ambiant, tolère l'individualisation de l'élite; le tout homogène qui caractérisait les sociétés primitives se rompt en plusieurs parties distinctes, et en quelque sorte autonomes.

L'individu ne dépend plus directement du tout; il y a des intermédiaires entre le pouvoir central et les consciences élémentaires dont est fait le corps social. C'est de cette façon que la famille s'est dégagée de la masse diffuse de la tribu (1); elle s'organise, et son autonomie se manifeste par l'apparition du pouvoir paternel. Le père est son chef et en même temps sert d'intermédiaire entre elle et l'État. L'individualisation du père est une étape vers l'individualisation générale; devenant plus large, la conscience collective laissera s'affirmer davantage toutes les individualités.

Les formations militaires portent la marque de cette évolution graduelle. Tandis qu'autrefois la conscience commune n'avait sa manifestation que dans un seul chef et dans une masse unique, elle laisse maintenant l'armée se morceler en plusieurs unités restreintes représentées par un certain nombre de consciences particulières : ainsi apparaît la deuxième phase des armées, c'est-à-dire *l'ordre morcelé*.

L'évolution se poursuit dans le même sens; l'individu prend davantage d'importance, impose un plus grand respect de ses droits. L'individualisation croissante au sein même des groupes secondaires qui se sont intercalés entre l'individu et la société totale rend moins oppressif le pouvoir de ces groupes; les éléments qui les composent retrouvent une existence propre; l'initiative de l'individu grandit; au lieu d'être relié étroitement au chef et retenu dans sa sphère d'action immédiate, il devient plus libre; au lieu d'être massés en groupes séparés, les combattants s'éparpillent, les armées occupent de plus vastes champs de bataille. Et c'est ainsi qu'apparaît la troisième phase de l'évolution des formations militaires, *l'ordre dispersé*.

En résumé, à travers les différents états de l'évolution sociale, la réunion des individus groupés pour donner ou recevoir avec ensemble un choc prend des formes diverses. Cette évolution des formations militaires présente trois stades successifs : l'ordre massif, l'ordre morcelé et l'ordre dispersé. Elle a une signification sociologique.

(1) Cours de M. Émile Durkheim à la Sorbonne de 1910. *Sociologie. Morale*.

Ce fait que pour combattre, les uns sentent la nécessité de se disposer en rangs serrés, tandis que les autres tout au contraire se séparent, indique que ce sont des forces différentes qui entrent en jeu dans chacun des deux cas. Ces forces ne peuvent être que d'ordre moral, partant social. De même que les idées et les émotions impriment au corps une attitude déterminée, de même ces formes variées des armées sont des indices caractéristiques qui traduisent l'état psychique des masses rassemblées pour combattre.

Or, ces modifications des formations militaires correspondent à l'évolution de la solidarité sociale. A mesure que la vie psychique des sociétés se transforme et que les diversités individuelles se dégagent, les formes des armées ont plus de plasticité et plus d'élasticité. A l'homogénéité des premières sociétés correspondent des formations militaires où règne une cohésion massive; tandis qu'à la diversité individuelle d'une société plus avancée correspondent des formations où règne une cohésion plus plastique et plus élastique.

La nature de la solidarité militaire varie; elle devient plus organique; elle implique davantage la diversité et la spontanéité des parties qu'elle unit. Le tout en se morcelant n'est plus lié directement à un pouvoir absolu; mais il s'établit des pouvoirs intermédiaires relativement indépendants, et enfin des milliers de soldats finissent par être presque autonomes ou en tous cas moins directement subordonnés au commandement suprême, et même, dans une certaine mesure, aux commandements subalternes. C'est ainsi que les formations militaires deviennent de plus en plus minces et se fragmentent en plusieurs unités; les intervalles s'élargissent sur le front et en profondeur; au dernier stade de l'évolution, les soldats sont complètement dispersés, combattant l'ennemi presque isolément : la solidarité d'abord mécanique est devenue organique.

Donc, grâce au principe qui distingue deux sortes de solidarité, la solidarité née des ressemblances et la solidarité qui dérive des différences, l'évolution des formations se comprend facilement : les différentes armées ont eu les formations qu'elles ont pu avoir d'après le degré du développement

de la société à une époque donnée. Plus les armées sont primitives, plus leurs formations portent l'empreinte de la solidarité mécanique ; plus on se rapproche des sociétés les plus élevées, plus les formations portent la marque de la solidarité organique.

Ces résultats seront confirmés par l'étude des différentes manières de combattre des armées.

II

Pour étudier l'évolution du mode de combattre, nous nous en tiendrons à l'exposition des cas-types.

Les descriptions détaillées de la technique du combat juif manquent. Néanmoins, ce qui en est connu peut donner une idée assez claire de la façon de lutter de ce peuple.

Les *Juifs*, comme nous l'avons vu, se réunissaient pour combattre en une multitude à peine organisée. Les archers et les frondeurs, qui formaient les premiers rangs, ouvraient l'action, lançaient des pierres et des traits en poussant le cri du combat (1). Le gros des troupes s'élançait ensuite en une furieuse attaque et le combat avait lieu alors à coups d'épée. Pendant l'action, les Juifs « se mêlaient sans pouvoir se reconnaître. C'était un flux et reflux perpétuel dans la nécessité où ceux qui étaient aux premiers rangs se trouvaient de tuer ou d'être tués, parce que ceux qui les suivaient, les pressaient si fort qu'il ne restait entre eux aucun intervalle » (2).

Les peuples classiques ont laissé des descriptions de combats en abondance. Nous en tirerons ce qui peut être utile pour notre sujet.

Chez les *Grecs*, dès que le signal du combat avait été donné par le général, il était mille fois répété et les guerriers entonnaient le péan (3). Les troupes légères, placées sur le front, rangées sur 8 hommes de profondeur, engageaient l'action avec leurs armes de jet. Lorsque le choc allait avoir

(1) Josèphe, *Op. cit.*, Liv. IV, ch. XIV, 308 ; Liv. V, ch. XXII, 409.

(2) *Ibid.*, Liv. VI, ch. VII, 440.

(3) Thucydide, I, 501 ; IV, 43 ; VII 44.

lieu, elles se retiraient en arrière ou allaient se placer entre les escadrons. Pendant toute la durée du combat, elles continuaient de lancer des traits par dessus la tête des soldats de ligne. La colonne d'attaque suivait ordinairement au pas redoublé et les rangs serrés; elle présentait l'aspect redoutable d'une bête monstrueuse. Le choc se produisait sur toute la ligne, et le combat recommençait corps à corps (1).

La cavalerie combattait sur les ailes de l'infanterie, souvent même mêlée à elle. Elle harcelait les flancs de l'ennemi et s'élançait au milieu des trouées qui se formaient pendant la lutte dans la ligne ennemie.

Après le combat, les troupes armées à la légère poursuivaient les vaincus, mais elles ne poursuivaient ni loin, ni longtemps (2).

Les batailles de Marathon, de Platée, et toutes celles que rapporte Hérodote ne sont que des chocs de masses denses dont les fronts sont parallèles. Dans la bataille de Leuctres apparaît une manœuvre véritable. Épaminondas forma sur l'extrémité de sa gauche une énorme masse quadrangulaire de cinquante hommes de profondeur. Puis il fit marcher ses troupes à l'ennemi par échelons en commençant par sa gauche. C'est l'ordre oblique ou bataille de biais, comme disaient les Anciens (3). Cette combinaison consiste à s'assurer une grande supériorité d'action sur un point de la ligne opposée et à faire effort sur ce point. La manœuvre dont se servit Épaminondas a été souvent répétée avec succès.

Chez les *Romains*, après avoir fait demander à trois reprises différentes aux légionnaires s'ils étaient prêts à combattre (4), on jetait ordinairement le cri du combat et on sonnait la charge (5).

Les vélites, postés devant la légion, commençaient le combat, se battaient avec peu d'ordre, se répandaient de tous côtés, puis se retiraient en arrière en passant sur les

(1) Thucydide, IV, 43.

(2) *Ibid.*, V, 73.

(3) Rocquancourt, *Op. cit.*, p. 48.

(4) Plutarque, *Vie de Coriolan*.

(5) *Ibid.*, *Apophthegmes de Caton l'Ancien*.

flancs et à travers les intervalles des hastaires, ou bien ils s'emparaient des hauteurs. Pendant toute la durée du combat, ils continuaient à lancer des traits et à incommoder l'ennemi, ou bien ils accompagnaient la cavalerie dans ses mouvements (1).

Une fois démasqués, « les hastaires engageaient le combat; s'ils ne pouvaient pas rompre la ligne ennemie, et qu'ils fussent repoussés, les princes les faisaient passer derrière eux par les intervalles de leurs rangs, et se battaient à leur place; les hastaires les suivaient alors.

« Cependant les triaires restaient sous leurs enseignes un genou en terre, couverts de leurs boucliers, leurs piques appuyées sur le sol, la pointe haute, semblables à des palissades plantées sur le front de la ligne. Si la fortune se déclarait aussi contre les princes, ils se retiraient peu à peu de la première ligne jusqu'aux triaires; de là le proverbe, l'affaire en est aux triaires, pour désigner une situation critique. Alors tous les triaires se levaient tout à coup, ralliaient à eux les princes et les hastaires, les recevaient dans les intervalles de leurs rangs et formaient ainsi une seule ligne pleine et continue qui fondait sur l'ennemi; c'était le dernier espoir. Rien de plus terrible aux yeux d'un ennemi qui croyait n'avoir plus qu'à poursuivre des vaincus, que cette nouvelle ligne, plus nombreuse et plus redoutable que jamais, s'élevant subitement devant lui » (2).

La cavalerie gardait les flancs, et après le succès, poursuivait l'ennemi avec les vélites.

Les *Franks* (3) attendaient le signal du combat et s'avancèrent aussitôt. Dès qu'ils étaient à portée de l'ennemi, ils lançaient leurs haches contre les boucliers adverses, puis l'épée à la main, ils attaquaient avec une grande vitesse et en jetant des cris terribles.

Chez les *Français*, à l'époque féodale, les archers, placés en première ligne, engageaient la bataille. Ensuite s'avancèrent les gendarmes et l'infanterie; ceux-là devaient faire la

(1) Tite-Live, XXVI, 4.

(2) *Ibid.*, VI, 13.

(3) L'empereur Léon, *Institution XVIII*. Jablonski, *Op. cit.*, I, 54.

brèche, celle-ci formait quelquefois un bataillon creux et circulaire, au milieu duquel se retiraient les nobles pour reprendre haleine après avoir chargé (1). Les chevaliers ne combattaient d'abord à pied que lorsqu'il fallait monter à l'assaut, puis ils prirent l'habitude de combattre de cette façon en rase campagne. Leur impatience de combattre rendait souvent inutiles les efforts des fantassins. Bien heureux ceux-ci quand on ne leur passait pas sur le corps et qu'on ne les massacrait pas, comme à Crécy quand Philippe de Valois fit charger ses archers et gens de pied, en s'écriant : « Or tôt, tuez toute cette ribaudaille, car ils nous empêchent la voie sans raison » (2).

A partir du xvi^e siècle, le combat avait la physionomie suivante (3). Pour engager l'action, les groupes des « enfants perdus » se portaient en avant. Arrivé à portée de l'ennemi, un peloton de la première ligne se déploie, fait feu et se recule pour charger ses armes derrière la deuxième ligne. L'autre peloton tire et se replie à son tour. La deuxième ligne démasquée, s'avance et chacun de ses deux pelotons tire successivement de la même manière. Le premier peloton, qui alors a rechargé ses armes, se reporte en avant pour faire feu, et le mouvement se continue ainsi.

Quand l'infanterie ennemie s'avance ou qu'une charge de cavalerie les menace, les « enfants perdus » se retirent derrière le bataillon, qui prend la suite du combat.

Contre une charge, on n'employait que les quatre premiers rangs de piques. Les hommes du premier rang tenaient leurs piques par le milieu de la hampe et appuyaient le bout contre le pied droit; les hommes des autres rangs tenaient la pique à deux mains en présentant le fer.

On employait les feux par rangs successifs et les feux de files.

Les canons combattaient dispersés devant le front de bataille.

Bien que les escadrons et les bataillons fussent ordinaire-

(1) Rocquancourt. *Op. cit.*, I, p. 147.

(2) Jablonski, *Op. cit.*, I, p. 288.

(3) Belhomme. *Op. cit.*, I, p. 164, 165. L'Ordonnance du roi du 26 mai 1527.

ment entremêlés, la cavalerie luttait souvent d'une façon indépendante en cherchant à atteindre les flancs de l'ennemi. Les cavaliers déchargeaient d'abord leurs pistolets et ensuite attaquaient l'épée à la main (1).

L'usage d'une réserve était ordinaire. On n'y mettait d'abord que de la cavalerie. Turenne y mettait aussi de l'infanterie (2).

Au moment de la Révolution et depuis (3), les batailles consistèrent en une série de combats partiels ayant chacun un objet distinct, une hauteur, une redoute, une lisière de bois, une ferme, un village. Les bataillons sont indépendants et mobiles.

L'infanterie a deux modes d'action : le choc et le feu. Les nombreux tirailleurs, qui, en terrain accidenté ou coupé, couvrent le mouvement des colonnes de soutien, engagent l'action par les feux à volonté. La deuxième ligne en petites colonnes de bataillon renforce la première et agit conjointement avec elle au moment de l'attaque.

L'artillerie agit par grosses batteries.

La cavalerie marche de front pour éclairer, couvrir les flancs, charger et compléter la victoire en poursuivant l'ennemi.

Une forte réserve, composée de troupes de toutes armes, est en arrêt pour parer aux éventualités, profiter de toutes les fautes de l'ennemi et tomber sur lui au moment décisif.

*
* *

Après avoir décrit les différentes façons de combattre à travers les âges, cherchons s'il est possible d'attribuer à cette évolution une certaine direction et, dans ce cas, efforçons-nous de la déterminer et d'en fixer la loi.

Ce qui frappe d'abord, c'est que tous les peuples à l'origine combattent d'une manière plus ou moins semblable. Ils pratiquent tous ce qu'on pourrait appeler la tactique du choc.

(1) Carrion-Nisas. *Op. cit.*, II, 123.

(2) *Ibid.* II, 156. Duparcq. *Op. cit.*, II, 98.

(3) Veynante. *Op. cit.*, 44, 50.

Les armées des Juifs, des Francs, des Grecs et même des Français dans la première moitié du moyen âge tombaient sur l'ennemi comme un bloc : le combat se ramenait à un seul mouvement d'ensemble, à un seul choc de deux masses épaisses.

Il est assez difficile d'indiquer les nuances qui distinguaient les diverses manières de combattre de ces différents peuples. Tout ce qu'on peut dire avec sûreté, c'est que les Grecs, tout en se servant des mêmes principes, combattaient avec plus d'ordre et d'art que les Juifs et les Francs.

Donc, nous pouvons considérer le combat grec comme le type le plus élevé de cette première méthode et le rapprocher de la méthode de combat des Romains.

Dans cette intention, nous utiliserons un contemporain de l'époque dont il s'agit, Polybe, dont nous suivrons à peu près l'exposition.

Si la légion était appelée à lutter contre la phalange au milieu d'une plaine parfaitement unie, on ne peut douter, dit-il, que le succès ne se déclarât pour celle-ci ; car rien ne peut résister à cette masse compacte et serrée. Mais si l'on vient à supposer la moindre inégalité dans le champ de bataille, circonstance qu'il est facile de faire naître et que les Romains ne négligent pas ordinairement, la partie change et tourne entièrement à l'avantage de ceux-ci.

Quel parti tirer de la phalange, si l'ennemi, au lieu d'en venir aux mains sur un terrain uni, se répand dans le pays, ravage les villes, et fait des dégâts dans les terres des alliés. Ce corps restant dans le poste qui lui est avantageux, non seulement ne sera d'aucun secours, mais ne pourra se conserver lui-même.

L'ennemi, maître de la campagne, sans trouver personne qui lui résiste, lui enlèvera ses convois de quelque endroit qu'ils viennent ; s'il quitte son poste pour entreprendre quelque chose, les forces lui manquent, et il devient le jouet de ses ennemis.

Accordons encore qu'on ira l'attaquer sur son terrain ; mais si l'ennemi ne présente pas à la phalange toute son armée en même temps, et qu'au moment du combat, il l'évite en se

retirant, qu'arrivera-t-il de votre ordonnance? Il est facile d'en juger par la manœuvre que font aujourd'hui les Romains, car, dit Polybe, nous ne nous fondons pas ici sur de simples raisonnements, mais sur des faits qui sont encore trop récents.

En général, puisqu'il est facile d'éviter les circonstances qui donnent l'avantage à la phalange et qu'il ne lui est pas possible d'éviter toutes celles qui lui sont contraires, ne doit-on pas en conclure que cette ordonnance est inférieure à celle des Romains?

Ajoutons que tous ceux qui se rangent en phalange, se trouvent dans le cas de marcher par toutes sortes d'endroits, de camper, de s'emparer de postes avantageux, d'assiéger, d'être assiégés, de tomber sur l'ennemi en marche et à l'improviste; tous ces accidents font partie d'une guerre; souvent la victoire en dépend; presque toujours, ils y contribuent; or dans toutes ces occasions, il est difficile d'employer la phalange, ou on l'emploierait difficilement, parce qu'elle ne peut alors combattre ni par cohorte, ni d'homme à homme; au lieu que l'ordonnance romaine, dans ces circonstances mêmes, ne souffre aucun embarras. Tout lieu, tout temps lui convient, l'ennemi ne la surprend jamais; le soldat romain est toujours prêt à combattre, soit avec l'armée entière, soit avec quelqu'une de ses parties, soit par compagnies, soit d'homme à homme.

Avec un ordre de bataille dont toutes les parties agissent avec tant de facilité, doit-on être surpris que les Romains soient venus plus aisément à bout de leurs entreprises, que ceux qui combattent dans un autre ordre? (1).

Ce qui ressort fort clairement de ce parallèle, c'est que la manière de combattre de ces deux peuples était complètement opposée. Le principe de la tactique grecque était la résistance, la défensive; celui de la tactique romaine la mobilité, l'attaque. En effet, chacun des soldats grecs avait trop besoin de son suivant, de son voisin, qui était comme un appui matériel. C'est bien une disposition inspirée du sentiment que

(1) V. Polybe. Liv. XVIII, II, 12, 13, 14, 15, 16.

chacun est d'autant plus fort qu'il est intégré à une masse plus compacte. Plus le danger menaçait, plus les Grecs se serraient. Ils se tenaient en files ouvertes dans l'ordre de revue et dans les marches, où l'on n'avait rien à redouter de l'ennemi; à demi-distance dans les marches-manœuvres et dans tous les mouvements que l'on exécutait en présence de l'ennemi. Lorsqu'on combattait, ils prenaient l'ordre serré. Cette nécessité de ne pas desserrer leurs rangs obligeait les Grecs à ne combattre que sur les terrains plats, propices à des formations dépourvues de souplesse. Cette préoccupation de retenir les rangs denses était si vive qu'il y avait, dit Thucydide, « un corps nombreux de joueurs de flûtes institué, non dans un but religieux, mais pour imprimer à la marche une cadence régulière et empêcher les rangs de se rompre, comme il arrive ordinairement dans les grandes armées au moment de l'attaque » (1). C'est pour la même raison que la perte du bouclier entraînait l'infamie, tandis que celle d'une arme offensive n'était point punie (2). Car, pour les Grecs, la lutte demande un état de fermeté commune plutôt qu'une agilité individuelle.

La tactique des Romains se montre en quelque sorte plus élastique : les hommes sont plus indépendants les uns des autres; c'est donc le principe inverse qui se manifeste. « Il ne fallait pas, dit Frontin, que le soldat romain fit plus de cas de son bouclier que de son épée » (3). Tandis que les Grecs arrêtaient les chars armés et les éléphants au moyen d'une ligne pleine de sarisses, les Romains, qui s'en étaient effrayés d'abord beaucoup, finirent par s'en moquer. Au lieu de les combattre, ils pratiquaient dans leurs lignes comme de grandes voies en transformant l'ordonnance habituelle en une série de petites colonnes séparées par de grands intervalles pour livrer passage aux chars et aux éléphants.

Les Romains ne cherchaient donc pas un appui dans la plus grande densité du tout, mais dans la plus grande souplesse des parties. La deuxième et la troisième ligne de

(1) Liv. V, 70.

(2) Duparcq, I, P. 57.

(3) Liv. IV, 1.

bataille séparées l'une de l'autre, mais prêtes à se soutenir en revenant à la charge, représentaient une sorte de réserve que les Grecs ne possédaient pas. Tandis que les Grecs combattaient en opposant une résistance pour ainsi dire matérielle, en s'efforçant de conserver le plus fermement possible leur formation rigide, les Romains usaient du procédé inverse de la flexibilité de leur ordonnance dont les unités primaires s'entr'aidaient successivement.

Donc, beaucoup plus grande mobilité et soutien mutuel de groupes distincts et isolés, telles sont les deux qualités essentielles qui distinguaient la tactique romaine de celle des Grecs.

La tactique des Français du moyen âge était presque celle des Grecs ; elle est caractérisée par de lourdes agglomérations de masses dont les mouvements sont simples et uniformes.

A partir du xvr^e siècle, la façon de combattre chez les Français ne diffère guère de celle qu'employaient les Romains. On dirait que c'est une continuation de l'art militaire des Anciens. Dans les formations de ce temps, on aperçoit les éléments de la légion ; dans leurs mouvements, on reconnaît les procédés romains. Pourtant, il y a une différence. Les Anciens savaient peu tirer profit de l'emploi des différentes armes. Ni les Grecs, ni les Romains ne firent jamais un grand usage de la cavalerie ; elle combattait comme l'infanterie, à pied, se bornait à garder les ailes, à poursuivre l'ennemi. C'est presque le même état de choses, la même confusion qui persiste au moyen âge. Chez les modernes, à partir du xvr^e siècle, apparaît cependant un commencement de spécialisation plus précise des diverses armes : la cavalerie durant le combat joue son rôle en attaquant l'ennemi ; l'artillerie de gros calibre se masse en groupes séparés pour soutenir l'action de l'infanterie. Tandis que jusque là, la manœuvre consistait à masser le plus grand nombre de combattants sur un point de la ligne opposée, ce ne sont plus seulement les différentes lignes de l'ordre de bataille qui s'appuient les unes sur les autres, ce sont aussi les diverses armes qui se soutiennent mutuellement.

Peu à peu, l'ordre de bataille s'est assoupli, est devenu plus mobile ; des mouvements plus rapides s'exécutent. Mais

en principe, durant toute cette époque, la tactique reste néanmoins presque ce qu'elle était chez les Romains. Le combat des Français a donc passé par la phase du combat grec, puis du combat romain, mais il va les dépasser.

Pendant la Révolution et depuis, le combat change singulièrement d'aspect. Tandis que l'infanterie jusque là se mouvait, chargeait, combattait en lignes et en groupes serrés, elle va maintenant au feu en ordre déployé, dispersée sur un front irrégulier à la lisière d'un village, d'un bois; les tirailleurs s'abritent derrière les plis de terrain et sont soutenus par les petites colonnes qui les renforcent successivement; les feux ne sont plus des feux de rang, des salves de peloton et commandés : les soldats tirent à volonté. La spécialisation des différentes armes s'accroît aussi. L'artillerie agit par grosses batteries séparées de l'infanterie; elle est accumulée devant le saillant où l'on fera brèche, tandis que les batteries légères se lancent pour mitrailler l'ennemi, à petite distance. La cavalerie rassemblée en masse obtient un rôle plus vaste : elle agit soit d'une façon indépendante, soit en collaboration directe avec les colonnes d'attaque pour assurer la victoire par une charge décisive.

Mais il y a encore quelque chose dans cette évolution qui nous frappe bien davantage. Ce sont les manœuvres. Jusqu'à cette époque, elles se bornaient à un formalisme méthodique dans les mouvements de formation de l'ordre de bataille en vue d'obtenir une supériorité d'action sur un point de la ligne ennemie. Tel était l'ordre oblique d'Épaminondas, telles les manœuvres employées plus tard par Alexandre le Grand, tel le mécanisme de la légion bien qu'il se prêtât à des déploiements très aisés, tels aussi les mouvements tournants des modernes avant la Révolution. L'action se déroulait sur un champ restreint, sous les yeux du commandant en chef; chacun allait au combat comme à un duel; le consentement mutuel demeurait nécessaire pour livrer la bataille; chacun des adversaires attendait de s'être donné des chances exceptionnelles par le choix de la position. La nouvelle ère ouvre la porte à d'innombrables combinaisons de toutes sortes. Ce ne sont plus tout simplement des procédés mécaniques sur le champ

de bataille, c'est la liberté d'action des grandes unités, des groupes autonomes, formés de toutes armes, organes forts et indépendants qui peuvent vivre, marcher et combattre seuls avec leurs propres moyens; c'est l'avènement des divisions, des corps d'armée. Capables de mener à elles seules des opérations séparées, au lieu de s'y présenter dans un ensemble étroitement lié, ces sortes d'armées en réduction, débouchent sur le champ de bataille isolément par des routes différentes et se dirigent sur les flancs ou les derrières de l'ennemi; la physionomie de bataille est complètement changée : « La veille, l'ennemi s'est heurté partout à de forts détachements; il les a repoussés, mais lentement, et ne sait où marcher. A tout hasard, il se pelotonne. Où est Bonaparte? Où est l'armée française? Surtout, où sera-t-elle demain? Et c'est sur ce doute que la nuit étend son voile. Au soleil levant, voici Bonaparte! Et tandis que les divisions aperçues la veille reviennent au combat, tout à coup le canon tonne sur les derrières des Impériaux, et ce sont des troupes qu'on croyait à dix lieues; c'est Fiorella accouru de Marcaria à Solférino; Masséna, de Rivoli à Mentone. C'est, en un mot, la surprise systématique, obtenue par l'extension du front et par les marches de nuit, rendue terrifiante par ce canon qu'on entend soudain derrière soi dans la brume du matin. Bientôt une trombe s'abattra sur une des ailes de l'ennemi désarmé, et, la trouée faite, emportera tout (1) ».

La puissance, l'indépendance, la mobilité des groupes combattants permettent d'augmenter les distances; les unités s'étendent ou se contractent suivant les circonstances et prennent toutes les formes possibles; le champ de l'action s'élargit; la bataille se scinde en plusieurs phases successives; des efforts épars et nuancés s'adaptent à toutes les éventualités; c'est une lutte faite d'actions de détail qui se confondent dans un ensemble; c'est un drame en plusieurs actes dans lesquels concourent un grand nombre de parties isolées, mais solidaires, composées elles-mêmes de milliers de sources d'activités individuelles, illuminées par une seule

(1) M. J. Colin. *L'éducation militaire de Napoléon*, Paris 1901, p. 366.

idée directrice, tendues vers un but commun. L'extraordinaire mobilité des mouvements et la flexibilité des formes, voilà la « grande tactique » qui caractérise la bataille chez les modernes.

Si nous regardons maintenant, en arrière, et si nous comparons le combat grec avec le combat romain, celui des Romains avec celui de notre temps, il est impossible de n'y pas voir une évolution bien marquée. Chaque combat porte la marque de son époque et du milieu dans lequel il a été livré : il est de son temps comme les hommes sont du leur.

La façon dont les armées produisent leur effort a passé par trois phases successives. A l'origine, la tactique n'est qu'un seul mouvement simple, puis elle consiste dans des mouvements variés mais symétriques et formels, et enfin elle est une combinaison de mouvements infinis.

Ces modifications ne sont pas un effet du hasard ; il conviendra de les expliquer ; mais dès maintenant nous constatons une telle correspondance, une harmonie d'une telle sorte entre l'évolution de la solidarité sociale et ces méthodes variées de combat à travers les âges que ce serait un hasard bien singulier s'il n'y avait pas à la base une intime connexité qui en fournit l'explication.

C'est l'état psychique, l'instinct de conservation des masses rassemblées pour combattre qui détermine leur action diverse. A mesure que le type collectif perd de son relief et que l'individualité s'accroît, l'armée se divise en organes différenciés ; son corps devient plus mobile, plus capable de se mouvoir avec ensemble en même temps que chacun de ses éléments est plus capable de mouvements propres. Le combat qui, à l'origine, n'était qu'une manœuvre brusque, une rencontre brutale de deux blocs inarticulés, se transforme de plus en plus en un vaste ensemble de combats singuliers entre plusieurs groupes et diverses armes, où d'abord chaque partie, puis chaque même homme devient, pour ainsi dire, une unité de combat, dans une série d'engagements isolés, mais coordonnés et subordonnés les uns aux autres vers un but calculé et déterminé.

La tactique qui, dans son enfance, ne connaissait que l'ac-

tion par la masse indistincte, aboutit, à mesure que l'individualisation des parties s'accomplit, à des procédés contraires, à l'action par des organes spéciaux. C'est ce qui augmente la mobilité et la souplesse dans la manière d'agir. Car plus les groupes et les individus sont soustraits à l'influence immédiate et étroite du tout, plus les éléments prennent leur part d'initiative et mettent en œuvre leurs énergies particulières. La tactique qui, au début, ne trouvait de force que dans la dureté de la cohésion massive des éléments du combat et dans l'invariabilité de sa forme, finit par trouver sa force dans la cohésion élastique, dans la dispersion et la concentration successives des troupes qui résistent d'autant mieux qu'elles sont plus flexibles et qu'elles ont des formes moins arrêtées. La nature matérielle ne nous présente-t-elle pas des cas analogues? L'acier et le caoutchouc ne servent-ils pas très souvent à la même fin par leurs propriétés internes opposées?

Cette autonomie de groupes espacés, d'armes spécialisées jusqu'à l'indépendance à peu près complète, de tirailleurs épars, de feux à volonté; cette activité plus grande que par le passé, ces mouvements d'énorme envergure, rapides et combinés, tout cela, c'est le phénomène d'individualisation progressive qui correspond à l'un des aspects de l'évolution sociale. Quand la manière dont les hommes sont socialement solidaires se modifie, les liens qui unissent les membres de l'armée changent aussi de nature; les formes de groupements militaires et leur façon d'agir se transforment. A mesure que la solidarité sociale est devenue progressivement organique, les combats perdent eux aussi l'empreinte de la solidarité mécanique. C'est donc un seul et même principe qui a trouvé une double forme pour s'exprimer.

Il nous reste à trouver une confirmation nouvelle de notre thèse dans l'examen de la courbe suggestive qu'a suivie la proportion des pertes subies par les vainqueurs et les vaincus.

III

Nous allons essayer de montrer qu'il y a un rapport entre la proportion des pertes des vainqueurs aux pertes des vaincus, d'une part, et la façon dont les armées obtiennent leur cohésion, d'autre part : nous montrerons en effet que celle-là varie en même temps que celle-ci et comme elle. Malheureusement les tableaux que nous en donnerons, ne pourront être tout à fait complets, car nous ne possédons pas toutes les données nécessaires. Il faut remarquer encore que les chiffres que nous y relèverons, les évaluations des effectifs d'armées et des morts dans les batailles restent, sans doute, discutables. Mais, malgré tout, les tableaux que nous présentons, donneront une approximation très suffisante et ne manqueront pas d'être intéressants et utiles pour notre sujet.

Nous ne comparerons que les pertes sanglantes, car ce sont elles qui sont essentiellement la cause de la victoire et de la défaite; ce sont elles qui sont la mesure par excellence de la solidité des armées. Les prisonniers et les disparus ne sont que la conséquence de la défaite.

TABLEAU I

Pertes (1) dans ces batailles des armées grecques.*Phalange contre phalange.*

DÉSIGNATION	VAINQUEURS	VAINCUS	VAINQUEURS	VAINCUS
Platée	Grecs	Perses	0,1	74
Leuctres	Thébains	Péloponésiens	3	16
Arbelles	Macédoniens	Perses	0,2	40
Hydaspas	Macédoniens	Indiens	5,5	33,5
Moyenne.			2,2	41,4

(1) D'après les chiffres que donne Duparcq. *Op. cit.* T. I, p 67. — Dans les tableaux I à IV les chiffres indiquent les pertes pour cent.

TABLEAU II

Pertes (1) dans les batailles des armées romaines.*Légion contre phalange.*

DÉSIGNATION	VAINQUEURS	VAINCUS	VAINQUEURS	VAINCUS
Cynocéphales	Romains	Macédoniens	3,4	33
Magnésie	Romains	Syriens	1,2	54,3
Pydna	Romains	Macédoniens	0,5	45,4
Aix	Romains	Teutons	0,9	98
Chéronée	Romains	Perses	0,05	100 ?)
Moyenne			1,2	66,5

TABLEAU III

Pertes (2) dans les batailles du règne de Louis XIV

DÉSIGNATION	VAINQUEURS	VAINCUS	VAINQUEURS	VAINCUS
Rocroy	Français	Espagnols	8,7	30,8
Nordlingue	Français	Espagnols	8,8	29
Dunes	Français	Espagnols	—	21,4
Cassel	Français	Hollandais	15	16,6
Steinkerque	Français	Alliés	7,1	13,3
La Marsaille	Français	Alliés	5,5	19,1
Almanza	Français-Espagnols	Impériaux	4	10,6
Malplaquet	Alliés	Français	14,4	6,4
Villaviciosa	Espagnols	Impériaux	6,6	16
Moyenne			6,9	18,1

(1) D'après les chiffres que donne Ardant du Picq. *Études sur le combat*. 4^e éd. p. 32, 57, 58 et 59.

(2) D'après les chiffres que donne Duparcq. *Op. cit.* T. II, p. 236.

TABLEAU IV

Pertes (1) dans les batailles livrées pendant la Révolution
et sous Napoléon I^{er}

DÉSIGNATION	VAINQUEURS	VAINCUS	VAINQUEURS	VAINCUS
Valmy	Français	Prussiens	0,7	0,4
Jemmapes	Français	Autrichiens	11,3	20
Nerwinde	Impériaux	Français	7	14
Boulon	Français	Espagnols	—	6,5
Loano	Français	Austro-Sardes	8	6
Castiglione	Français	Autrichiens	4,2	8
Rivoli	Français	Autrichiens	—	32
Novi	Alliés	Français	12,7	17
Marengo	Français	Autrichiens	16,5	23,2
Hohenlinden	Français	Autrichiens	5,1	9,6
Caldiero	Autrichiens	Français	11,5	13,8
Austerlitz	Français	Austro-Russes	10,5	14,8
Iéna	Français	Prussiens	4	17,1
Eylau	Français	Prusso-Russes	21,4	27,7
Friedland	Français	Russes	13,6	21,7
Talavera	Anglo-Espagnols	Français	12,7	14,7
Aspern	Autrichiens	Français	30	16,8
Wagram	Français	Autrichiens	12,7	14,9
Borodino	Français	Russes	18,7	31
Salamanque	Anglo-Portugais	Français	11,8	21
Vittoria	Anglo-Espagnols	Français	6,3	10
Gros-Gorschen	Français	Alliés	11,2	14,5
Bautzen	Français	Alliés	12,3	14
Dresde	Français	Alliés	10,4	7,5
Hulm	Français	Alliés	3,3	13,5
La-Katzbach	Alliés	Français	3,6	12,5
Gross-Beeren	Alliés	Français	3,2	8,7
Dennevit	Alliés	Français	17	17
Leipzig	Alliés	Français	16,2	26,3
La Rothière	Alliés	Français	3,8	12,2
Waterloo	Alliés	Français	15,2	33,2
Moyenne.			10,4	15,9

(1) Pour les batailles de Valmy, Jemmapes, Nerwinde, Boulon, Loano, Castiglione, Rivoli, Novi, V. Duparcq, *Op. cit.* T. II, p. 357, 360. A partir de la bataille de Marengo jusqu'à la fin tiré de l'ouvrage Die Zahl im Kriege (Statistische Daten aus der neueren kriegsgeschichte in graphischer Darstellung); Tafel 66.

TABLEAU V

Pertes (1) dans les batailles livrées pendant la Guerre
Franco-Allemande (1870-1871).

DÉSIGNATION	VAINQUEURS	VAINCUS	VAINQUEURS	VAINCUS
Wörth	Allemands	Français	11,3	15,7
Spickeren	Allemands	Français	13	7,2
Colombey	Allemands	Français	8,4	8
Mars-la-Tour	Allemands	Français	22,4	9,4
Gravelotte	Allemands	Français	10	6,5
Beaumont	Allemands	Français	4,7	6
Noisseville	Allemands	Français	3,4	2,9
Sedan	Allemands	Français	5	19
Moyenne			40	9

Du simple examen de ces tableaux, il ressort avec évidence ceci :

1^o Les vainqueurs dans les combats antiques ont très peu de pertes, 1,2, à 2,2 p. 100. Cependant les pertes des vaincus sont considérables, 41,4 à 66,5 p. 100.

2^o Plus on avance dans l'histoire, plus les pertes des vaincus diminuent : de 41,4 à 66,5 p. 100 chez les Anciens, elles tombent à 18,1 dans les batailles du règne de Louis XIV ; à 15,9 dans les batailles livrées pendant la Révolution et sous Napoléon I^{er}. Cependant les pertes des vainqueurs s'accroissent : de 1,2 à 2,2 p. 100 dans les combats antiques, elles montent à 6,9 dans les combats du règne de Louis XIV ; à 10,4 dans les combats de la Révolution et de Napoléon I^{er}. Aujourd'hui les pertes des vaincus sont à peu près égales et parfois même inférieures à celles des vainqueurs.

Le fait qu'il y avait dans les combats primitifs une différence si considérable entre les pertes des vainqueurs et celles des vaincus est vraiment très curieux, d'autant plus que tout autoriserait à prévoir le fait contraire. Car chez les Anciens,

deux masses resserrées se rapprochaient, se heurtaient et puis se battaient de près, corps à corps, en terrain découvert, en pleine vue les uns des autres; la surveillance des chefs était facile, les défaillances individuelles pouvaient être immédiatement réprimées... On serait donc en droit de s'attendre à des combats terribles, à des luttes d'extermination mutuelle. Cependant les chiffres montrent qu'il n'en était pas ainsi : le vainqueur perdait très peu de monde et le vaincu seul était exterminé.

Comment cela se peut-il? De quelle manière 100 hommes, conformément à la statistique présentée aux tableaux I et II, luttant contre 100 autres hommes armés pouvaient-ils en tuer ou blesser de 40 à 70, sans que plus de 1 ou 3 d'entre eux périssent? Il n'y a qu'une seule réponse possible : c'est qu'une seule des deux parties frappe : le vainqueur; les vaincus périssent, parce qu'ils prennent la fuite. Il est impossible d'expliquer ce fait autrement.

C'est d'ailleurs ce que nous enseigne l'histoire. Voilà, en effet, comment se passaient ces premiers combats :

Les Volsques, les Latins, les Herniques, etc., sont réunis en multitude pour combattre les Romains. Ils en viennent aux mains : « Les premiers rangs étant tombés, dit Tite-Live, chacun voyant le carnage arriver jusqu'à lui prit la fuite; puis, pressés, ils jettent leurs armes et se dispersent pour fuir, et alors s'élance la cavalerie, ayant l'ordre non de tuer les isolés, mais de gêner la foule avec ses traits, de ne cesser de l'inquiéter, de la ralentir, en un mot, et d'empêcher la dispersion, afin de permettre à l'infanterie d'arriver et de massacrer » (1).

L'armée des Gaulois, dit Polybe, une formidable ligne d'un aspect effrayant et d'une force redoutable, effrayait les Romains. Pourtant « tout fut dit, quand la cavalerie, descendant du haut de la colline, prit en flanc l'ennemi et en vint vigoureusement aux mains. Alors l'infanterie gauloise tomba tout entière sur le champ de bataille et les cavaliers prirent la fuite » (2).

Hérode, dans un combat contre les Arabes qui surpassaient

(1) Cité par Ardant du Picq. *Op. cit.*, p. 56.

(2) Polybe. *Op. cit.*, Liv. II, 30.

de beaucoup en nombre les Juifs, les attaque dans leurs retranchements. « Tant qu'ils résistèrent, le carnage ne fut pas grand. Mais lorsqu'ils prirent la fuite, plusieurs furent tués et plusieurs s'entre-tuèrent eux-mêmes, tant la confusion était grande. Cinq mille demeurèrent morts sur la place dans cette fuite, et le reste fut contraint de rentrer dans le camp » (1).

Les Juifs attaquent la ville d'Ascalon où il y avait une garnison romaine. La cavalerie romaine attaque et « ils (les Juifs) furent aisément défaits. Car dès que cette cavalerie eût rompu leurs premiers rangs, ils prirent la fuite. Et alors les Romains les attaquant de toutes parts, en tuèrent un très grand nombre; non que les Juifs manquassent de cœur, n'y ayant rien qu'ils ne fissent pour tâcher de rétablir le combat, mais parce que, dans le désordre où ils étaient, les Romains, animés par leur victoire, continuèrent à les poursuivre durant la plus grande partie du jour, sans leur donner le temps de se rallier. Aussi dix mille demeurèrent morts sur la place avec Jean et Gilas, deux de leurs chefs; du côté des Romains, quelques-uns seulement furent blessés » (2).

Vespasien surprend les assiégés dans Iotapa, fait ruiner la ville. Le nombre des Juifs qui furent tués se trouva être de 40 000 hommes. « Les Romains auraient pu, dit Josèphe, se vanter que cette journée qui les rendit maîtres d'une telle place, ne leur avait point coûté de sang, sans la mort d'un de leurs capitaines, nommé Antoine, qui fut tué par trahison » (3).

Cependant, cela ne se passe pas ainsi si les Romains fuient. Les Juifs, au siège de Jérusalem, font une furieuse sortie contre la deuxième légion des Romains. « Quoique, écrit Josèphe, ces derniers fussent accoutumés à combattre avec grand ordre et très instruits en la science de la guerre, une surprise si imprévue les troubla, de telle sorte qu'elle les fit reculer. Ils ne laissaient pas, néanmoins, lorsqu'ils étaient pressés de tour-

(1) Josèphe (Flavius). *Op. cit.* Liv. I, chap. XIV, 79.

(2) *Ibid.* Liv. III, chap. II, 235.

(3) *Ibid.* Liv. III, chap. XXIV; voir encore Liv. III, chap. VII, 243; Liv. III, chap. XXXIV, 282. — Cet exemple ne nous rappelle-t-il pas les phoques et beaucoup d'autres animaux qui, en présence d'un danger, sont paralysés par le tremblement et se laissent atteindre et tuer misérablement, sans pouvoir faire usage de leur force. (V. Mosso. *La peur*, IV^e éd. tr. p. 100).

ner visage, d'arrêter les Juifs et de tuer ou de blesser ceux qui s'écartaient de leur gros » (1), etc.

Ces récits doivent compléter nos statistiques et en faire comprendre la signification. C'est un fait bien connu et qui d'ailleurs s'explique de lui-même que les pertes sont toujours beaucoup plus nombreuses dans la fuite que pendant le combat même. L'énorme disproportion dans les combats primitifs entre les pertes des vainqueurs et les pertes des vaincus est donc le signe que ceux-ci ont fui sans combattre, et c'est une débandade générale et subite qui caractérise les premières batailles.

Or cette panique soudaine et d'ensemble c'est éminemment un phénomène de foule. Ce qui se passe dans ces agglomérations humaines que sont les armées primitives ressemble fort à ce qui se passe dans une colonie animale : « Un membre de la colonie, surtout quand elle est flottante, ne peut pas se contracter sans entraîner dans son mouvement les polypes auxquels il est uni, et le mouvement se communique de proche en proche » (2). Les soldats, comme matériellement enchaînés et constamment en rapport, agissent et réagissent les uns sur les autres d'une façon continue : l'action de l'un est répétée par tous les autres ; entraînés les uns par les autres, il leur faut tous à la fois marcher en avant ou fuir ; le mouvement d'attaque ou de retraite est un acte d'ensemble. Tout cela d'autant plus que ces hommes qui se ressemblent, éprouvent dans les mêmes circonstances tous, et pour ainsi dire immédiatement, les mêmes sentiments. Ce sont les instincts qui règnent en maître sur cette foule ; tout y est impulsion, suggestion, contagion. Une action soutenue et contenue n'y est guère possible ; tuer ou fuir, c'est toute la bataille. Et lorsqu'une des deux armées recule, elle est entraînée toute entière par le même mouvement de déroute qui lui ôte toute force de résistance ; les premiers hommes qui ne peuvent supporter la crainte du péril, tournent le dos ; la contagion entraîne le reste de proche en proche et l'ennemi

(1) Josèphe (Flavius). Liv. V, chap. X, 386.

(2) Perrier. *Colonies animales*, p. 178. Cité par M. Durkheim, *De la division du travail*, p. 168.

poursuit et tue à plaisir. C'est ainsi qu'il y a un affreux carnage pour le vaincu tandis que le vainqueur ne subit que des pertes insignifiantes.

Or, l'armée du type collectif n'est jamais autre chose qu'une foule; l'armée de type plus élevé peut le devenir provisoirement, mais ne l'est pas toujours. Cela tient à leur organisation différente. Toutes les premières formations puisent un vif sentiment de leur force dans le fait d'être réunies en masse; elles ne se sentent solides que dans un ensemble, quand elles forment un tout matériel; les troupes des sociétés plus avancées se trouvent plus dispersées et plus espacées. Les unités restreintes et les individus en se dégageant de la masse confuse sont relevés par la force vivifiante de leur personnalité. Or, quand le champ de bataille devient plus vaste et que les groupes et les combattants sont séparés et en quelque sorte indépendants les uns des autres, la surprise de toute l'armée au même instant n'est plus possible. Le combat n'est plus une lutte d'agilité, fougue orageuse, mais sans tenacité; les combattants sont autre chose que des lions furieux ou des moutons en troupeau qui se laissent frapper impunément par derrière et égorger. Ils ont conscience d'eux-mêmes, de leur valeur; ils résistent et égorgent eux aussi.

Dès que la masse armée s'articule, s'organise, la proportion des pertes des vainqueurs et des vaincus varie. On peut le constater déjà dans les batailles des Romains. Leur formation morcelée, la légion, même lorsqu'elle est battue, ne permet pas au vainqueur de triompher avec des pertes insignifiantes. Le tableau VI nous le montre. Quel que fût le génie d'Annibal, ses qualités de tacticien, son adresse et son expérience dans la guerre, les pertes que l'armée romaine fit subir à ses troupes sont étonnantes. Tandis qu'à Zama, les Romains vainqueurs avaient 2 p. 100 de tués, à la bataille de Trasimène, l'armée d'Annibal, malgré l'embuscade habilement préparée, en eut 5,3 p. 100 à Cannes, bien que « les Romains, comme dit Polybe, se battissent avec furie et plutôt en barbares qu'en Romains; car ce ne fut point, tantôt en reculant, tantôt en revenant à la charge, selon les lois de

TABLEAU VI

Pertes dans les batailles des Romains contre l'armée d'Annibal.

DÉSIGNATION	VAINQUEURS	VAINCUS	VAINQUEURS	VAINCUS
Trébie	Carthaginois	Romains	46,5	36
Trasimène	Carthaginois	Romains	5,3	44,6
Cannes	Carthaginois	Romains	11	51,6
Zama	Romains	Carthaginois	2	40
Moyenne.			16,2	42,3

leur tactique » (1); il tomba 5.500 (11 p. 100) morts de l'armée carthaginoise. A la bataille de la Trébie, l'armée d'Annibal subit d'affreuses pertes, quoiqu'elle fût victorieuse.

Il est bon d'attirer ici l'attention sur un fait qui passe ordinairement sans critique. Il ne faut pas se laisser tromper par les phrases consacrées aux hommages des vaincus qui « demeurèrent sur le champ d'honneur après s'être défendus avec la plus grande valeur ». Car ce qui montre le prix de la vaillance des vaincus, ce ne sont pas leurs pertes, mais celles qu'ils ont fait subir aux vainqueurs avant d'être rompus. En effet, tant qu'il y a résistance, les pertes sont sensiblement égales de l'un et de l'autre côté. Et encore, les combattants armés de cuirasses et de boucliers, ne perdent-ils que très peu de monde dans le combat de face. C'est au moment où l'équilibre entre les deux partis est rompu que celui qui cède est exterminé : être tué dans ces conditions-là, ce n'est pas tomber sur le champ d'honneur..... au contraire.

Or, si les pertes des vainqueurs et celles des vaincus tendent à s'égaliser, c'est qu'à mesure que les sociétés avancent, la force brutale de tout cède de plus en plus la place aux forces en quelque sorte autonomes des partis. Il y a alors une véritable lutte, tandis qu'il y a eu précédemment victoire presque sans combat, un des deux partis cédant tout d'un coup à l'autre qui n'a plus qu'à poursuivre et à massa-

(1) Cité par Ardant du Picq. *Op. cit.*, p. 27.

crer des fuyards. Puisqu'on résiste de plus en plus des deux côtés, les pourcentages qui mesurent les pertes des vainqueurs et celles des vaincus se rapprochent.

Et ainsi les chiffres des pertes subies par les vainqueurs et les vaincus, les modifications de leurs proportions apportent à notre étude une lumière nouvelle, et corroborent accessoirement mais nettement ce que nous avons déjà appris; ils font apparaître par un autre côté une fois encore le caractère mécanique et matériel de la cohésion des masses compactes, homogènes, en quelque sorte polypoïdes qu'étaient les armées primitives et l'évolution de ces masses par l'autonomie croissante de leurs parties et l'individualisation. C'est donc la confirmation du parallélisme que nous avons noté entre l'évolution de l'armée et l'évolution de la société.

Un autre fait montre encore le caractère passif de la masse des troupes dans les batailles des temps les plus anciens : c'est la coutume des combats singuliers. A cette époque, la partie est homogène au tout, elle est représentative de tout et peut, en quelque sorte, en certaines occasions, en tenir lieu. Le tout est considéré comme n'ayant de valeur que par le nombre des parties et non par le nombre des combinaisons qu'il renferme; on ignore encore les infinies ressources que présentent l'utilisation des qualités individuelles et l'organisation dans l'effort total des efforts appropriés de chacun. C'est pourquoi les peuples n'hésitent pas à confier leur sort aux bras des vaillants qui seuls combattent : le héros abattu, la nation est vaincue.

C'est à cette coutume que correspondent les nombreuses légendes, comme celle de David, vainqueur de Goliath, comme celles de Hercule, de Thésée, de Persée; de même encore la convention entre Tullus, roi de Rome, et Métius, roi d'Albe, qui stipulait que le peuple dont les trois guerriers désignés seraient vainqueurs donnerait des lois à l'autre. Les trois Curiaces, Albains, furent tués; du côté des Romains, un seul des Horaces resta vivant; et « c'est ainsi que Métius et son peuple demeurèrent sujets des Romains » (1). Tous ces faits

(1) Machiavel. L. I, chap, XXII.

quoique légendaires n'en expriment pas moins un état de choses existant; l'histoire d'ailleurs nous en donne elle-même de nombreux exemples : tel le combat singulier de Scipion sous les murs de Cauta contre un chef vacéen qui le provoqua. « Le barbare fut vaincu et le succès de Scipion découragea les ennemis qui se rendirent » (1). Il arrive aussi que deux armées aux prises s'arrêtent d'un accord tacite pour admirer et laisser un vaillant faire des miracles. « Les Juifs ayant formé hors de leurs murailles un gros bataillon et les traits lancés en même temps de leur côté et de celui des Romains volant de toutes parts, un chevalier romain nommé Longinus perça ce bataillon et tua deux des plus braves parmi les ennemis qui voulurent s'opposer à lui. Il frappa l'un au visage, et avec le même javelot qu'il retira de la plaie perça le côté de l'autre qui s'enfuyait. Après une action si courageuse, il revint trouver les siens sans être blessé » (2)... Que nous sommes loin de ces temps « héroïques » ! Quelle distance nous sépare de ces peuples qui étaient prêts à faire dépendre le sort de la patrie du courage et du bonheur du chef de l'État, d'un ou de trois de leurs concitoyens !

Se détacher du tout et agir d'une façon indépendante n'est plus un fait anormal. Tous nos combattants se sont élevés au niveau des vaillants des combats primitifs. Les luttes singulières ne sont plus choses dignes d'être mentionnées; elles sont de règle. L'éparpillement est général; les plus humbles soldats ont à combattre par eux-mêmes, à résister et à se porter en avant isolément et avec indépendance. L'individualisation croissante a fait que la physionomie du combat est singulièrement changée. A partir de la Révolution, on se bat sur des espaces immenses, à chaque instant coupés par les accidents et les obstacles du terrain; les balles sifflent, la mort est dans l'air, les chances de succès varient d'un instant à l'autre; la surveillance de près n'est pas possible, la direction échappe au chef suprême et même aux chefs subalternes. Cependant, malgré tout, on se porte en avant, on cherche l'ennemi quand même. Aux chefs inférieurs, et aux simples soldats mêmes est

(1) Polybe. *Op. cit.* Liv. XXXV, 5.

(2) Josèphe (Flavius). *Op. cit.* Liv. V, chap. XXII, 409.

échue une action plus indépendante et par cela même plus importante; il y a combat des groupes isolés et des soldats dispersés. Chacun d'eux devient une source d'activité consciente et spontanée; le règne des instincts est affaibli. Les groupes clairsemés, les soldats solitaires sont, il est vrai, sujets à l'émotion, à la peur même; il y a de l'agilité, de l'impétuosité... mais cela n'entraîne pas l'armée toute entière d'un seul coup. L'influence des suggestions et la contagion de l'exemple restent partielles : si l'un est épouvanté, l'autre tient bon. L'amour-propre, le devoir, l'émulation acquièrent une plus large place. Un groupe recule, l'autre avance; l'ensemble demeure indépendant des émotions qui ont leur siège dans les différentes parties : il ne peut être entraîné par une seule, et est renforcé par chacune. La peur qui, jadis, devenait en un instant la fuite (1) générale, se localise aujourd'hui; l'action simultanée du tout n'existe plus et la surprise n'est plus le combat même. Du moins ce qui était la règle générale autrefois, est aujourd'hui devenu une très rare exception. Il s'établit maintenant un équilibre : l'armée n'est composée ni de gens qu'un élan délirant emporte, ni de gens qui s'abandonnent trop promptement aux découragements extrêmes. Voilà pourquoi la victoire dans les combats modernes use autant que la défaite; pourquoi le vaincu subit autant de pertes que le vainqueur.

IV

En résumé, nous avons distingué deux sortes de solidarité sociale et deux types sociaux qui y correspondent. De même que les premières se développent en raison inverse l'une de l'autre, des deux types sociaux correspondants, l'un régresse régulièrement à mesure que l'autre progresse.

Par l'examen des formations militaires, des manières de combattre, qui constituent la tactique, des pertes sanglantes qui sont comme l'illustration de la tactique — donc, par des preuves matérielles, nous venons de reconnaître qu'à chaque

(1) « Le mot grec φόδος crainte, signifie primitivement (et par exemple souvent chez Homère) fuite ». M. Höffding, *Psychologie*, IV^e éd. tr. p. 128, v. aussi p. 202.

type de solidarité sociale correspond un type de tactique, c'est-à-dire un type de solidarité militaire. L'armée a évolué parallèlement à l'évolution générale de la société. La cohésion de l'armée, la discipline militaire, n'étant qu'un reflet de la solidarité sociale, a suivi la même direction dans son évolution.

A la société dont la solidarité découle des ressemblances, correspond l'armée qui présente les caractères du type collectif ; à mesure que celui-ci perd du terrain, l'armée prend les traits propres à la solidarité qui dérive de la division du travail social ; elle acquiert plus de souplesse, plus d'élasticité. Corps lourd et inorganique dans son enfance, l'armée tend de plus en plus à devenir un corps vivant ; l'armée mécanisme se transforme en armée organisme à mesure que la solidarité mécanique se change en solidarité organique.

Cette évolution accomplie peut être exprimée par ce schéma qui montre les deux étapes extrêmes du chemin parcouru, étapes entre lesquelles se trouvent des variations innombrables :

	TYPE COLLECTIF ARMÉE MÉCANISME DISCIPLINE MÉCANIQUE.	TYPE DES PLUS ÉLEVÉS ARMÉE ORGANISME DISCIPLINE ORGANIQUE
COMMANDEMENT	Direct; les combattants liés immédiatement au groupe, au chef qui l'incarne.	Indirect; les combattants dépendent du chef suprême parce qu'ils sont attachés aux parties qui lui sont soumises par plusieurs intermédiaires.
UNITÉ DANS L'ACTION	Extérieure, par forme; matérielle, mécanique; la personnalité absorbée dans le groupe, la partie dans le tout; les membres ne sont cohérents que s'ils se meuvent avec ensemble et dans le même sens.	Interne, consciente, laissant à chaque organe la liberté d'action dans sa fonction particulière, fonction réglée au préalable en vue du but déterminé; l'armée se meut avec ensemble d'autant plus aisément que chacun de ses éléments a plus de mouvements propres.

	TYPE COLLECTIF ARMÉE MÉCANISME DISCIPLINE MÉCANIQUE	TYPE DES PLUS ÉLEVÉS ARMÉE ORGANISME DISCIPLINE ORGANIQUE
FORMATION	En ordre serré et profond, les individus confondus dans une masse compacte sans élasticité.	En ordre divisé; les groupes et les individus séparés par des intervalles; un ensemble mobile et souple.
MANOEUVRES	Exécutées sur le champ de bataille restreint, plein et découvert, par des mouvements systématiques, subordonnés aux lois de la géométrie et de la mécanique.	Exécutées sur un terrain quelconque et très vaste; libres de toute forme préétablie; combinaisons infinies de toutes sortes sans le moindre formalisme.
COMBAT. PERTES	Un acte unique; ren-contre mécanique et brus-que; fougue orageuse sans tenacité. Affreux carnage pour le vaincu; le vainqueur subit des pertes insignifiantes.	Un drame traînant, scindé en plusieurs phases succes-sives; une série d'engage-ments isolés mais coordon-nés et subordonnés les uns aux autres vers un but commun. Le vainqueur et le vaincu subissent des pertes à peu près égales.

CHAPITRE II

CAUSES DE L'ÉVOLUTION DE LA TACTIQUE

La comparaison faite dans le chapitre précédent entre l'évolution de la tactique et celle de la société nous a fait voir que les lois établies pour l'évolution de la solidarité sociale se retrouvent dans l'évolution de la solidarité militaire : il nous est apparu que les variations de la tactique suivent pas à pas celles de la société et manifestent l'apparition d'une forme de plus en plus différente de dépendance des activités individuelles par rapport au tout.

Cette analogie que nous avons constatée est trop complète et trop précise pour que nous ne soyions pas en droit de prévoir qu'il y a un parti à en tirer pour l'explication de l'évolution militaire. Mais quel parti? Cette analogie n'est pas à elle seule une explication : comparaison n'est pas raison ; il nous faut pousser nos recherches plus loin et en utilisant les indications que nous avons recueillies.

Y-a-t-il là, comme il arrive en physique, deux forces très différentes qui se manifestent sous des formes très semblables? Ou bien, en creusant cette analogie, serons-nous amenés à constater une relation définie et nécessaire entre ces faits qui varient ensemble et de la même façon? En un mot, ne serait-ce pas l'évolution sociale qui rendrait le mieux raison des transformations survenues dans la tactique.

Et tout d'abord, en effet, examinons si les explications communément données sont recevables : l'intervention générale de quelques grandes personnalités ; ou les progrès réalisés dans l'armement.

I

A chacune des étapes qu'a parcourues l'évolution de la tactique est attaché le nom d'un génie militaire. Épaminondas, Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène, Frédéric le Grand, Napoléon, — ces grands capitaines ne sont-ils pas les inventeurs des formations et des procédés de combat? Ce serait là une formule qui n'expliquerait rien.

« Avant que le grand homme réforme la société, cette société le forme..... » (1). Puisque c'est dans le milieu social que le génie doit chercher des appuis et rencontrer des obstacles, quand bien même on admettrait que l'invention des méthodes guerrières est le fait d'un seul, il s'agirait encore d'expliquer leur adoption par la masse. Car c'est elle qui les met en pratique; par conséquent, c'est d'elle, de ses qualités fondamentales, que leur sort dépend essentiellement. Une révélation ne fait jamais surgir quelque chose de rien; il faut que les esprits, auxquels une vérité quelconque est révélée, soient aptes à la comprendre. Quand bien même les formations nouvelles seraient imposées du dehors par les hommes de génie, encore faudrait-il que la masse fut apte à en faire usage. En ce sens, au moins, les manières d'être et de faire des armées sont des faits collectifs que l'individu ne peut à lui seul et arbitrairement faire surgir. Dans cette mesure, au moins, elles expriment un état d'âme commun. A chaque moment de l'histoire, la tactique s'impose à tous : aux soldats comme aux chefs plutôt qu'elle n'est inventée. Elle ne se laisse développer ni appliquer à volonté; il faut l'employer telle qu'elle est. Elle est en quelque sorte quelque chose d'objectif. Si l'individualité des grands hommes a joué néanmoins un rôle, il consistait dans leur capacité de bien saisir l'état des choses existantes et d'en profiter habilement.

Nous voyons Annibal faire seize ans la guerre avec sa lourde phalange. Il sentait bien les défauts évidents de cette formation, il savait qu'il est facile à l'ennemi d'éviter les cir-

(1) Spencer, cité par M. Bouglé. *Les idées égalitaires*, p. 79.

constances qui donnent l'avantage à la phalange et qu'il n'est pas possible à celle-ci d'éviter toutes celles qui lui sont contraires. Cependant durant toute cette longue période de guerre, il ne changea pas son ordre de bataille. C'est que, s'il était inférieur à celui des Romains en principe, il était le seul possible pour son armée qui n'était pas composée de libres citoyens carthaginois, mais d'un ramassis de gens de toute origine. C'était « une armée, dit Plutarque, composée de plusieurs nations barbares, aussi différentes de mœurs que de langage » (1).

Annibal ne put créer une unité morale dans toute son armée. Et pourtant, il en avait une occasion des plus favorables, puisque ses troupes étaient sans cesse sous les armes devant l'ennemi. S'il n'y réussit pas, c'est que le génie a toujours pour limite l'impossible. La nature de l'homme ne se change pas par un décret de la volonté. Ce sont les siècles qui accomplissent cette évolution. Et si ce grand général fut vainqueur, ce ne fut pas en créant une unité factice parmi ses troupes bariolées : ce fut au contraire pour avoir su tirer parti des circonstances qui s'imposaient à lui, à savoir la diversité du recrutement de son armée, et utiliser les différents peuples d'après leurs qualités particulières. Ainsi, il plaçait presque toujours au centre ses Gaulois qui sont, comme tous les barbares, prompts à prendre les armes, mais qui perdent de même courage dès qu'ils trouvent de la résistance et qu'il leur arrive des disgrâces. Les ailes se composaient des bataillons africains. Plus instinctifs, plus impulsifs, irritables et passionnés pour la guerre, mais moins capables d'une action soutenue, les Gaulois ne pouvaient soutenir longtemps la tenacité des légionnaires. Le centre romain poussait devant lui le centre d'Annibal ; les ailes, afin de le soutenir et de ne pas perdre les intervalles, suivaient son mouvement en se rapprochant par une marche oblique, de telle façon que l'armée romaine formait le coin. Le centre ennemi enfoncé, les Romains se croyaient vainqueurs. Mais alors les ailes carthaginoises attaquaient en flanc les ailes

(1) Plutarque. *Vie de Marcellus*, XV.

romaines, tandis que les cavaliers sous Asdrubal attaquaient par derrière les réserves. Annibal ralliait son centre et le ramenait en avant. L'armée romaine qui marchait à la victoire, était en un moment enveloppée et vaincue (1).

Annibal battait donc les Romains non pas en donnant à ses soldats des qualités qu'ils n'avaient pas, ni en leur imposant une tactique inventée par lui; il battait les Romains, parce qu'il savait habilement développer et faire passer à l'acte les forces diverses qui se trouvaient latentes dans son armée. Il savait faire valoir les qualités de chaque race en la mettant à sa place.

Deviner ce qui est réellement et en tirer parti, voilà donc en quoi consistait le rôle de l'un des plus grands capitaines de l'antiquité.

Et de même, le rôle militaire de Napoléon ne s'éclairera-t-il pas de considérations du même genre?

Chez les écrivains militaires du XVIII^e siècle, ne sentons-nous pas se préparer une révolution profonde dans l'art de la guerre. Teil, Guibert, Bourcet s'élèvent contre l'empire de l'habitude et des préjugés. Guibert, le plus éloquent des tacticiens de son époque, est mécontent de voir qu'on murmure tout en restant dans la même situation, enchaîné « par l'habitude et par les vices » (2). On y voit (dans l'armée française), dit-il, « toutes les constitutions servilement calquées les unes sur les autres... le génie des nations en contradiction avec les lois de leur milice; la profession de soldat abandonnée à la classe la plus vile et la plus misérable des citoyens; le soldat, sous les drapeaux, continuant d'être malheureux et méprisé; les armées plus nombreuses, à proportion que les nations qui les entretiennent; onéreuses à ces nations pendant la paix; ne suffisant pas pour les rassurer à la guerre, parce que le reste du peuple n'est qu'une multitude timide et amollie » (3). Il demande une milice de citoyens, intéressés à la défense de leurs propriétés et en campagne une action offensive, la guerre de mouve-

(1) Colonel Ardant du Picq. *Op. cit.*, p. 39.

(2) *Œuvres militaires de Guibert*, 1772, I, p. 12.

(3) *Ibid.* I, p. 14.

ments, vigoureuse et rapide. « Alors, continue Guibert, un homme s'élèvera, peut-être resté jusque-là dans la foule et l'obscurité, un homme qui ne se sera fait un nom ni par ses paroles, ni par ses écrits, un homme qui aura médité dans le silence, un homme enfin qui aura peut-être ignoré son talent, qui ne l'aura senti qu'en l'exerçant, et qui aura fort peu étudié. Cet homme s'emparera des opinions, des circonstances, de la fortune; et il dira du grand théoricien ce que l'architecte praticien disait devant les Athéniens de l'architecte orateur : ce que mon rival vous a dit, je l'exécuterai » (1).

Cet architecte, ce sera Napoléon.

Il se trouvera, comme praticien, en présence de ces tendances du temps, de même que les écrivains que nous avons mentionnés s'y trouvaient comme théoriciens. Mais, à proprement parler, ni l'un ni les autres n'ont *créé* la nouvelle méthode de combat. Il n'ont pu que traduire, préciser et développer des aspirations un peu confuses, mais générales.

Telle qu'elle sortit de la Révolution, la nouvelle tactique était vécue avant d'être enseignée. C'est qu'elle est l'art impersonnel, produit de l'activité des masses, œuvre qui apparaît spontanément plutôt qu'en vertu d'un système pré-conçu.

En effet, les combattants révolutionnaires sur les champs de bataille n'observaient pas les procédés proposés par les tacticiens et adoptés durant la paix. « Dès que les bataillons en colonne entrent dans la zone du feu, leurs soldats fuient en avant et viennent se fondre sur la ligne des tirailleurs » (2). C'est suivant cet instinct de la troupe française que, dans les premiers temps de la Révolution, donc avant l'apparition de Bonaparte, les généraux donnent à l'offensive une plus grande rapidité. A la bataille de Jemmapes, ce sont des bataillons tout entiers que Dumouriez déploie en tirailleurs. Ceux-ci, soutenus par la cavalerie légère, enveloppent les Autrichiens dans leurs redoutes, les accablent sous une grêle de balles si violente, qu'ils les forcent d'abandonner leurs pièces. Les

(1) *Œuvres militaires de Guibert*, 1772, I, p. 155.

(2) J. Vial. *Histoire abrégée des campagnes modernes*, t. I, p. 147.

Autrichiens surpris par ce nouveau genre de combat, renforçaient en vain leurs troupes légères par des détachements de leur grosse infanterie, et bientôt leur ligne était obligée de reculer. La ligne française poursuivait son avantage et la retraite autrichienne se changea bientôt en déroute (1). Mais quoique « étourdis de ce nouveau genre de combat », les Autrichiens et toutes les armées des coalitions continuèrent leur tactique des formations serrées et leurs feux de ligne bien longtemps encore; ils étaient incapables de changer. Cette obstination (qui rappelle le cas d'Annibal), dans une tactique qu'ils reconnaissaient fautive, est extrêmement instructive; elle ne saurait trop réclamer l'attention.

Donc, si les guerres du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècles étaient lentes, celles de la Révolution et de l'Empire d'une rapidité foudroyante, cela ne tient pas à des qualités individuelles contraires chez les Condé, les Villars, les Maurice de Saxe d'une part; chez les Dumouriez, les Kellermann et plus tard Napoléon d'autre part: c'est parce qu'une modification profonde s'était produite dans les masses qui faisaient la guerre. Sous l'ancien régime, l'instrument de guerre était l'ancienne armée de métier, troupe fortement encadrée, qui avait sa vie propre et ses traditions. L'influence des préjugés et des habitudes, ces forces si puissantes, la rattachait au passé et l'empêchait d'en sortir facilement. Au temps de la Révolution, les circonstances créèrent une nouvelle armée, une « milice nerveuse ». Puissante de volonté, ne sachant rien de la tactique d'autrefois, elle met en jeu ses propriétés naturelles et pratique la tactique nationale, toute de mobilité et d'activité. C'est ainsi, et non par une inspiration subite, que surgit le génie de Napoléon.

La tactique subit sans doute l'influence des grands capitaines, mais cette influence ne s'exerce pas d'une façon arbitraire. S'ils sont des hommes de génie, ils le sont parce qu'ils ont su employer habilement ce qui se trouvait sous leur main, entrer dans les faits, dans toutes les particularités de détail et dominer leur complexité, saisir la réalité dans ce qu'elle

(1) Ardant du Picq. *Op. cit.*, p. 285, 286.

a de plus intime. Et c'est dans cette capacité de pénétration, dans cet empire sur le réel que réside la force de leur génie. Cependant les causes déterminantes des procédés tactiques dépassent la puissance de l'individu. Une personnalité, si puissante qu'elle soit, ne pourrait rien contre une société tout entière. Pour qu'une manière d'agir devienne celle d'une masse, il faut qu'il y ait, entre la nature de celle-là et la structure de celle-ci une sorte d'harmonie. Si le grand homme est un éclair du ciel, la masse doit être combustible pour s'allumer. Tous les grands mouvements trouvent leur chef qui montre le sens dans lequel se dirige le courant, mais qui ne le crée pas. « C'est en me faisant catholique, disait Napoléon au Conseil d'État, que j'ai fini la guerre de Vendée; en me faisant musulman que je me suis établi en Égypte; en me faisant ultramontain que j'ai gagné les prêtres en Italie. Si je gouvernais un peuple de Juifs, je rétablirais le temple de Salomon » (1).

Mais si les grands capitaines ne sont pas le ressort, *primum movens*, de l'évolution de la tactique, est-ce l'armement? C'est ce que nous verrons dans le paragraphe suivant.

II

D'après l'opinion la plus répandue, l'évolution de la tactique n'aurait d'autre origine que l'armement. L'instinct le plus fondamental de la nature humaine suffirait ainsi à en rendre compte. L'homme, en effet, est porté spontanément à échapper au péril et ce péril grandit avec la perfection de l'armement. Au commencement, il n'y avait que des armes blanches. Le *xv^e* siècle commence à employer les armes à feu. Fusils, canons, mitrailleuses remplacent frondes, arbalètes, catapultes et balistes. Or, puisque les armes changent, les modifications dans la manière d'être et de faire des armées sont nécessaires.

Cette explication est simple et paraît si évidente qu'elle est devenue classique. C'est là une sorte d'axiome qu'on répète à satiété et au lieu de toute vérification, on ne fait que citer

(1) Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, 13^e éd., p. 57.

l'aphorisme de Napoléon, d'après lequel : « La tactique doit changer tous les dix ans ».

Logiquement, cette opinion semble exacte. Il faudrait s'attendre, en effet, à ce que l'accroissement de puissance des armes augmentât l'étendue des fronts et celle du champ de bataille. Mais examinons les faits :

Les *Juifs* étaient mal armés. Lorsque Saül marcha contre les Philistins, lui et son fils Jonathas étaient armés des deux seules lances et des deux seules épées qu'on eût pu trouver (1). Sous les rois qui suivirent, les armes défensives des Juifs étaient le bouclier, le casque, la cuirasse ; leurs armes offensives, une forte épée et une hallebarde pouvant servir pour le jet ou l'estoc (2).

L'armement des *Grecs* était différent suivant les trois espèces de soldats. Les psilites ou fantassins légers ne portaient pas d'armes défensives et combattaient avec l'arc, la fronde ou le javelot.

Les hoplites, ou soldats pourvus d'une armure complète, avaient comme armes défensives : le casque, la cuirasse, les cnémides ou bottines d'airain et le grand bouclier oval qui couvrait l'homme des pieds jusqu'à la tête ; comme armes offensives : l'épée et la pique ou la sarisse, qui était d'abord de seize coudées et qui fut plus tard réduite à quatorze (3). Enfin, les peltastes, moins pesants que les hoplites, avaient sur la poitrine, au lieu de cuirasse, des plaques d'airain et des lames de cuir et se couvraient, en outre, avec des boucliers plus petits que l'on appelait peltas (4).

L'armement des *Romains* varie aussi d'une catégorie de soldats à l'autre. Les vélites qui combattent en avant de la légion ou sur les côtés, sont protégés seulement par un casque en cuir et un petit bouclier rond (parma). Ils ont des javelots qu'ils lancent de loin. Les soldats réguliers (légionnaires) ont tous comme armes défensives : une cuirasse (lorica), un casque (galea) en acier, un bouclier (scutum). Les soldats

(1) *La Sainte Bible*. Samuel, liv. I, chap. 13, v. 22.

(2) Duparcq. *Op. cit.*, I, p. 23.

(3) Polybe. *Op. cit.* Liv. XVIII, 12.

(4) J. Vial. *Op. cit.*, I, p. 3

de la première ligne (hastati) et de la deuxième (principes) avaient comme armes offensives une épée et un pilum long d'un peu plus de deux mètres. Les soldats de la troisième ligne (triarii) avaient la même épée que les autres et une pique (hasta) qu'ils gardaient à la main (1).

Les *Francs* combattaient avec l'arc, la lance, la hache (francisque) et le poignard (scramasaxe) et avec le bouclier en bois avec une boule de métal comme seule arme défensive. Les riches se garantissaient le corps avec une chemise en mailles de fer ou une tunique en cuir couverte d'écailles de métal (byrnie). Ils se protégeaient la tête avec un casque rond en fer qui leur cachait le cou, ou avec un casque de cuir (2).

Chez les *Français*, durant la guerre de Cent ans, la gendarmerie était munie de lourdes armes, de la lance, de l'épée franque, de la dague et de la masse d'armes. L'infanterie (archers et arbalétriers) était armée d'arcs, d'arbalètes et de bâtons (3).

C'est après la bataille de Pavie (1525) seulement qu'on adopte l'arme à feu (4). L'arquebuse fut substituée alors à l'arc et à l'arbalète. L'infanterie française comprit depuis cette époque un tiers d'arquebusiers et deux tiers de piquiers. Sous Louis XIII, le mousquet fut substitué à l'arquebuse (5). C'était une arme plus légère, tirant plus juste et plus vite. Cette modification fut suivie d'une augmentation du nombre des armes à feu portatives. Il y eut une proportion de deux tiers de mousquets contre un tiers de piques.

En 1703, le fusil avec la baïonnette à douille fut adopté dans toute l'infanterie et substitué au mousquet. Ce fusil augmentait la rapidité et la justesse du tir. La vitesse du tir ne dépassait pas trois coups à la minute. Dès lors, les compagnies d'infanterie ne furent plus composées que de fusiliers et de grenadiers (6).

En 1777, fut adopté le modèle de fusil dit 1777, modèle qui

(1) J. Vial. *Op. cit.*, I, p. 12.

(2) Duparcq. *Op. cit.*, I, p. 219, 220.

(3) J. Vial. *Op. cit.*, I, p. 40.

(4) V. Veynante. *Op. cit.*, p. 20.

(5) *Ibid.*, p. 21.

(6) *Ibid.*, p. 26.

a servi pendant toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire (1). Avec ce fusil, un soldat très exercé arrivait à tirer cinq à six coups par minute. La portée maximum était de 600 toises (2).

Telle a été l'évolution de l'armement.

*
* *

On voit que l'armement dans son développement a passé par deux époques très distinctes : l'époque des armes blanches et l'époque des armes à feu. La tactique a-t-elle de même deux phases nettement marquées et correspondant aux armes de différentes natures ? Non. Son évolution a passé par des phases qui lui sont propres et ne coïncident pas avec celles de l'armement.

En effet, durant l'époque des armes blanches, il y a deux tactiques en présence ; d'une part : l'ordre massif comme manière d'être et un seul mouvement simple comme manière d'agir et, d'autre part : l'ordre morcelé comme manière d'être avec mouvements variés, mais symétriques comme manière d'agir. La première est représentée par la tactique grecque ; la seconde par la tactique romaine. Quel rôle y a joué l'armement ?

Les Grecs et les Romains eurent les mêmes agents de destruction, les armes blanches. A moins qu'on ne veuille tenir compte de la longueur plus ou moins grande des piques, ce qui ne saurait être admis comme une cause importante, elle n'apporterait rien du reste au profit de telle ou telle formation, de telle ou telle façon de combattre. La première conséquence de la longueur des armes employées chez les Grecs aurait dû être une modification de la profondeur de la formation ; l'ordre de bataille, en effet, aurait dû comprendre un nombre de rangs tel que tous les soldats pussent utiliser leur sarisse. Or cela ne se vérifie pas. Vraiment, on se rendrait difficilement compte du rôle des peltastes, si l'on songe qu'ils

(1) Belhomme. *Op. cit.*, t. III, p. 422.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 377.

se tenaient constamment en seconde ligne. En admettant même qu'ils se serrassent en masse sur les hoplites, on ne voit pas trop comment ils pouvaient être utiles, puisque déjà les combattants au-delà du sixième rang de la première ligne n'avaient plus aucune part directe à l'action. Mais Polybe nous explique la chose : « Ceux, dit-il, qui sont au-delà du cinquième rang ne peuvent se servir de leurs sarisses contre l'ennemi. Aussi ne les portaient-ils pas en avant, mais ils les tiennent appuyées sur les épaules de ceux qui les précèdent, la pointe en l'air, afin de les protéger contre les coups qui pourraient les atteindre d'en haut. Cet épais rempart les défend des traits qui, par-dessus les premiers rangs, volent sur les derniers. De plus, par le poids même de leur masse, ils pressent en marchant vers l'ennemi les premières lignes, doublant ainsi la violence du choc, et enfin rendent, pour les soldats qui les précèdent, toute fuite impossible » (1). Donc, les rangs, à partir du sixième, n'ont d'autre rôle que de donner la poussée aux premiers et leurs sarisses ne servent que d'armes défensives. Il est clair, donc, que ce n'est pas l'armement qui a déterminé la formation grecque, mais seulement le besoin instinctif et primitif d'être en masse.

D'autres faits confirment la même idée de l'impuissance de l'armement à déterminer seul l'adoption de telle ou telle tactique. Les armes des Juifs et celles des Francs différaient de celles des Grecs et se rapprochaient davantage de celles des Romains, tandis que leur tactique ressemblait davantage à celle des Grecs. On a vu, d'ailleurs, les armées prendre les armes de leurs ennemis sans rien changer dans leurs formations et leur façon de combattre. Annibal, dit Polybe, « dédaignant les armes dont il usait d'abord, aussitôt après sa première victoire sur les Romains, donna leurs armes à ses troupes, et les employa jusqu'à la fin de la guerre » (2). Cependant, on sait que la tactique de ce grand capitaine est toujours restée la même. On trouve de même chez Polybe que « les Romains n'ont pas tardé à imiter les Grecs, n'y

(1) Polybe. *Op. cit.*, Liv. XVIII, 13.

(2) *Ibid.* Liv. XVIII, 11.

ayant pas de peuple plus habile à modifier ses coutumes et à adopter les meilleures. Aussi on échangea promptement contre l'armure des Grecs les armes réprouvées par l'usage » (1). Toutefois, les barbares, au rapport de Xénophon (2), ne pouvaient revenir de leur étonnement, de voir les Grecs danser et sauter, armés de toutes pièces, pour s'exercer à porter aisément à la guerre le fardeau de leurs armes défensives... Or, ce qui faisait prendre à un peuple telle ou telle arme de telles ou telles proportions, ce n'était pas tout simplement l'état de la technique dans une période donnée; rien n'empêchait les anciens de faire faire leurs armes à tout point de vue comme ils le voulaient. S'ils en avaient de différentes, c'est qu'ils se représentaient différemment la meilleure manière de résister au danger menaçant.

Tel est l'état de choses dans le lointain passé. Peut-être l'usage de la poudre va-t-il transformer radicalement l'art militaire? Point du tout. Cette invention des armes à feu, qui donna aux troupes modernes une puissance destructive incomparablement plus grande, ne produisit pas de révolution dans la tactique. Il n'y eut qu'une révolution technique. Et même la tournure des esprits était telle à cette époque que la nouvelle invention ne fut adoptée qu'avec la plus grande répugnance. Elle était considérée comme diabolique. Tuer de loin, c'était empêcher le corps-à-corps, la seule tactique de l'époque. On le regrettait. « Plût à Dieu, dit Montluc, que ce malheureux instrument n'eût jamais été inventé! Je n'en porterais pas les marques, et tant de braves et vaillants hommes ne fussent morts de la main le plus souvent de poltrons, qui n'oseraient regarder au visage celui que de loin ils renverseront de leurs malheureuses balles » (3). Montaigne dit même : « J'espère que nous quitterons bientôt l'usage de l'artillerie » (4).

Le vœu de Montaigne, il est vrai, ne se réalisa pas, mais l'ancienne manière de combattre ne fut pas abandonnée non

(1) Polybe. *Op. cit.*, Liv. IV, 25.

(2) Cité par Carion Nisas. *Op. cit.*, t. I, p. 436.

(3) V. Rocquancourt. *Op. cit.*, p. 139.

(4) Cité par Duparcq. *Op. cit.*, t. II, p. 8, n.

plus. Les premiers canons d'un emploi satisfaisant datent de 1319 (1); leur emploi fut efficace déjà à Crécy, 1346...; pourtant leur effet et celui de la mousqueterie ne provoqua pas une plus grande dispersion des rangs, ni la diminution de la profondeur. Chose singulière, c'est seulement sous le règne de Louis XIII que la tactique de masse commence à reculer. En effet, c'est à peine à cette époque qu'apparaît une tactique qui corresponde à celle des Romains. Et, ce qui est plus étrange, à la fin même du XVIII^e siècle, on discutait encore si l'on devait abandonner l'ancienne tactique. On voit que les changements survenus dans l'armement depuis l'époque romaine jusqu'à la fin du XVIII^e siècle n'ont pas de changements concomitants dans la tactique.

Depuis la guerre de Sept ans, il y avait eu en France de nombreuses discussions « brillantes, animées et même passionnées » sur la tactique à adopter. Fallait-il conserver l'ordre mince ou adopter un ordre profond. Les deux systèmes avaient leurs partisans. Maizeroy propose tout simplement un retour à la tactique romaine : le bataillon prenait le nom de cohorte et la compagnie celui de manipule. Les manipules se formaient sur huit rangs de profondeur (2). Le baron de Mesnil-Durand, après la guerre de la succession d'Autriche, avait repris les idées de Folard sur la colonne et l'action que pouvait exercer une infanterie rangée en ordre profond. Il trouve la colonne aussi forte sur ses flancs que sur son front. A la remarque que la phalange serait aujourd'hui décimée par le feu de l'ennemi, il répond : « Quant à la tirerie, souvenez-vous de ce qu'en pensait le maréchal de Saxe. Elle fait plus de bruit que de mal et fait toujours battre ceux qui s'en servent » (3). Le nombre de ses partisans augmente surtout après l'adoption des exercices à la prussienne, « mesure qui froissa beaucoup d'officiers » (4). « Prenez garde ! disaient-ils, l'ordre profond, c'est l'ordre français par excellence, celui qui répond le mieux au carac-

(1) Duparcq. *Op cit.*, t. II, p. 29.

(2) V. Belhomme. *Op. cit.*, t. III, p. 374.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 285.

(4) *Ibid.*, t. III, p. 371.

tière et au tempérament national. Y toucher serait toucher à l'arche sainte et s'exposer à nous enlever dans l'avenir le plus clair de nos avantages. C'est grâce à l'ordre profond que Turanne et ses élèves ont obtenu leurs plus beaux succès. Ces grands hommes, au lieu de se déployer sur quatre rangs et de s'étendre indéfiniment comme on le fait aujourd'hui par l'esprit d'imitation, laissent toujours une grande épaisseur à leurs lignes » (1).

Le colonel Guibert prit la défense de l'ordre mince et des feux. En défendant son système, il s'exprime ainsi : « Il y avait alors un grand schisme dans les opinions des militaires. La découverte des armes à feu devait-elle changer la tactique? Devait-on rejeter l'ordonnance des anciens à cause de sa profondeur et de l'effet de l'artillerie? Toute l'Europe fut divisée et flottante entre ces opinions. On écrivait de part et d'autre, et les discussions n'éclaircirent rien. Folard proposa les colonnes; il en faisait l'ordonnance fondamentale et presque exclusive de l'infanterie. Et telle était alors l'ignorance, qu'il eut beaucoup de partisans. On vit le moment que toute l'infanterie allait reprendre la pique et se former en phalange. La guerre de la Succession et celle de 1733 se firent dans cette incertitude, les bataillons combattant tantôt à quatre, tantôt à six; les anciens officiers réclamant toujours les piques que Vauban leur avait fait quitter » (2).

Peut-on avoir un meilleur aveu de l'empire des préjugés et de l'habitude? Contre cet empire, ni le raisonnement, ni la nécessité ne peuvent rien. Mais Guibert, qui s'éleva avec tant d'ardeur pour secouer leur joug, put-il y échapper lui-même. Après une critique si vive, somme toute, il conclut : « L'ordonnance primitive, fondamentale et habituelle de l'infanterie sera sur trois de profondeur; l'ordonnance momentanée et accidentelle sera en colonne » (3). Ce qu'il propose c'est encore une masse compacte, seulement moins profonde. Le passé pesait donc trop lourdement et l'enchaînait malgré lui comme tout le monde.

(1) Jablonski. *Op. cit.*, t. III, p. 282.

(2) Guibert. *Op. cit.*, t. I, p. 73.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 171.

On résolut enfin de soumettre à une expérience ce que tous les raisonnements laissaient indécis. Les manœuvres de Metz en 1775 et deux ans après celles de Vaussieux ne donnèrent raison entière à aucun des partis (1). L'ordonnance qui suivit empruntait à chaque opinion ce qu'elle avait de plausible. L'ordre mince demeura l'ordre de bataille; mais l'ordre en colonne fut recommandé pour le combat offensif. Toutes les discussions des savants et l'expérience des tacticiens n'aboutirent donc pas à créer un nouveau principe de tactique. Celle-ci flottait entre la phalange et la légion. L'ordre mince n'était qu'une ligne rigide de trois rangs de profondeur où le soldat était serré, « en passant toujours le fusil près du corps, pour que les files puissent rester accolées l'une à l'autre sans aucun intervalle, les rangs étant comme les files, serrés le plus possible, un bataillon parvint à lancer en avant de son front, dans un temps déterminé, un beaucoup plus grand nombre de balles qu'on ne l'avait pu faire auparavant » (2). L'ordre en colonne rappelait la formation romaine.

Voilà quels résultats donnèrent les progrès de l'armement et le grand mouvement intellectuel plus de quatre siècles après le premier usage des armes à feu. Les formations des Romains et leur manière de combattre se retrouvent presque complètement chez les Français jusqu'à la fin même du XVIII^e siècle; cependant ceux-là ne combattaient qu'avec les armes blanches, tandis que ceux-ci avaient le fusil et le canon. Toute la différence n'était que dans la profondeur de formation. Mais, nous le savons, elle allait en diminuant dès l'époque des armes blanches.

Or, si dans les mêmes conditions techniques la tactique change et si dans des conditions différentes elle reste la même, c'est qu'entre l'armement et l'évolution de la tactique, il n'y a pas de relation causale. La tactique suit son développement propre; elle change sans que, l'armement ait changé, et l'armement se modifie sans influencer sur elle.

Puisque ce ne sont pas les forces matérielles ni celles des

(1) Carrion-Nisas. *Op. cit.*, t. II, p. 355.

(2) Général Favé dans son cours d'art militaire. Cité par Jablonski, *Op. cit.*, t. III, p. 277.

esprits individuels qui ont fait évoluer la tactique, il ne reste que le facteur social qui permette d'expliquer cette évolution. Ce sont des conditions sociales différentes qui ont produit des phénomènes différents dans la manière d'être et de faire des armées. C'est ce qu'on voit à l'époque de la Révolution. En effet, tandis que les changements produits par une découverte technique restaient presque insensibles, la transformation de l'ordre social amena une évolution rapide. Sur le champ de bataille des armées de la Révolution naquit une nouvelle tactique particulière aux troupes françaises qui la pratiquaient spontanément.

On a voulu expliquer la nouvelle tactique française, l'avènement des tirailleurs (1) par l'imitation de la guerre d'Amérique qui « montra leur excellence » ou « par les forces morales, passions ardentes, que Goethe avait saluées sur le champ de bataille de Valmy ». Discours sonores, paraphrases des préjugés qui ne font rien comprendre du tout. En effet, comment se peut-il que les révolutionnaires aient imité les Américains tandis que les armées de la coalition restaient fidèles à la vieille méthode du combat en formations serrées ? Et puis, si les Français employaient l'ordre déployé par imitation, comment expliquer les ordonnances dispersées chez les Américains ? Quant aux « forces morales », elles ne manquaient ni aux Grecs, ni aux Romains et tout de même

(1) Il ne faut pas confondre, comme on le fait souvent, les troupes à la légère des anciens et les « enfants perdus » des modernes avec les tirailleurs. Car les psilites grecs et les vélites romains étaient des troupes plutôt irrégulières qui combattaient en masse et sans ordre. On peut comparer leur formation à celle des Juifs. Les hommes étaient recrutés parmi les plus jeunes et les plus pauvres du peuple « C'était une sorte de noviciat militaire, dit Carrion-Nisas, qu'on faisait dans la légion hors des rangs (*Op. cit.* t. I, p. 167). Ces troupes fuyaient et tournaient le dos sans honte. *Ibid.*, t. I, p. 76). Thucydide caractérise leur combat en disant : « Comme d'habitude, les hommes armés à la légère se mirent réciproquement en fuite (Ardant du Picq, *Op. cit.* p., 62). Elles revenaient poursuivre et massacrer les vaincus.

Les « enfants perdus » combattaient (V. ch. II,) en groupe. Si on les appelait, « perdus », c'est parce qu'ils se trouvaient un peu en avant de l'ordre de bataille. C'est donc encore l'idée de la force de la masse qui engendra ce nom.

Les tirailleurs, à partir de la Révolution, ne sont plus une troupe accessoire, mais les éléments des plus importants de l'ordre de bataille. Ce sont à peu près eux seuls qui font l'œuvre de destruction, ils ne se retirent jamais, se laissant remplacer par la deuxième ligne. Au contraire, les colonnes les renforcent et ils agissent conjointement avec elles au moment de l'attaque.

ils ne combattaient pas en tirailleurs. « Force morale » n'est qu'un mot qui voudrait être magique et qu'il est commode d'invoquer au lieu d'expliquer ce qu'on a mal compris.

Curtius nous fait observer (1) que les colonies grecques arrivent plus vite que la métropole à la constitution d'un droit écrit et en quelque sorte individualiste. C'est qu'elles sont composées d'éléments hétérogènes qui n'ont rien de commun entre eux dans le passé : la vie sociale a dû brusquement s'instituer; elle n'a pas déposé au cours du temps sous forme de coutumes et de traditions les règles qui forment son ossature; et ces règles, puisqu'elles sont indispensables dès que le groupe est constitué, doivent se fixer en un droit écrit. D'ailleurs comme ces colons sont d'origines très différentes et que même la plupart sont comme détachés des groupes dont ils sont issus, chacun d'eux est pour ainsi dire seul en son genre, sans lien prédéterminé avec les autres; ce sont des individus, non des groupes que le droit doit organiser; d'où son caractère individualiste.

Les individus qui sont allés s'établir hors de leur département d'origine sont des éléments plus mobiles et plus entreprenants que les individus demeurés dans leur département même. Les urbains et ceux des ruraux qui sont attirés par le goût pour la vie urbaine et doués de l'aptitude à s'y maintenir étant l'élément migrateur, on peut leur attribuer un plus grand esprit d'initiative et d'activité (2). Ainsi les côtes des États-Unis où se rencontrent les émigrants les plus hétérogènes, sont-elles des centres de rendez-vous pour les traditions les plus variées venues des quatre coins de l'horizon; et, par suite, là se trouvent les milieux qui font les sociétés les moins traditionnelles et les plus mobiles. Ce qui provoque un plus intense déploiement d'énergie, de volonté et d'initiative dans la vie sociale. De là vient aussi que sur le champ de bataille, ce peuple fait apparaître pour la première fois les tirailleurs, produits de l'individualisme.

La Révolution française en portant le dernier coup à des institutions sociales qui n'avaient plus la force de se défendre

(1) V. C. Bouglé. *Qu'est-ce que la Sociologie?*, p. 16.

(2) V. *L'année sociologique*, I, p. 522, 526.

rendit manifeste le même triomphe en instituant l'armée nationale qui, par tous ses caractères, était presque en opposition avec celles qui existaient jusque là. Et si la transformation des procédés militaires fut soudaine, c'est précisément que l'ancienne armée était trop différente de la nouvelle. L'armée de mercenaires, qui restait de longues années dans la caserne et était composée en grande partie d'étrangers, représentait pour ainsi dire un organisme à part, ayant son âme propre et sans liens étroits avec la nation. Enchaînée par les choses du passé, par les traditions et les habitudes, elle résistait énergiquement à toute innovation et gardait ses anciennes manières de combattre. Au contraire, l'armée nouvelle, l'armée des volontaires, libre de tous les cadres d'autrefois, traduisant toutes les qualités du peuple de l'époque, se montra dès l'abord sur le champ de bataille infiniment plus souple et plus apte à se transformer.

Ce n'est donc pas par l'imitation des Américains, mais par le déchaînement d'un mouvement général qui bouleversa tout ce qui tient à la constitution intime du corps social, que les armées révolutionnaires employèrent dès les premiers jours de conflit avec les troupes de la coalition l'ordre dispersé.

Néanmoins, nous sommes loin de tenir l'évolution de la solidarité sociale pour l'unique cause de tout ce qui arrive dans l'armée et de dire que les engins employés n'y sont pour rien. L'évolution de la tactique est l'effet des conditions sociales et d'une certaine manière des conditions techniques. L'élément social est de première importance; c'est comme nous l'allons montrer dans les pages qui suivent, la cause originale; l'armement vient en second lieu, n'étant que l'élément accessoire. N'exerçant son action qu'à travers les individus, ce n'est pas tant de ce qu'est l'armement que de ce que sont ceux qui l'emploient que dépend la façon de combattre des armées. A chaque moment de l'histoire, une armée quelconque a sa tournure d'esprit spéciale qui lui donne une idée particulière de la meilleure méthode de combat. Si elle n'est pas capable de concevoir et d'adopter les formations plus souples et une plus grande mobilité dans son action, le progrès technique quel qu'il soit restera sans effet. Inversement,

si les aptitudes naturelles nécessaires existent parmi les troupes, elles se plieront spontanément aux moindres innovations survenues dans les agents de destruction. De même, une fois accepté, l'armement est capable de réagir, dans une certaine mesure, sur les détails des procédés militaires. Mais il n'a pas le pouvoir de les créer de toutes pièces.

Chaque armée a donc ses représentations, ses idées et ses doctrines à elle. Ce sont elles qui sont les causes profondes de l'évolution de la tactique, l'introduction des armes nouvelles n'étant que la cause accidentelle qui peut être contrariée et même rendue nulle si les premières n'existent pas. C'est pourquoi, suivant leur énergie latente, les diverses armées agissent de différentes manières dans les mêmes conditions techniques et, *vice versa*, de la même manière dans des conditions différentes.

III

Nous avons d'abord établi que l'évolution de la tactique se poursuit parallèlement à l'évolution générale de la société; nous venons d'éliminer les deux facteurs qui ont pu être considérés comme les causes des modifications constatées dans la manière d'être et d'agir des armées. Or, il ne reste maintenant que le facteur social comme leur cause déterminante. C'est donc à son action directe que doivent se ramener, si notre théorie est exacte, toutes les variations dans la tactique, soit normales, soit anormales en apparence. C'est ce qui se vérifie en général chez tous les peuples et à chaque moment de leur histoire.

Les Juifs, les Égyptiens (1), les Perses (2), comme les Gaulois (3), les Cimbres (4), les Francs pratiquaient avec quelques

(1) Les Égyptiens formaient leurs bataillons de 10 000 hommes chacun 100 de front sur 100 de profondeur (Xénophon, *Cyropédie*, ch. III).

(2) Les Perses se rangeaient, tant la cavalerie que l'infanterie, sur 30 de profondeur (Xénophon, *Cyropédie*, ch. III).

(3) « Les Gaulois se serraient, dit César, en un gros bataillon, selon leur coutume, pour soutenir notre effort, et en cet état il se trouva des soldats qui se lancèrent dessus, et leur arrachant les boucliers des mains les frappèrent d'en haut ». (*Commentaires*, Liv. I, 2).

(4) « L'infanterie des Cimbres, dit Plutarque, sortit en bon ordre de ses retranche-

différences dans la plus ou moins grande profondeur de la formation, la tactique simple, l'ordre massif et le choc sans manœuvre.

Les Grecs, les Carthaginois, tout en restant en principe dans la tactique simple, commencent à s'en émanciper par l'emploi de l'ordre oblique qui tend vers la tactique de la légion (1).

Les Romains sont les représentants d'une ère un peu plus nouvelle. Leur tactique, plus complexe, consiste dans l'ordre morcelé et dans le mouvement de soutien mutuel de différents groupes. La tactique française, après avoir été à l'origine toute proche de celle des Grecs, ressemble au ^{xvi}e siècle à la tactique des Romains. L'armée suédoise de Gustave Adolphe (armée nationale) pratiquait presque la même tactique (2). L'armée allemande de Frédéric le Grand (armée de mercenaires) avait une tactique qui n'était ni celle de la phalange grecque, ni celle de la légion, mais quelque chose d'intermédiaire (3). A la même époque, les Autrichiens (armée de mercenaires) avaient une tactique semblable à celle des Grecs (4), tandis que les Turcs usaient de procédés qui se rapprochaient de ceux des Francs en formant le coin (5).

A partir de la Révolution, la tactique française dépasse celle des Romains, tandis que les armées de la coalition restent encore dans la phase précédente de développement. Les Marocains cependant pratiquent encore la tactique massive semblable à celle des Francs, se rangeant en un immense croissant et n'exécutant qu'un seul mouvement d'ensemble (6).

ments, et s'étant rangée en bataille, elle forma une phalange carrée qui avait autant de front que de profondeur, et dont chaque côté couvrait trente stades » (*Vie de Marius*, XXVII).

(1) Se rappeler les manœuvres d'Épaminondas, de Xénophon (Cf. l'*Anabase*, Liv. V, 8, et Liv. VI, 5, « Collègues, propose Xénophon, je suis d'avis de former des cohortes en corps de réserve derrière la ligne, afin qu'elles la soutiennent au besoin, et que l'ennemi en désordre trouve des troupes fraîches et formées ». Tous les généraux furent de la même opinion.) d'Alexandre le Grand, d'Annibal.

(2) V. Rocquancourt. *Op. cit.*, p. 191.

(3) V. Veynante. *Op. cit.*, p. 43.

(4) V. Formation de Wallenstein. Rocquancourt, *Op. cit.*, p. 209.

(5) « Le coin aigu et parfait, dit Carrion-Nisas, est la seule manœuvre des Turcs ». *Op. cit.*, t. I, p. 337.

(6) A la bataille d'Isly (14 août 1844), l'armée française comprenait 8 500 fantassins,

Suivant donc le degré de développement social, c'est-à-dire, à mesure que la solidarité sociale devient progressivement organique, la forme des groupements militaires et leur façon de se mouvoir se transforment régulièrement et perdent aussi continuellement l'empreinte de la solidarité mécanique. Mais il faut nous arrêter à quelques formes qui paraissent anormales.

1. — Les Romains, nous l'avons vu, ont débuté par la tactique massive, puis ils ont eu une formation morcelée. Or, on pouvait s'attendre à ce que ce fractionnement allât plus loin en se multipliant avec le temps. Cependant, on voit se produire une régression. Les formations romaines, à partir de Marius, reprennent la forme plus massive. Marius resserra les trois manipules de triaires, de princes et d'hastaires, qui étaient les plus proches en profondeur et il en forma une nouvelle unité, la cohorte. La légion se divisait maintenant en dix cohortes au lieu de trente manipules (1).

Où chercher la cause de cette modification? Si notre théorie est exacte, elle doit se trouver dans le changement des éléments qui composaient la légion. Or, nous savons que Marius fit introduire une nouvelle réforme. Normalement, on n'enrôlait dans les légions que des citoyens. Cependant, « au mépris des lois et des coutumes des Romains, dans les nouvelles levées qu'il fit, il enrôla des esclaves et des gens sans aveu » (2). Ces nouveaux éléments ont dû, nécessairement, abaisser en quelque sorte le niveau des anciennes

1 400 cavaliers, 16 canons, 100 goumiers. Le fils du sultan avait sous ses ordres environ 25 000 cavaliers, 1 000 à 1 500 fantassins et 11 canons, servis par des renégats anglais ou espagnols. A peine les troupes françaises avaient-elles franchi l'Isly que l'armée marocaine, formée suivant sa tactique habituelle en un immense croissant, l'artillerie au centre avec un soutien d'infanterie, cherchait à les envelopper. On avance ainsi à 500 pas environ; à ce moment, les cavaliers doivent s'élancer à bride abattue et à 200 pas, lâcher leur coup de fusil. Mais l'artillerie française vomissait la mitraille. Les masses énormes furent arrêtées et se mirent à tourbillonner, leur retraite fut accélérée, leur désordre augmenté. Dès lors, l'ennemi s'enfuit, laissant sur le terrain 11 pièces de canons, 16 drapeaux et 800 morts. Les pertes de l'armée française se bornaient à 27 tués et 96 blessés. — (V. Commandant Mordacq, *La guerre au Maroc*, p. 22, 40. — Cf. aussi Général E. Daumas, *Mœurs et coutumes de l'Algérie*, p. 332, 343.) — On voit, ici encore, que l'influence de l'armement ne décide pas toujours de l'adoption de telle ou telle tactique.

(1) Carrion-Nisas. *Op. cit.*, t. I, p. 278.

(2) Plutarque. *Vie de Marius*, IX.

troupes et, tous ensemble, ils n'étaient plus propres pour l'ancienne ordonnance pratiquée par les citoyens romains seuls. Toute l'armée prit alors la formation dans laquelle ne combattaient jusque-là que leurs alliés, qui, quoique armés des mêmes armes que les légionnaires, se réunissaient en une troupe plus nombreuse, la cohorte. C'est ainsi que naissent les cohortes, masses plus grandes que les manipules. Voilà pourquoi la légion fit un remarquable pas en arrière vers la phalange.

2. — Au moyen âge, nous trouvons d'abord des masses compactes, puis elles se morcellent en groupes séparés. Cependant, les chevaliers à la même époque combattaient, en France et dans presque toute l'Europe, sur un seul rang. A la bataille de Bouvines, l'évêque de Senlis rangea les chevaliers sur un rang, leur disant : « Le champ est vaste, étendez-vous en ligne droite à travers la plaine, de peur que l'ennemi ne nous enveloppe : il ne faut pas qu'un chevalier se fasse le bouclier d'un autre chevalier. Tenez-vous de manière que vous puissiez tous combattre sur un seul front. » (1). Ainsi, remarque d'Aldéguier « avec la distance d'une haie à l'autre, l'espace occupé était immense » (2).

Voilà donc l'ordre dispersé à l'époque des armes blanches et des formations massives. Mais l'exception n'est qu'apparente. Le combat chevaleresque n'était que la lutte particulière entre les chefs des deux armées, et les armées n'étaient que les réunions des chefs suivis de serviteurs. Imaginons, en effet, derrière les chevaliers, les gens armés de leurs fiefs et nous aurons l'ordonnance telle qu'on l'employait lorsque les chevaliers et le peuple combattaient.

Appartenant à l'élite de la société, plein d'amour-propre, d'honneur chevaleresque, un noble qui ne dépendait que de son courage et de la réputation de ses ancêtres, ne pouvait combattre à la manière d'un misérable « friquenelle ». Sa façon de lutter est la « prouesse », c'est-à-dire, le fait d'arme isolé, qui met en exercice l'honneur et la bravoure, les qualités essentielles qui caractérisent toute la chevalerie. C'est de

(1) Belho. *Op. cit.*, t. I, p. 63.

(2) D'Aldéguier, *Des principes de cavalerie*, 1843, p. 40.

cette manière que naquit le combat individuel, la tactique particulière qui se résume dans ces trois mots : *Vir virum legit...*

En même temps que cette institution de la chevalerie, qui montra sur le champ de bataille l'individualisme complet, l'ordre dispersé tomba en discrédit. Et même sous les coups de canons et la mousqueterie, la « ribaudaille », incapable de s'éparpiller, combattait en groupes compacts. Or, c'est encore une éclatante preuve que la façon de combattre ne dépend pas des changements dans la nature des armes employées, mais des qualités des combattants et de leurs habitudes d'esprit.

3. — On pourrait nous objecter encore que la méthode d'éparpillement s'impose aujourd'hui aux pays même les moins avancés. Certes, elle s'impose. Mais nécessité, dans ce cas, n'implique pas possibilité. Il ne s'agit pas de ce qu'on est obligé, théoriquement et en temps de paix, à reconnaître comme préférable, mais de ce qu'on peut faire sur le champ de bataille.

L'éparpillement s'imposait à tous aussi au temps de la Révolution. Pourtant, les armées révolutionnaires étaient seules à l'employer. Celles de la coalition continuaient à se battre en formations serrées. « En arrivant dans la région des balles, écrit le colonel Ardant du Picq, le rang tend à se disperser. Vous entendez les officiers qui ont vu le feu, dire : Quand on approche de l'ennemi, les hommes se mettent en tirailleurs malgré vous. Les Russes se pelotonnent sous le feu ; leur ténacité n'est autre chose qu'une cohésion de moutons sous la peur de la discipline et du danger ; il doit donc y avoir deux manières de conduire au feu : Russes et Français » (1). D'où vient cette différence ? Pour répondre à cette question, comparons à l'armée révolutionnaire, l'armée russe de la même époque.

C'était une armée différente des armées mercenaires de la Grande Bretagne, et des armées si bigarrées au point de vue ethnique de l'Autriche. Nationale et homogène, l'armée russe ressemblait beaucoup par sa composition aux armées que la Révolution fit surgir du sol français. Mais dans la société russe,

(1) Ardant du Picq. *Op. cit.*, p. 265.

régnait en ce temps le régime patriarcal ; la force de cohésion des troupes de la vieille Russie était toute différente de celle de l'armée française. La religion y était le grand ressort de la discipline militaire. Les Français s'exaltaient pour les idées de liberté et d'égalité ; dans leur cœur, la patrie dominait tous les sentiments. « Si vous êtes vaincus, dit la Convention, le 23 février 1793, aux troupes de la République, la France devient la risée des nations et la proie des tyrans... Votre défaite couvre la terre de ruines et de larmes... L'espérance du genre humain s'évanouit... Longtemps après que vous ne serez plus, des malheureux viendront agiter leurs chaînes sur vos tombeaux, insulter à vos cendres ». Voilà quel esprit animait le soldat français, tandis que le soldat russe se faisait gloire d'être « guerrier chrétien ». Sa Russie, c'était sa sainte Russie, et, comme tous les ennemis de sa patrie étaient des athées, toute guerre devenait pour lui une guerre sainte. Les aumôniers, la croix à la main, entraînaient sous les balles les colonnes d'assaut. L'Église de Dieu et le Tzar planaient, dans l'esprit de ces soldats, au-dessus de tout. « C'étaient comme deux religions opposées l'une à l'autre qui enfantaient, avec une égale fécondité, des héros et des martyrs. Ils bravaient la mitraille, les uns pour les « Droits de l'Homme », pour le salut de la République, pour la liberté du monde, les autres pour le Tzar, pour la restauration des trônes et des autels, pour l'Église de Dieu » (1).

La cohésion de l'armée russe qui trouvait sa base dans la religion, se manifesta nécessairement sur le champ de bataille autrement que la nouvelle espèce de cohésion, produite par la passion de l'égalité, par la haine des nobles et des rois qui souleva le peuple français comme un ouragan et l'emporta à la délivrance des nations opprimées. Voilà d'où viennent les deux manières de combattre, russe et française.

Dans la récente guerre russo-japonaise, les Russes « ont toujours eu, écrit M. le capitaine Niessel, la tendance à se grouper et à se pelotonner autour des officiers dans les circonstances critiques : c'est un instinct de la race, comme nous l'avons dit, il y a quelques pages. Il faut un guide au soldat

(1) M. Alfred Rambaud. *L'armée à travers les âges*, 2^e série, p. 203.

russe qui alors marche toujours derrière son chef. Le recrutement des sous-officiers est difficile à cause du grand nombre des illettrés. En général, surveillés de très près en temps de paix par les officiers, les sous-officiers ont peu d'initiative dans la conduite des troupes de combat. C'est là certainement qu'il faut chercher la cause de l'emploi des formations trop denses du côté russe et du large emploi du feu de salve. Cela force également les officiers à s'exposer plus que de raison : d'où les fortes pertes en officiers. Les officiers revenant du théâtre de la guerre avouent tous cette lacune de l'instruction de l'infanterie russe » (1).

Or, tandis que la dispersion apparaît chez les Français comme fondée sur leur caractère propre, chez les Russes, elle est l'œuvre d'un calcul prémédité. Le règlement russe du 19 juillet 1900 préconisait des procédés tactiques qui ne s'adaptaient pas aux qualités propres des troupes russes. Et comme le dressage dompte l'instinct sans le détruire, l'assimilation resta superficielle, et les Russes, malgré leur instruction moderne, montrèrent à la première épreuve leur vraie nature, le manque d'initiative.

Tout s'explique donc par la loi générale déjà indiquée : l'évolution de l'armée est parallèle à l'évolution de la société ; les cas qui, en apparence, semblent la négation de cette théorie rentrent en réalité dans la loi commune.

IV

En résumé, les hommes de génie n'ont jamais provoqué, par leurs seuls moyens personnels, de sauts brusques dans l'évolution de l'art militaire de leurs contemporains. Ils n'y apportent, eux-mêmes, qu'une part très minime. Ils ont dû sentir, comprendre, utiliser, et, pour mieux dire, rendre manifeste un état de choses latent. La tactique appartient donc

(1) M. le capitaine breveté Niessiel. *Enseignement tactique découlant de la guerre russo-japonaise*, 2^e éd., p. 59. — V. aussi M. le lieutenant-colonel breveté Janin. *Aperçus sur la tactique des armées russe et japonaise d'après des témoins oculaires*, p. 149, 151, 182, 185. — V. de même M. le colonel Neznamov, *Revue militaire des armées étrangères* 1906, t. I, p. 163. — Aussi L. Naudeau. *Journal* du 22 mai 1905.

bien moins à tel ou tel grand capitaine qu'à telle époque et à tel peuple; elle est l'œuvre des masses dépendant en premier lieu et très étroitement de leur degré de développement social.

Ce n'est pas non plus sous l'influence des changements dans la nature des armes employées qu'on trouve le ressort de cette évolution. Si l'armement exerce une action, c'est une réaction sur les détails des procédés militaires, ou c'est un excitant pour les forces disponibles qui ont leurs racines dans l'état social. Les engins sont donc les mobiles extrinsèques, mais ils n'ont pas d'efficacité si les caractères intrinsèques correspondants n'existent pas dans la masse.

Restreindre de cette manière le rôle des génies et l'influence de l'état technique, c'est dire que le facteur social est la cause déterminante de l'analogie aperçue entre l'évolution de la tactique et celle de la société. Les changements des manières d'être et de faire des armées font donc partie de l'évolution sociale; ils ne peuvent pas en être séparés si l'on veut les comprendre. Ils sont la suite naturelle d'un mouvement fatal qui se poursuit sous l'action de conditions sociales bien déterminées qui font passer les sociétés fondées sur la solidarité mécanique aux sociétés fondées sur la solidarité organique. Les individus se transforment en même temps que les sociétés. Plus celles-ci deviennent organiques, plus les individus prennent conscience d'eux-mêmes, mieux ils se rendent compte aussi de leur rôle dans la collectivité. Ils deviennent alors plus aptes à y agir seuls, et ils ont moins besoin de subir l'entraînement commun de la masse. La tactique prend la marque de cette évolution. A mesure que les groupes et les individus se dégagent du tout et exercent leur propre initiative, les formations militaires deviennent de plus en plus souples, les manœuvres de plus en plus complexes et variées.

Cette explication est générale. Elle s'étend même à tous les cas particuliers, qui, éclairés par elle, ne sont des exceptions qu'en apparence.

Dès maintenant, nous pouvons considérer l'hypothèse que nous proposons comme une vérité.

Nous voulons la confirmer par plusieurs autres faits.

CHAPITRE III

AUTRES PREUVES DE CE QUI PRÉCÈDE

A travers les formations que prennent les troupes pour combattre, la façon d'exécuter certains mouvements sur le champ de bataille et, enfin, en utilisant convenablement les renseignements précieux, quoiqu'indirects, que nous fournissent les chiffres proportionnels des pertes subies par vainqueurs et vaincus, nous avons pu examiner la cohésion de l'armée dans son rôle suprême, dans le combat. Mais les relations extérieures de l'armée ne sont pas toute son activité; elle a sa vie intérieure. C'est là que nous avons l'intention d'étudier maintenant les relations qu'entretiennent les membres de l'armée entre eux et la cohésion du tout.

Les faits qu'il nous faut examiner, bien qu'en apparence un peu extrinsèques à la solidarité de l'armée, lui sont pourtant essentiels dans sa vie intérieure, varient avec elle et la manifestent ainsi clairement au dehors. C'est ce que nous croyons pouvoir trouver dans les règlements sur les manœuvres et les exercices des troupes, dans la justice militaire et dans la plus ou moins grande aptitude des soldats au suicide.

I

Dans les sociétés inférieures, la conscience commune, nous l'avons vu, est définie et s'exprime sous une forme déterminée. Par conséquent, elle donne une empreinte uniforme à tout et à tous. Il en résulte que la conduite de l'homme primitif est enserrée dans un réseau de règles de détail imposées

obligatoirement. Les gestes qu'il doit faire, les formules qu'il doit prononcer, la nourriture, le vêtement spécial pour chaque circonstance, — tout constitue des rites qu'il ne peut pas rompre sans être excommunié.

A mesure qu'on avance, les règles de ce genre sont moins nombreuses, moins précises et laissent une liberté de plus en plus grande à l'activité des individus (1).

L'armée ne fait pas exception à cette règle et elle est soumise aussi à la loi du déclin du formalisme. Certes, excepté dans l'église, les cérémonies ne sont, même de nos jours, nulle autre part plus nombreuses que dans l'armée ; une multitude de parades accessoires existent encore dans la vie militaire. Mais elles tendent de plus en plus à disparaître.

Les règlements militaires étaient jadis excessivement détaillés. Ils prescrivaient formellement qu'à tel commandement du colonel, les chefs de bataillon faisaient tel commandement, puis les capitaines tel autre et ainsi de suite. L'exécution de chaque mouvement était déterminée très minutieusement : on indiquait d'une façon précise la manière de passer d'une formation à une autre, la façon de lever le pied pour marcher, ou de le poser à terre, la manière de placer tous ses doigts en déplaçant son fusil, les gestes de jambes à faire pour se mouvoir autour d'une pièce de canon, la manière de faire son lit, de placer ses effets sur les planches à bagages et « il n'était pas indifférent que la veste fût placée sur le pantalon ou le pantalon sur la veste » (2). On veillait rigoureusement à tout cela, au moindre détail des parades dans la vie intérieure, à la correction absolue de tous les mouvements, des à-droite, des à-gauche, des demi-tours, de l'attitude, etc...

Toutes ces exigences d'uniformité qui enchaînaient étroitement les chefs et les simples soldats disparaissent peu à peu. C'est une tendance qu'on trouve confirmée en tête de chaque nouveau règlement. On lit, par exemple, à la première page du règlement sur les manœuvres des batteries

(1) M. E. Durkheim. *De la division du travail social*, p. 274.

(2) M. le capitaine Paul Simon. *L'instruction des officiers, l'éducation des troupes et la puissance nationale*, 2^e éd., p. 130.

attelées du 28 décembre 1888 : « Le règlement de 1880 a consacré, sous tous les rapports, des progrès considérables sur celui de 1863 ; le moment semble venu de faire un pas de plus dans la voie qu'il a ouverte, pour mettre à profit l'expérience acquise dans ces dernières années. La condition de simplicité a conduit à composer toutes les manœuvres de mouvements élémentaires qui n'imposent aux gradés inférieurs que des devoirs faciles à remplir ; à supprimer tout ce qui n'est pas préparation directe aux manœuvres de guerre et à réduire au strict nécessaire le nombre des mécanismes employés pour les mises en batterie. »

Le même esprit anime le règlement sur les exercices de la cavalerie de 1876 qui remplace l'ordonnance du 6 décembre 1829 et le règlement provisoire de 1872. La circulaire ministérielle publiée en tête de ce règlement dit : « Il faut aujourd'hui à la cavalerie des mécanismes plus simples, susceptibles de lui garantir plus de mobilité et de développer sa puissance dans le mouvement offensif ». Les changements apportés au manie-ment des fractions constituées consistent dans la suppression de tous les mouvements qui n'ont pas paru indispensables, dans une notable réduction des commandements et enfin dans l'adoption d'un certain nombre de principes ayant pour but de donner aux exercices une physionomie qui les rapproche autant que possible des conditions réelles de l'emploi à la guerre (1). « L'application des prescriptions contenues dans le nouveau règlement demande la réflexion et ne comporte point d'exécution machinale. Le règlement a écarté toutes les pratiques qui ne concourent pas directement à son but. Il s'est renfermé dans le strict nécessaire. Ne voulant pas envisager les cas particuliers qui peuvent se multiplier à l'infini, il a limité ses règles aux cas généraux, laissant ainsi à chacun la somme d'initiative qui lui appartient » (2).

L'infanterie suit le même chemin.

Les règlements qui vont remplacer les précédents manifestent à leur tour le désir de laisser à chacun encore plus d'initiative et donnent une plus grande liberté à tout le

(1) V. p. 5, 7.

(2) P. 13.

monde. Ainsi dans le règlement de manœuvre de l'artillerie de campagne, actuellement en vigueur, nous trouvons ceci : « A tous les degrés de la hiérarchie, le supérieur exerce son action de direction sur ses subordonnés immédiats de manière à développer constamment leur esprit d'initiative » (1). Le règlement sur les exercices et les manœuvres de la cavalerie de la dernière édition dit : « Les méthodes indiquées dans le présent règlement n'ont rien d'absolu. Un principe les domine, aussi bien dans le domaine de la préparation que dans celui de l'emploi de la troupe : à savoir la responsabilité personnelle des chefs de tout grade, qui doivent trouver en eux-mêmes les moyens d'obtenir le succès. Le règlement n'est qu'un guide, qui ne dispense personne de réfléchir et de vouloir » (2). Le règlement d'infanterie le plus récent précise la méthode d'instruction ainsi : « 1^o Suppression absolue de tous les mouvements qui ne trouveraient pas leur application à la guerre. 2^o Confirmation de la discipline et de la cohésion par la précision apportée, suivant la volonté du chef, à l'exécution de quelques mouvements et non par la multiplicité et la complication des exercices. 3^o Interdiction formelle, à tous les degrés de la hiérarchie, d'introduire aucune réglementation particulière sous prétexte de compléter ou d'expliquer le règlement. 4^o Réduction des développements donnés au texte même du règlement en réunissant, dans un exposé unique, chaque fois qu'il a été possible, toutes les prescriptions communes à plusieurs unités. 5^o Développement de la réflexion et de l'esprit de décision, aussi bien dans la manœuvre, par l'initiative la plus large laissée aux exécutants, que dans l'instruction, par la liberté accordée au chef responsable dans le choix des moyens à employer pour atteindre le but assigné » (2). Tandis que le règlement de 1884, modifié en 1894, comptait 412 pages (bases de l'instruction 34, école du soldat 237, école de bataillon 88 et école de régiment 53), le règlement actuel n'en compte que 106 (Règles générales et méthodes d'instruction 23, école du soldat 24, école de section

(1) Approuvé par le ministre de la guerre le 8 juin 1903, 1^{re} partie, p. 11.

(2) Décret du 3 décembre 1904, p. 8 et 9.

17, école de compagnie, de bataillon et des unités plus fortes 8, l'infanterie dans le combat 31 et annexes 3).

Les règlements sur le service intérieur des troupes se succèdent, marquant leurs changements par la liberté, de plus en plus grande, laissée chaque fois à tout le monde. Celui du 28 décembre 1883, par exemple, « n'étant plus en harmonie » avec la vie des corps était remplacé par le règlement du 20 octobre 1892. Celui-ci vient d'être remplacé à son tour par le décret du 25 mai 1910, car : « Avec la réduction de la durée du service militaire et l'élévation constante du niveau intellectuel des contingents, il a semblé nécessaire et possible de régler d'une façon plus large les détails de la vie quotidienne des corps, d'en éliminer les minuties et — à l'exemple des règlements de manœuvre — de faire appel à *l'initiative* des chefs en sous-ordre et au *goût des responsabilités* qui en est la condition première » (1). — Quant à la différence de volume, elle est remarquable : tandis que le règlement sur le service intérieur des *troupes d'infanterie et du génie* comptait 531 pages, le règlement actuel des troupes de *toutes armes* ne contient que 168 pages.

Donc, à mesure qu'on avance, les règlements dépassent toujours davantage ceux qu'ils remplacent, dans le sens de l'individualisation. Ils deviennent de moins en moins impératifs, les prescriptions formelles de plus en plus rares ; il n'y a plus que les principes généraux qui sont fixés, chacun gardant la liberté de les appliquer, selon ses aptitudes, son expérience et son jugement.

La substitution de l'instruction par compagnie, escadron ou batterie, à l'instruction par régiment, a la même signification. Les recrues de tout le régiment étaient auparavant instruites par des officiers instructeurs choisis entre tous. De même tout autre service était assuré pour tout le régiment par les officiers de semaine. De cette manière, on obtenait l'uniformité parfaite dans le régiment tout entier. Ce régime a régné dans l'armée française jusqu'en 1886. Cette année-là, fut mise en vigueur l'« instruction par compagnie », d'après

(1) P. 6.

laquelle les soldats sont éduqués, instruits, administrés et les gradés sont choisis par les officiers de compagnie. Les capitaines dirigent tout et sont responsables. D'après le règlement actuel : « A tous les degrés de la hiérarchie, le chef fait l'instruction de l'unité dont il a le commandement ; il en est responsable » (1).

Le conformisme est donc de moins en moins exigé, l'indépendance partielle devient de plus en plus accentuée et laisse de plus en plus de place aux variations individuelles.

Si l'on examine les armées de différents peuples, on voit se produire la même évolution partout. Pourtant, il y a des différences d'une armée à l'autre. Ces différences ne peuvent pas être exprimées par des chiffres, et l'on ne saurait les mesurer avec quelque précision. Mais il n'est pas difficile de les remarquer. En effet, les officiers serbes, par exemple, stagiaires dans l'armée française, étaient au commencement de leur séjour vivement frappés de l'état de choses qui régnait à l'intérieur des régiments. En le rapprochant de celui qui règne dans leur pays, il leur semblait que le milieu où on les avait envoyés, n'était pas même une troupe. Mais leur étonnement disparut bientôt quand ils virent avec quelle ponctualité tous les services sont exécutés. « Ce n'est pas le défaut d'ordre, disent-ils, c'est un ordre *sui generis* ; nous ne pouvons accepter et appliquer les relations qui y règnent, mais il faut reconnaître que c'est une discipline supérieure, propre à l'armée française » (2).

Pour montrer quelles différences il y a d'un peuple à l'autre, il est intéressant de voir, sans entrer dans une comparaison détaillée, de quelle manière les règlements sont décrétés en France et en Allemagne.

La circulaire qui accompagna le règlement sur les exercices de la cavalerie française de 1872 se termine ainsi : « J'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, d'assurer, chacun en ce qui vous concerne, l'exécution des dispositions contenues dans la partie du nouveau règlement dont j'ai décidé l'application immédiate.

(1) *Règlement de l'infanterie* du 3 décembre 1904, p. 13, § 7.

(2) L'opinion unanime des officiers serbes, stagiaires dans les régiments français en 1908.

« Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée. »

Le Ministre de la guerre,
Signé : Général E. DE CISSAY.

Le règlement de manœuvres pour l'infanterie allemande de 1888 est décrété ainsi :

« Avec un sentiment de reconnaissance à la mémoire de l'Empereur mon père, qui repose en Dieu, j'adresse à l'armée le nouveau règlement de manœuvres pour l'infanterie, entrepris par ses soins. Tout en maintenant les anciennes traditions de discipline et d'ordre dans l'infanterie, il exprime une conception plus large des besoins du combat.

.....
« Je réprimerai sans considération, par la mise à la retraite, toute résistance à cette expression de ma volonté.

« Du reste tout manquement aux prescriptions des 1^{re} et 3^e parties sera sérieusement réprimandé, toute conception inexacte de la 2^e partie sera au contraire redressée sous forme de démonstration ».

Berlin, le 1^{er} septembre 1888.

Signé : GUILLAUME.
Au Ministre de la guerre.

On voit donc que dans les différents moments de l'histoire d'une société, et d'un peuple moins avancé à un autre plus élevé dans l'échelle du développement social, le déclin régulier du formalisme s'observe d'une façon constante. La conscience professionnelle devenant plus rationnelle, l'individualisation des membres de l'armée s'accroît et diminue graduellement l'abondance des formules et des cadres de toutes sortes qui jadis enveloppaient de tout côté et de très près les militaires. Ceux-ci devenant de plus en plus les organes conscients et indépendants rendent possible la réduction des commandements et sont moins « agis » et surveillés. Ils deviennent ainsi des sources d'activité originale dans l'accomplissement de leurs fonctions de détail; aux rites et aux pratiques uniformes se substitue la souplesse de la spontanéité indivi-

duelle : cette brève histoire des règlements militaires nous montre, elle aussi, de son point de vue, le tout mécanique se transformant en tout organique.

L'évolution qui a fait naître les caractères distinctifs de l'homme civilisé a donc, aussi, graduellement rendu l'armée actuelle différente de celle d'autrefois.

L'étude de la justice militaire confirmera ces résultats.

II

Passons en revue les diverses formes de pénalité usitées à travers les âges dans les armées des divers peuples, selon l'ordre que nous avons suivi jusqu'à maintenant et dans la mesure où nous le permet la connaissance des faits.

Chez les *Egyptiens*, à l'espion qui aurait divulgué le plan du général, on arrachait la langue. Les transfuges, lorsqu'ils étaient repris, étaient mis à mort et, avec eux, leur famille tout entière. Leur maison était détruite et leurs biens confisqués. Les scènes de bastonnade abondent sur les monuments. Même les officiers pouvaient la recevoir. Un papyrus fait dire à un officier d'infanterie « que le soir quand il rentre au camp, après avoir posé les gardes de nuit, harassé et exténué, il reçoit parfois la bastonnade pour des fautes de peu d'importance » (1).

A *Sparte*, tout citoyen qui négligeait de se présenter au jour de la levée, était noté d'infamie, déclaré incapable d'occuper aucune fonction publique; la loi lui interdisait l'entrée des temples et le privait du droit de cité. Ceux qui abandonnaient leur rang pendant l'action, ainsi que ceux qui jetaient leurs armes ou les livraient, étaient condamnés de même (2). Celui qui périssait en tournant le dos, restait privé de sépulture (3). Les enfants d'un lâche partageaient sa flétrissure et étaient exclus des repas publics. Il y a plus. Les magistrats ordonnaient aux femmes de ne point verser de larmes, de ne

(1) Marcel Poullin. *L'éducation et la discipline militaire chez les Anciens*, p. 33 et 34.

(2) Rocquancourt. *Op. cit.*, t. I, p. 45.

(3) Duparcq. *Op. cit.*, t. I, p. 56.

point pousser de cris et de supporter leur douleur en silence quand leur mari était tombé sur le champ de bataille (1). Comme chez les Égyptiens, la bastonnade était d'un usage fréquent à Sparte. Les chefs frappaient pendant les exercices les soldats indociles et négligents (2).

A Rome, le général était le maître absolu de ses soldats et avait sur eux plein pouvoir de vie et de mort. Les peines étaient rigoureuses. On punissait de mort celui qui abandonnait ou son rang ou son poste, ou son enseigne, celui qui jetait ou vendait ses armes. Les citoyens qui se mutilaient pour se soustraire à l'enrôlement, étaient vendus comme esclaves. Les transfuges étaient punis de mort : ceux qui furent livrés à Scipion, furent mis en croix ou décapités. Fabius Maximus fit couper la main à ceux qu'il se fit remettre ; Scipion Émilien les fit combattre contre des bêtes féroces dans les jeux publics et Paul-Émile les fit fouler aux pieds des éléphants (3). La légion de Campanie avait, sans ordre, saccagé Rhegium. Les 1 000 hommes qui la composaient, furent conduits à Rome et le peuple condamna la légion à périr tout entière. La sentence fut exécutée à la lettre. Le Sénat défendit de verser des larmes (4). Si la même faute était commise par plusieurs soldats, le tribun tirait habituellement au sort parmi les coupables et un dixième d'entre eux était ainsi désigné pour le châtiment. Ceux-ci étaient condamnés à la bastonnade, les autres recevaient de l'orge au lieu de froment et campaient en dehors du camp, exposés aux ennemis. La bastonnade se donnait de la manière suivante. Le tribun ne faisait que toucher le condamné avec un bâton. Ensuite, tous les légionnaires le frappaient à coups de bâton et de pierre. Le plus souvent, le malheureux succombait au milieu du camp rassemblé. Celui qui survivait à ce traitement, ne pouvait pas retourner dans sa patrie et aucun de ses amis n'osait le recevoir dans sa demeure. Le même supplice était réservé à l'officier subalterne qui omettait d'avertir

(1) Marcel Poullin. *Op. cit.*, p. 70.

(2) Dupareq. *Op. cit.*, t. I, p. 57.

(3) Rocquancourt. *Op. cit.*, t. I, p. 77.

(4) Marcel Poullin. *Op. cit.* p. 74.

en temps utile celui qui était chargé de la ronde, et au chef d'escadron qui ne transmettait pas la consigne au chef d'escadron suivant. La bastonnade était infligée à quiconque volait dans le camp, ainsi qu'aux faux témoins, à ceux qui abusaient de leur corps, ou qui avaient été punis trois fois pour la même faute (1).

Durant les longs siècles du moyen âge, la justice militaire et la justice civile ont été confondues. On ne trouve en *France* les premiers rudiments d'une législation militaire qu'à partir de Philippe III, sous le nom de cours prévôtales. Mais le tribunal suprême et unique, composé d'un connétable et des maréchaux de France, ne connaissait guère que des accusations portées contre les gentilshommes (2). En l'absence de règlements généraux concernant la justice militaire, les maréchaux en faisaient paraître pour leur armée. On ne trouve pas trace de règlements de ce genre antérieurs à celui que le maréchal de Brissac publia au commencement de novembre 1551 :

« Que nul ne soit si hardi de blasphémer le nom de Dieu ni de la Vierge, sous peine, pour la première fois, de chevaucher le canon et pour la deuxième, d'avoir la langue percée;

« Que ceux qui déroberont ou souilleront les églises, soit en marchant ou aux prises des villes, soient punis de mort, comme aussi tous les violateurs de filles ou femmes;

« Que nul n'ait à piller ou saccager les villages ou cassines soit en marche, soit en séjournant, courir aux poules ou prendre vivres à son hôte ou aux vivandiers, si ce n'est en payant de gré à gré, et moins de prendre fourrages, si ce n'est lorsque l'armée campera, le tout sous peine d'être passé par les piques;

« Que celui qui abandonnera l'enseigne ou le rang qui lui aura été ordonné sans congé du général ou du capitaine, qui ne se trouvera ou ne se tiendra à sa garde, ou n'ira au guet selon le commandement qui lui aura été fait, soit publiquement dévalisé et banni;

(1) Polybe. Liv. VI, 37 et 38.

(2) Rocquancourt. *Op. cit.*, t. II, p. 38.

« Que nul ne soit si hardi d'avoir accès, familiarité, amitié ou intelligence, soit de bouche, soit par lettre ou autrement, avec les ennemis, sous peine de mort, sauf s'il ne lui est permis par le général;

« Celui qui, lorsqu'il y aura une alarme, faudra à se rendre à son enseigne, sera puni à l'arbitrage du capitaine ou du colonel;

« Les capitaines de gendarmerie, de cavalerie et d'infanterie ne recevront en leur compagnie les soldats partis d'une autre, s'ils ne font apparoir du congé de leur capitaine et sans lequel nul ne le pourra abandonner, sous peine arbitraire de la part du général;

« Que nul ne soit si osé de viser ou tirer après que la garde sera assise, sous peine du canon; que nul n'ait à provoquer son compagnon, ni à donner un démenti, ni à mettre la main aux armes soit dans le logis du général ou au corps de garde ou même dans l'armée lorsqu'elle campe, sous peine de mort; que tous les mutins et séditeux soient capitalement punis comme aussi seront ceux qui enfreindront les passeports, sauvegardes et sauf-conduits du général, qui n'entend qu'autres que les siens soient bons;

« Chacun obéira au maréchal de camp en ce qui concerne l'assiette du camp, des gardes et des logis, sous peine arbitraire;

« Que celui qui ira à l'assaut, escarmouche ou autres fonctions militaires sans le commandement ou signal du général ou du capitaine, sera capitalement puni, comme aussi le sera celui qui fuira ou abandonnera son rang; que celui ou ceux qui, en cas urgent et nécessaire, refuseront d'aider aux approches de l'artillerie ou d'aider à la tirer d'un mauvais pas seront cassés et bannis;

« Que les capitaines aient le soin, l'armée marchant en campagne, de donner ordre que chaque soldat enfile en la corde qu'il porte en écharpe autant de pain qu'il lui en faut pour deux repas, sous peine arbitraire.

« Que les capitaines soient soigneux de visiter par chacune semaine leur compagnie pour reconnaître si les soldats sont fournis de tout ce qui est requis pour combattre à toute heure

et même si les arquebusiers ont de poudre, plomb et corde pour la fraction d'un jour, sous peine arbitraire » (1).

Ce règlement est le type de tous ceux qui ont paru à cette époque : c'est pourquoi nous avons cru devoir le citer en entier.

Sous Charles IX, le duc d'Anjou fit paraître un règlement semblable. Le 29 décembre 1570, le roi fit paraître un règlement qui ne diffère pas lui-même de ceux de ses maréchaux (2).

En 1706, existent deux espèces de conseils de guerre : le conseil de garnison pour les corps non pourvus d'une prévôté, et le conseil de régiment pour ceux qui avaient la prévôté (3).

D'après l'ordonnance du 25 mars 1776, les fautes légères contre la discipline étaient punies de coups de plat de sabre ; les fautes plus graves étaient punies du piquet devant le corps de garde et les fautes graves de prison (4). « La punition de coups de plat de sabre souleva un tolle général dans l'armée et dans le public ; elle fit oublier tout ce que le ministre (le comte de Saint-Germain) avait prescrit de bon et d'utile et devint un des plus grands griefs qui furent soulevés contre lui » (5).

Le 1^{er} juillet 1788 parut un règlement sur le service intérieur de l'infanterie. Les fonctions de chaque grade étaient définies et le service de semaine organisé. La peine des baguettes était supprimée. En tête de ce règlement, il est écrit : « L'intention de Sa Majesté est qu'il règne une discipline qui soit à la fois ferme, contenue, juste et éclairée ; que d'autre part, les ordres soient toujours donnés avec décence et fondés en raison ou conformes à la loi. — Défend Sa Majesté à tous chefs, quelque grade qu'ils puissent avoir, de jamais se permettre vis-à-vis de leurs subordonnés, aucun propos qui pourrait les injurier ou insulter, se proposant Sa Majesté de punir sévèrement toute transgression qui, en mettant l'offense à la place de la punition, enlève au commandement toute sa

(1) Belhomme. *Op. cit.*, t. I, p. 204-206.

(2) *Ibid.*, t. I, 267, 268.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 419, 420.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 350.

(5) *Ibid.* t. III, p. 352.

dignité. — Entend Sa Majesté que cette bienséance ait lieu des officiers aux bas-officiers et soldats en sorte que ceux-ci ne soient jamais ni tutoyés, ni injuriés, ni maltraités par eux; qu'enfin les officiers les conduisent, les dirigent et les protègent en toute occasion » (1).

En 1790, du 14 au 22 septembre, l'Assemblée constituante s'occupa de la discipline et de la justice militaires. Elle adopta les dispositions suivantes : Toute faute contre la discipline entraînera une punition prononcée contre le délinquant par ses supérieurs, à charge d'en rendre compte dans les vingt-quatre heures. Le commandant de corps pourra restreindre, infirmer ou augmenter les punitions prononcées par les militaires sous ses ordres, mais sans pouvoir s'écarter des règles fixées pour la nature ou la durée des punitions. Tout subordonné puni devra obéir et se soumettre à la punition; il pourra seulement alors formuler une réclamation près du conseil de discipline. Les punitions seront, pour les soldats : les corvées de la chambre, du quartier ou de la place; la consigne aux portes de quartier ou de la ville, pendant deux mois au plus; la salle de police pendant un mois au plus; la boisson d'eau pour les ivrognes, jusqu'à concurrence d'une chopine, pendant trois jours, à l'heure de la garde montante, et sans préjudice des autres punitions qui pourront être prononcées; la prison pendant quinze jours au plus : le pain et l'eau ne pourront être prescrits que trois jours par semaine; le piquet, pendant une heure par jour, pourra être infligé avec la prison; le cachot pendant quatre jours, au pain et à l'eau; les punitions seront pour les sous-officiers et les caporaux : la consigne pendant deux mois; les arrêts simples dans la chambre pendant un mois; la salle de police pendant un mois; la prison pendant quinze jours; le cachot pendant quatre jours. Les punitions pour les officiers seront : les arrêts simples pendant deux mois; les arrêts forcés pendant un mois; la prison militaire pendant quinze jours. Il y aura dans le régiment un conseil de discipline pour prononcer sur les plaintes des subordonnés contre leurs chefs. Le conseil siégera en public. Aucun mili-

(1). Belhomme. *Op. cit.*, III, p. 422.

taire ne pourra être condamné à une peine afflictive ou infamante sans un jugement d'un tribunal civil ou militaire. Tout officier ou soldat sera, pour un délit civil, jugé par les juges ordinaires, excepté à l'armée où le tribunal militaire sera le seul compétent. Les délits militaires seront jugés par les cours martiales (1).

Une loi du 9 juin 1857 modifia le code de justice militaire en réglant l'organisation des conseils de guerre et les composant de sept juges. Le grade des juges variait selon le grade de l'accusé. L'appel des jugements des conseils de guerre était porté devant des conseils de revision, composés de cinq membres. Les peines encourues pour les crimes étaient : la mort, les travaux forcés, la déportation, la détention, la réclusion, le bannissement et la dégradation militaire; pour les délits : la destitution, les travaux publics, l'emprisonnement et l'amende (2).

Ce code, modifié dans un certain nombre de ses articles par la loi du 18 mars 1875 apparaît en France aujourd'hui comme une institution démodée et la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, dans son rapport sur le projet de suppression des conseils de guerre, s'exprime ainsi : « Pour ne se placer qu'au point de vue de la répression pénale, il est évident qu'il n'y a plus d'harmonie entre l'organisation actuelle de l'armée et le système de la justice militaire institué par les lois de 1857 et de 1858. Il importe de remanier celui-ci. Mais aussi devons-nous mettre tous nos soins à réaliser une réforme qui, en donnant les plus larges garanties aux droits imprescriptibles de l'individu, puisse se concilier avec le maintien de la discipline (3) ».

*
* *

Quelque imparfait que soit l'exposé que nous venons de donner de la justice militaire à travers l'histoire, il fait néanmoins ressortir à grands traits l'influence exercée par l'évolution

(1) Belhomme. *Op. cit.*, t. III, p. 440, 443.

(2) *Ibid.*, t. V, p. 378, 379.

(3) Chambre des députés. Neuvième législature, session de 1907. N° 920.

sociale sur le mouvement de la pénalité dans l'armée. Si l'on regarde en arrière, on voit facilement l'évolution accomplie.

D'une part, les peines perdent de plus en plus l'empreinte de la barbarie : les châtiments, non seulement sont devenus moins cruels, mais ne s'étendent plus au-delà du coupable ; — la peine de mort est devenue moins fréquente ; le nombre des crimes qu'elle châtie a été en diminuant ; elle cède peu à peu la place à la détention qui, à l'origine, n'était même pas comptée dans le catalogue des peines proprement dites ; elle ne s'entoure plus de supplices accessoires ; — et de façon générale, la mutilation, les tortures de toutes sortes sont de moins en moins employées ; les punitions humiliantes, l'infamie, la bastonnade, dont n'étaient pas même exempts les officiers disparaissent progressivement.

D'autre part, tandis qu'au début et pendant longtemps, l'inférieur n'était qu'une chose entre les mains de son chef qui était pour lui un juge souverain et sans appel, à mesure qu'on avance, cette dépendance absolue se transforme en une dépendance déterminée par les ordonnances spéciales et enfin par la loi.

Quelle est la cause de ces variations qui tendent constamment à adoucir la pénalité ? L'explication ne peut pas être trouvée dans l'adoucissement parallèle des mœurs. Car en même temps que les mœurs sont devenues plus humaines, en même temps aussi la conscience publique est devenue, pour ainsi dire, plus susceptible, plus facilement et plus profondément scandalisée par les actes criminels ; et cela aurait dû la conduire à un régime pénal plus sévère (1).

La cause est donc ailleurs. Et c'est dans l'évolution sociale générale qu'il nous faut la chercher. La conscience commune chez les sociétés inférieures dépasse infiniment la conscience individuelle et la domine de telle façon qu'on l'a représentée par une personnalité surhumaine. Dans ce cas, désobéir revêt donc un caractère essentiellement religieux. La culpabilité de lèse-divinité est différente par nature de la culpabilité

(1) M. E. Durkheim. *Deux lois de l'évolution pénale*. *Année sociologique* IV, p. 85, 86. De façon générale, d'ailleurs, pour éclairer tout ce paragraphe, il sera utile de consulter entièrement l'article cité.

de lèse-humanité; l'indignation, et par conséquent la répression, sont nécessairement plus violentes contre le sacrilège que contre un attentat d'un homme envers son semblable.

A mesure que l'histoire avance, la conscience commune régresse, la majesté divine disparaît; il ne reste que les hommes. Il n'y a plus tant de distance entre celui qui est offensé et le coupable. La compassion que nous ressentons pour notre semblable qui souffre ne peut pas être contredite facilement par l'indignation que soulève le manque de respect envers une dignité supérieure de beaucoup à la nôtre. Dans ces conditions, les formes confessionnelles de la criminalité vont naturellement en régressant.

C'est ainsi que la morale sociale se défait de plus en plus de son caractère religieux et la pénalité s'adoucit. La discipline militaire fait de même. Chez les anciens excessivement rude, elle devient de moins en moins oppressive. Cette évolution est lente. A travers le moyen âge tout entier et même bien longtemps après, l'autorité suprême ne représentait qu'un Dieu sur la terre. Ne lit-on pas encore sur les voûtes de la chapelle de Versailles ces mots : *Intrabit templum suum dominator*. Le roi déléguait une parcelle de cette autorité à des fonctionnaires civils et militaires. Les officiers ainsi investis d'une partie de la toute puissance divine avaient droit de vie et de mort sur leurs hommes pour quelque chose que ce fût. Ce pouvoir divin des chefs fut atténué par la réglementation de la justice militaire et presque brisé par la Révolution. Il a pris depuis un caractère temporel de plus en plus accusé.

C'est ainsi que la discipline militaire perd de plus en plus de sa rigueur autoritaire et devient quelque chose de plus humain et de moins violemment imposé. La pénalité elle-même, nous l'avons vu, manifeste à travers son évolution un respect toujours plus grand de l'individu. En cette matière encore nous constatons la concordance de l'évolution militaire et de l'évolution sociale.

Le paragraphe suivant confirmera cette conclusion et la précisera davantage.

III

Le crime est la forme éminente de l'indiscipline. En étudiant les statistiques qui le constatent dans l'armée, il nous sera possible de suivre les variations de la morale professionnelle.

Nous sommes obligés de nous contenter de la statistique criminelle militaire de quelques pays, les données nécessaires nous faisant défaut pour les autres.

TABLEAU VII (1).

Taux des condamnations pour infractions en général
(par millier de militaires)

	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	Moyenne
Prusse.....									14.6	24.8	24.7	21.8	22.4	22.2	23.4
Bavière.....									31.3	32.9	30.1	28.2	29.2	29.2	30.2
Saxe.....									20.0	18.9	18.8	17.0	17.4	16.5	18.1
Wurtemberg									21.4	19.1	16.4	15.9	16.6	19.3	18.1
Allemagne..									24.9	25.0	24.5	29.3	22.4	22.5	23.3
France.....					6.7	6.4	5.9	6.0	7.3	7.0	7.6	10.3	10.0		7.5
Serbie.....	19.0	17.3	16.0	13.4	16.6	23.8	9.4	12.5	13.4	17.3	18.2	22.4	17.0		16.6

Le tableau VII nous montre en gros que le taux moyen des condamnations de militaires est en Allemagne trois fois plus

(1) Les éléments de tous les tableaux que nous donnons sont pris des documents suivants :

a) Pour l'Allemagne : *Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reichs* 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908. Les effectifs sont tirés de *Gothas Almanach* 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907.

b) Pour la France : Chambre des députés, neuvième législature, session de 1907 *Annexe du procès-verbal de la séance du 7 mai*, N° 920, par M. Fernand Labori et N° 921 par M. L. L. Klotz, députés. Les effectifs nous ont été communiqués par l'État-major de l'armée, grâce à M. le colonel Chéré.

c) Pour la Serbie : *Annuaire statistique du Royaume de Serbie*. — Les chiffres que nous donnons ici et ceux que nous donnerons dans la suite, relatifs à la Serbie, ne sont pas ceux que l'on trouve dans l'annuaire précité. En Serbie, pendant les six mois d'hiver, l'on ne garde dans les casernes qu'un quart de l'effectif. En hiver, les 60 soldats rentrés dans le civil ne comptent pas dans la statistique publiée par l'*Annuaire statistique du Royaume de Serbie*. En réalité celle-ci ne porte que sur les 5/8 de l'armée serbe. Pour que nous puissions comparer les chiffres des différents pays entre eux, il nous a fallu redresser ceux de la Serbie

élevé qu'en France et égal à une fois et demie celui des condamnations infligées à des soldats serbes.

Quelle conclusion tirer de ces statistiques?

Pouvons-nous insinuer que la discipline de l'armée allemande est moins forte, parce que nous voyons un nombre de réfractaires à la loi si élevé? Ou, au contraire, faut-il prétendre que la discipline dans l'armée française est plus relâchée, parce qu'on y remarque moins de condamnations de soldats, ce qui porterait à croire à une grande indulgence des chefs envers leurs subordonnés?

Ni l'une ni l'autre de ces deux conclusions ne sont soutenables. Il serait vraiment insensé d'affirmer que la discipline est d'autant plus forte que la proportion de condamnations est plus élevée. Et comment soutenir d'autre part que la discipline faiblit avec le taux des condamnations.

En effet, si nous consultons, pour la France, la statistique des condamnations de militaires classés sous le rapport du titre sous lequel ils sont entrés au service (tableau VIII),

TABLEAU VIII

Taux des condamnations dans l'armée française par millier de militaires classés sous le rapport du titre sous lequel ils sont entrés au service.

	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	Moyenne
Engagés volontaires .	15.8	15.7	11.6	13.0	14.1	14.4	16.5	14.4
Appelés	3.8	3.5	3.8	3.5	4.3	3.7	4.0	3.8
Rengagés	7.9	5.8	4.7	3.8	5.0	3.8	4.9	5.12
Officiers	0.21	0.14	0.21	0.06	0.3	0.18	0.18	0.18

nous voyons que les appelés sont bien moins punis que les rengagés (presque deux fois moins) et que les engagés volontaires (environ quatre fois moins). Or, peut-on admettre que ceux qui, après leur temps de service obligatoire, restent dans l'armée, ou ceux qui y entrent par goût, avant d'avoir atteint l'âge légalement fixé, soient moins disciplinés

que les autres? Ces contradictions sont évidemment inadmissibles.

Comment cependant expliquer les résultats donnés par la statistique développée au tableau VII?

Nous devons d'abord nous faire une idée juste de la vraie nature du crime. Le crime ne doit pas être classé au rang des manifestations morbides; « il est un facteur de la santé publique, une partie intégrante de toute société saine » (1). Comme toute société, toute armée doit avoir sa criminalité propre qui est normale si elle n'est pas au-dessous ou au-dessus du niveau ordinaire. C'est pourquoi nous ne pouvons mesurer la force de la discipline des différentes armées par la comparaison des taux de condamnations sans tomber dans l'absurde.

Le tableau VII nous donne ces taux pour les armées allemande, française et serbe. Si la force respective de la discipline n'est pas une explication, comment rendre compte des différents coefficients de pénalité que nous constatons?

C'est la loi des variations quantitatives de la pénalité établie par M. E. Durkheim qui nous le permettra. D'après cette loi : l'intensité de la peine et la pénalité moyenne sont d'autant plus grandes que les sociétés appartiennent à un type moins élevé et que le pouvoir central a un caractère plus absolu (2).

Appliquée à la pénalité militaire des divers pays, cette loi rend compte des différents coefficients donnés au tableau VII. L'armée française étant celle d'un pays plus avancé dans le développement social que l'armée allemande, le taux des condamnations y est moins élevé que dans l'armée allemande. Le taux de l'armée serbe est pour la même raison beaucoup plus élevé que celui de France. Mais il est inférieur à celui de l'Allemagne, parce que le pouvoir central en Serbie a un caractère moins absolu qu'en Allemagne (3).

(1) V. M. E. Durkheim. *Règles de la méthode sociologique*, chap. III, p. 83,

(2) M. E. Durkheim. *L'année sociologique*, IV, p. 65 et 90.

(3) En Allemagne, le pouvoir de l'empereur repose sur le droit divin. Il gouverne avec son chancelier qui est quasi omnipotent et dépend fort peu du parlement, c'est-à-dire du peuple. En Serbie, le roi est encore héréditaire, mais ses ministres dépendent complètement de la Skoupchtina. En France, le chef du pouvoir exécutif est lui-même électif.

Mais entrons un peu plus dans l'analyse des punitions militaires.

Le crime consiste, nous le savons, dans un acte qui offense certains sentiments collectifs, doués d'une énergie et d'une netteté particulières (1). Dans l'armée, ces sentiments sont de deux sortes : il y a ceux qui intéressent la conscience commune; il y a aussi ceux qui intéressent la conscience professionnelle. Ceux-là correspondent aux infractions de droit commun; ceux-ci aux infractions au devoir militaire.

Voici les résultats statistiques que l'on obtient en distinguant ces deux catégories de condamnations.

TABLEAU IX

Taux des condamnations par millier de militaires pour infractions au devoir militaire.

	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	Moyenne
Prusse.....									15.8	15.7	15.7	13.1	14.8	14.1	14.9
Bavière.....									14.8	16.2	13.6	13.7	14.1	14.8	14.5
Saxe.....									12.9	11.5	11.2	11.1	11.4	10.8	11.5
Wurtemberg									11.3	10.4	7.8	8.8	8.9	11.0	9.7
Allemagne..									15.3	15.2	14.8	13.4	13.7	14.0	14.4
France.....					1.7	1.5	1.4	1.6	1.8	1.5	2.0	2.9	2.8		1.9
Serbie.....	13.4	12.8	12.0	10.4	12.5	17.4	7.0	8.3	9.6	12.5	14.4	14.6	11.4		12.0

TABLEAU X

Taux des condamnations par millier de militaires pour infractions de droit commun.

	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	Moyenne
Prusse.....									9.2	9.1	8.9	7.9	8.3	7.8	8.5
Bavière.....									16.4	16.8	16.5	14.5	15.1	14.5	15.6
Saxe.....									7.1	7.4	7.5	5.9	6.0	5.7	6.6
Wurtemberg									10.1	8.7	8.6	7.1	7.7	8.3	8.4
Allemagne..									9.6	9.8	9.7	6.9	8.9		8.9
France.....					5.0	4.9	4.5	4.4	5.5	5.5	5.6	7.4	7.3		5.6
Serbie.....	7.2	4.5	3.8	3.0	4.2	6.2	2.4	4.0	3.7	4.8	3.8	7.7	3.7		4.6

Avant d'examiner ces tableaux et d'en tirer les conclusions qui nous paraîtront s'en dégager, il nous faut faire, sur les

(1) M. E. Durkheim. *De la division du travail social*, p. 48.

chiffres que nous donnons, quelques remarques qui nous expliqueront les différences trop grandes entre les coefficients d'un même pays. Ces remarques s'appliquent surtout au tableau IX qui donne le taux des condamnations pour infractions au devoir militaire.

Pour la France, tandis que de 1898 à 1904 le taux des condamnations pour infractions au devoir militaire varie entre 1,5 et 2, il s'élève brusquement pour les années 1905 et 1906 à 2,9 et 2,8. Pour expliquer un tel relèvement, il est nécessaire de se rappeler que ces années sont celles où ont eu lieu les inventaires.

De même pour la Serbie, depuis 1900 jusqu'à 1905, dans les trois premières années de cette période, le taux des condamnations de soldats pour infractions au devoir militaire n'atteint pas 10, tandis qu'il s'élève à 12,5, 14,4, 14,6 dans les trois années qui suivent, marquant ainsi dans notre statistique la période troublée qui accompagna la tragédie de Belgrade en 1903, le contre-complot de Nich en 1904 et de Kragouïevatz en 1905. Le taux des condamnations en 1906, tout en s'abaissant, reste supérieur à 10; c'est qu'après des années de troubles, il faut à la discipline un certain temps pour se rétablir.

En période moyenne, lorsqu'aucun trouble ne fait élever le taux des condamnations, le coefficient moyen pour la France peut être considéré comme étant de 1,6 et celui de la Serbie de 10 environ.

Cela dit, nous pouvons passer à l'examen de nos tableaux. Cet examen nous permet d'en tirer quelques sérieuses constatations. On punit en Allemagne pour infractions de nature militaire sept fois plus qu'en France. Quant au coefficient de la Serbie, il est un peu supérieur aux deux tiers de celui de l'Allemagne.

Arrêtons-nous un peu sur ce fait caractéristique. La majeure partie des infractions commises par des militaires français n'intéresse pas directement l'armée; ce sont des infractions de droit commun, c'est-à-dire la désobéissance aux lois civiles. Dans l'armée allemande, tout au contraire, les infractions au devoir militaire sont plus fréquentes.

De plus, tandis que la proportion des condamnations pour infractions au devoir militaire dépasse en Allemagne considérablement celle de l'armée française, les chiffres qui expriment la proportion des condamnations pour les infractions de droit commun ne sont pas trop différents pour les deux pays. Ce qui rehausse le taux moyen allemand; c'est le coefficient des condamnations de nature militaire.

Il y a là un fait particulièrement significatif et dont nous voulons tenter l'explication.

Si, en France, les condamnations de militaires pour infractions au devoir militaire sont si peu nombreuses, c'est que, dans une grande mesure, la discipline militaire se confond avec la discipline sociale; c'est qu'il n'existe plus dans le pays deux corps profondément distincts, d'un côté le peuple et de l'autre l'armée; ils se sont mêlés, ils ne sont, pour ainsi dire, qu'un. Lorsque l'on dit que l'armée est devenue nationale en France, ce n'est pas là une phrase vide de sens ou qui signifierait simplement que tous les hommes sont soldats; c'est la constatation que l'armée et la nation se confondent, que leur morale et leur discipline coïncident presque parfaitement, qu'à côté de la conscience sociale qui guide tous les individus du pays, il n'y a pas pour les soldats une conscience professionnelle propre à l'armée et profondément distincte.

Ne voit-on pas, en effet, l'application de lois auxquelles étaient d'abord soumis les seuls citoyens, s'étendre peu à peu aux militaires? La loi du 15 juin 1899 établit chez les militaires l'instruction contradictoire; celle du 2 avril 1901 leur applique la déduction de la prison préventive; celle du 11 juin 1901 leur accorde le système des circonstances atténuantes; celle du 28 juin 1904 leur étend le bénéfice du sursis; celle du 17 avril 1906 supprime le conseil de révision (juridiction d'appel des conseils de guerre) et enfin des projets portent suppression des compagnies de discipline et des conseils de guerre. Ces lois placent de plus en plus les soldats, tant au point de vue de la procédure et de la compétence des tribunaux, qu'au point de vue des peines et de leur application, sur le même pied que les autres Français.

En Allemagne, au contraire, l'armée continue à être un corps distinct du reste de la société. Elle a le caractère d'une caste, surtout par la nature de son corps d'officiers recruté encore en grande majorité parmi l'aristocratie. Comme telle, l'armée allemande est très forte par ses traditions, tient beaucoup au passé, garde ses rites et son vieil « esprit de corps ». Il y a, jusqu'à un certain point, deux consciences, deux morales, deux disciplines : les unes purement professionnelles, propres à l'armée, les autres sociales. D'un côté, le caractère aristocratique des chefs qui leur donne une prépondérance exceptionnelle sur leurs inférieurs ; de l'autre, la force des habitudes qui résistent et rendent le milieu peu accessible aux changements. Ces conditions font nécessairement que les punitions militaires sont d'une intensité plus grande et plus nombreuses.

Mais si cette explication est vraie, elle ne paraît pas suffisante pour rendre compte de la différence si considérable qui existe entre le taux de l'armée française et le taux de l'armée allemande. Il semble qu'il y ait une autre cause qui s'ajoute à celle que nous venons d'invoquer et qui augmente d'une façon si notable le coefficient de l'armée allemande. Il se peut, en effet, que l'institution militaire, telle qu'elle existe en Allemagne, ne réponde plus aux aspirations de la société allemande ; que celle-ci ne se soumette plus facilement à la morale professionnelle telle qu'elle est. C'est une crise. Ce qui reste à l'armée allemande du caractère de caste, et pour le moins, son caractère étroitement corporatif font que la conscience professionnelle militaire et la conscience sociale n'ont pas évolué *pari passu*. Il y a entre elles, en Allemagne, un écart qui n'est nulle part ailleurs aussi considérable et qui donne à leur choc plus de violence, lorsque le moment est venu où elles doivent entrer en contact. Et c'est ce heurt qui explique le grand nombre de punitions pour infractions au devoir militaire que nous ne constatons pas dans l'armée française.

Certes, tout ce que nous venons de dire n'est pas appuyé sur notre statistique. Celle-ci est trop courte : elle ne porte que sur quelques années, alors qu'il nous faudrait pouvoir étudier une période de plusieurs dizaines d'années. Il fau-

draît, en effet, que nous voyions s'élever le coefficient des condamnations de militaires pour infractions au devoir militaire à mesure que grandit la distance entre la conscience sociale qui évolue sans cesse et la conscience professionnelle de l'armée qui s'efforce de rester identique à elle-même et immuable. Nous n'avons pu nous procurer les chiffres nous permettant d'établir une telle statistique. Néanmoins, tout ce que nous savons de l'armée allemande et tout ce que, chaque jour, nous apprenons qui s'y passe, paraît confirmer l'explication que nous proposons.

En tout cas, ce qui précède suffit à rendre compte des variations de la discipline militaire et de sa nature différente d'un peuple à l'autre, suivant le degré de leur développement social.

Si nous constatons une plus large application des condamnations dans une armée, ce n'est pas pour en conclure que la discipline y est plus ou moins relâchée, mais seulement qu'elle n'est pas de même nature. L'examen que nous venons de faire de la criminalité militaire nous a servi à montrer que la morale professionnelle a une tendance à évoluer dans le sens de la morale sociale. A mesure que les idées individualistes prennent dans un pays déterminé une plus grande importance, que l'intérêt de l'humanité et de la plus grande justice sont réclamés plus unanimement, le respect pour la dignité individuelle s'accroît. Cette tendance ne manque pas de se manifester à la caserne. De même que la morale sociale se dépouille de plus en plus de son caractère divin, de même, sous la même pression, la discipline militaire se transforme à son tour. La distance qui séparait autrefois le pouvoir suprême des chefs subalternes et ceux-ci des soldats diminue; la hiérarchie ne fait pas que ses différents membres cessent d'être des hommes.

Ainsi, à mesure que le caractère de l'armée qui tenait trop au passé et à l'autorité surhumaine s'efface, faisant progressivement place à un esprit plus humain, la pénalité tend de plus en plus à se limiter dans son application aux seuls attentats contre les individus, tandis que les infractions contre la conscience collective, commune et professionnelle,

vont en regressant et le taux moyen des condamnations qui les répriment en s'affaiblissant.

Le suicide dans l'armée nous démontrera encore une dernière fois cette même évolution dans le sens de l'accroissement de la personnalité.

IV

Un résultat naturel de l'éducation militaire, résultat vers lequel elle tend d'une façon consciente, c'est le mépris de la mort. L'éducation morale du soldat se poursuit surtout dans ce sens : on cherche à développer en lui l'esprit de sacrifice et d'altruisme. Qu'on se rappelle la magnifique définition du soldat que donnait Kléber à ses hommes lors de la traversée du désert de Damanhour : « Être soldat, c'est, quand on a faim, ne pas manger; quand on a soif, ne pas boire; quand on ne peut plus se porter soi-même, porter ses camarades blessés. »

Or, le mépris de la mort peut se traduire de deux manières : ou bien il s'agit de lutter dans le combat, et c'est la bravoure, qui fait tuer la moitié d'un régiment pour que l'autre moitié emporte une position; ou bien, sous une forme différente, c'est le penchant au suicide. On a envisagé dans un autre chapitre les résultats que donne l'étude comparée des pertes des vainqueurs et de celles des vaincus. Recherchons ce que peut signifier le suicide militaire, et quelles conclusions il peut nous fournir.

Mais, d'après notre principe général qui veut que l'armée, dont les éléments font partie du corps social, ne puisse échapper à l'évolution de la société, l'esprit militaire doit se transformer en même temps que se transforment les manières d'être et de penser de la société. Nous devons donc, en étudiant le suicide dans l'armée, avoir constamment devant l'esprit les résultats que donne l'étude du suicide en général (1).

(1) L'étude la plus complète que nous trouvons sur cette matière est celle de M. Durkheim, auquel nous empruntons les faits que nous citons, et, dans une large mesure, les conclusions à en tirer. On fera bien d'ailleurs de se reporter, pour le

On constate d'une manière générale aujourd'hui que chaque année ce nombre de suicides parmi les militaires est proportionnellement très supérieur au nombre des suicides parmi les civils du même âge. Quelles que soient, en effet, d'une nation à l'autre, les différences qui se manifestent dans la proportion qu'on peut établir, le fait est constant; que le nombre des suicides militaires ne soit en France que de 25 p. 100 supérieur au nombre des suicides civils, alors qu'il l'est de 900 p. 100 en Autriche, il n'en reste pas moins que la profession militaire exerce une influence décisive sur l'aptitude au suicide des individus.

Non seulement le nombre des suicides parmi les militaires est plus important que parmi les civils, mais cette différence en plus augmente, lorsque le nombre des suicides civils diminue. Ainsi, de 1871 à 1875 on comptait annuellement en France 150 suicides par million d'habitants dans la population civile et seulement 1,3 fois plus de suicides dans l'armée; en Prusse, pour 133 suicides par million de civils, il y avait 1,8 fois plus de suicides dans l'armée; en Angleterre, en 1876, on comptait 73 suicides par million de civils et 2,2 fois plus de suicides militaires. Si donc les chiffres de suicides militaires ne varient pas comme les chiffres des suicides civils, c'est que, d'une façon générale, ils ne dépendent pas des mêmes causes, ou que, du moins, procèdent d'un état d'esprit et de conditions d'existence différents. Il doit en résulter, *à priori*, que plus l'esprit professionnel sera fort dans une catégorie quelconque d'individus, plus le nombre des suicides sera grand dans cette catégorie. Voyons si les faits vérifient cette hypothèse.

Une idée qui se présente de suite à l'esprit, surtout à notre époque, c'est que le métier militaire avec sa discipline stricte, avec son aspiration continuelle au sacrifice de la personnalité individuelle doit sembler dur, surtout dans les premiers temps. On cite fréquemment des exemples de jeunes soldats qui ne cessent de se lamenter durant les premiers mois de régiment. Dans la suite, l'habitude vient et l'on se soumet à la disci-

détail, à son ouvrage, en particulier au chap. IV du livre II, le suicide altruiste paragraphe II, pages 247 et suivantes.

pline, à la rudesse du métier, qui paraît de moins en moins pénible. Il semble donc que le nombre des suicides doit être proportionnellement plus grand parmi les soldats qui sont au service depuis peu, et aller ensuite en diminuant. Il n'en est rien (et ce fait nous permet d'écarter en passant l'idée que le suicide militaire pourrait tenir au dégoût du métier); dans l'armée française, par exemple, on compte 28 suicides pour 100 000 soldats ayant moins d'un an de service, et 76 parmi ceux qui ont de 7 à 10 ans de présence au régiment. Mais, dira-t-on, le nombre des suicides augmente aussi avec l'âge dans le civil. Cela est vrai; mais dans l'armée, ce nombre augmente d'une façon beaucoup plus rapide : en dix ans, il triple dans l'armée, tandis que dans le civil, pour une période correspondante, il passe seulement de 237 à 394 (France). Il y a sans doute une restriction à faire, c'est que dans les premiers mois de service, et même pendant toute la première année de service, le nombre des suicides est supérieur au nombre des deux années suivantes; mais après celles-ci, l'augmentation se continue régulièrement. Donc, il y a une relation entre le plus long séjour à l'armée et la plus grande aptitude au suicide.

Des considérations assez fortes devraient cependant nous amener à penser que le groupe solidement constitué qu'est l'armée, encadrant étroitement l'individu, restreindrait dans de sensibles proportions l'aptitude au suicide. L'individu, bien qu'à la vérité célibataire, se trouve dans l'armée retenu par toutes sortes de liens qui sembleraient devoir le prémunir contre le suicide. Nous venons de constater que cette attente est déçue, et même d'autant plus qu'avec le temps l'esprit militaire a dû pénétrer davantage chez chaque soldat.

Pour des raisons analogues, ceux qui ont pour mission d'assurer la cohésion de l'armée, c'est-à-dire les gradés, officiers et sous-officiers, qui doivent incarner au plus haut degré et, en tout cas, plus complètement que leurs hommes l'esprit militaire, sembleraient devoir échapper davantage à cette tendance générale au suicide. Mais, ici encore, il apparaît que précisément les progrès que constatent les grades de l'esprit militaire dans l'individu sont une circonstance

aggravante. Car justement le taux des suicides d'officiers, et surtout de sous-officiers, est beaucoup plus élevé que le taux des suicides d'hommes de troupe; il peut même être triple pour les sous-officiers. De même, chez les engagés volontaires et les rengagés, que l'on peut considérer comme ayant « la vocation militaire », les chiffres montrent une aptitude au suicide plus développée que chez les appelés. S'il en est ainsi, on voit se préciser notre première idée, que plus l'esprit militaire est développé, plus l'est aussi l'aptitude au suicide.

Ce qui caractérise l'esprit militaire, c'est, avons-nous dit, une tendance à l'oubli de sa propre personnalité qui se traduit par l'esprit de sacrifice et, en même temps, par l'esprit de discipline. Or si nous classons les catégories de militaires, d'après leur aptitude au suicide, nous trouvons (1), que ce sont les sous-officiers qui se suicident le plus, ensuite les officiers, enfin les soldats. Or, justement, n'est-ce pas là le classement qu'on pourrait faire en ce qui concerne l'acceptation plus ou moins complète de la discipline, entendant par là l'effacement habituel de la personnalité devant la règle? Le sous-officier applique les ordres qu'on lui donne sans les discuter, parfois même sans chercher à les comprendre; il doit avoir sans cesse présents à l'esprit tous les règlements militaires qui s'appliquent aux plus petits détails : tout finit par se traduire pour lui en consignes et en règlements. L'officier, par contre, s'il doit appliquer les mêmes prescriptions, exécuter les mêmes ordres que le sous-officier, est plus autonome, et garde une certaine part d'initiative qu'on s'efforce, du reste, de développer de plus en plus. Quant à l'homme de troupe, il obéit au règlement, mais son obéissance demeure passive, en ce sens que le règlement reste pour lui quelque chose d'extérieur; le gradé vit pour faire observer les règlements, le soldat vit en les observant : l'un rend le règlement en quelque sorte vivant et lui donne une existence pour ainsi dire matérielle, l'autre l'accepte purement et simplement; en ce sens, le soldat est

(1) V. les chiffres donnés par M. Durkheim, *Op. cit.*, p. 253.

un « individu » plus indépendant que son sous-officier, et même que son officier. Le soldat échappe plus au règlement que l'officier qui y échappe lui-même plus que le sous-officier : il échappe par conséquent davantage à l'esprit militaire dans ce qu'il a de plus rigide et d'imposé du dehors. De plus, tandis que les officiers et (ordinairement) les sous-officiers sont soldats par vocation et par métier, l'homme de troupe est soldat par obligation, et il a généralement une certaine tendance à résister à l'esprit militaire et à s'y soustraire autant qu'il peut. Il semble donc que c'est dans la mesure même où les militaires forment un organisme spécial dans lequel l'individualité est à son minimum, qu'ils ont une aptitude plus ou moins grande au suicide. Dans ce sens, l'aptitude au suicide dans l'armée apparaît comme une survivance de l'état d'esprit et de la constitution des sociétés primitives, où M. Durkheim a montré un semblable penchant au suicide, correspondant à l'effacement de l'individu devant des règles ou des usages imposés du dehors par le milieu dans lequel il vit.

Ce qui distingue le suicide dans ces sociétés, c'est qu'il correspond toujours à un état fort et défini de la conscience commune : sentiment vif de l'honneur pour les guerriers danois, goths et wisigoths qui aiment mieux se tuer qu'attendre la mort par la vieillesse ou la maladie, attachement au mari pour les femmes du Bengale qui se suicident à la mort de leur époux, attachement au supérieur pour les Gaulois, les Achantis qui ne survivaient pas à leur chef. Dans tous ces cas, le suicide n'est pas un droit que s'arroe l'individu, c'est un devoir que la société lui impose, un ordre qu'elle lui donne dans certains cas déterminés. Et, ce qui est remarquable, c'est que la société impose ainsi le suicide en vue de ses fins à elle : si elle force la femme, si elle force les subordonnés du défunt à se suicider, c'est qu'elle veut avant tout marquer la force des liens qui unissent entre eux tous ses membres ; si les vieillards se suicident, c'est que la vieillesse les rend inutiles à la tribu ou au clan. On voit donc que l'individu compte pour bien peu de chose dans un tel genre de suicide : d'où le nom de suicide altruiste, par opposition au suicide égoïste

qui tient au contraire à un excès d'individualisation. Or ce qui précède montre bien que le suicide militaire est un cas particulier de suicide altruiste.

Ce résultat ne va-t-il pas à l'encontre de l'effort que nous faisons pour mettre en évidence l'évolution de l'armée parallèlement à l'évolution de la société dans son ensemble? D'un côté, en effet, c'est le suicide altruiste qui caractérise l'armée; c'est au contraire le développement de l'individualisme qui marque notre société, c'est la croyance toujours plus vive à la valeur propre de la personnalité humaine, c'est-à-dire que, dans notre société, les causes de suicides que M. Durkheim appelle égoïstes, prédominent.

Certes, si l'on s'en tient aux faits du présent, à savoir que les militaires montrent une aptitude au suicide plus grande que celle des civils, il semble que l'armée soit condamnée à rester ce qu'elle est, tant qu'elle subsistera. Mais, même en s'en tenant aux chiffres actuels, on voit que la proportion qui s'établit entre les suicides militaires et les suicides civils varie d'un peuple à l'autre. Or, étant donné que, dans une même société, les facteurs possibles de suicide sont les mêmes pour les militaires que pour les civils, sauf un seul qui est l'esprit militaire lui-même, c'est bien aux variations de celui-ci que tiennent les variations du rapport entre suicides civils et suicides militaires dans les diverses sociétés. Si la différence entre l'aptitude au suicide des militaires et celle des civils est moins grande en France qu'en Autriche, c'est que ce vieil esprit militaire d'effacement de la personnalité devant la règle est moins développé en France qu'en Autriche. Or, disons-nous, l'armée évolue dans le même sens que la société tout entière. Et justement, en France, les idées démocratiques si puissantes dans ce pays pénètrent de plus en plus dans l'armée; l'individu à la caserne voit sa personnalité de plus en plus respectée, de même que dans la société civile. Et dans tous les pays où l'on remarque de même les progrès de l'esprit démocratique, le nombre des suicides militaires va diminuant, en France (1862, 630 cas pour un million; 1890, 280), en Allemagne (1877, 707; 1890, 550), en Prusse (1877, 716; 1893, 457), en Belgique (1885, 391; 1891, 185), en Italie

(1876, 431; 1892, 389), en Angleterre (1876, 217; 1892, 210), en Autriche (1876, 1 277; 1890, 1 209). « Il s'est produit dans tous ces pays un recul du vieil esprit militaire. A tort ou à raison, ces habitudes d'obéissance passive, de soumission absolue, en un mot d'impersonnalisme, si l'on veut nous permettre ce barbarisme, se sont trouvées de plus en plus en contradiction avec les exigences de la conscience publique. Elles ont, par conséquent, perdu du terrain. Pour donner satisfaction aux aspirations nouvelles, la discipline est devenue moins rigide, moins compressive de l'individu » (1).

Pourtant, dira-t-on, le nombre des suicides civils va au contraire en augmentant. Sans doute, mais on voit que c'est justement la même cause, le développement des idées démocratiques et individualistes, qui produit cette extension du suicide civil qui est plus particulièrement égoïste, en même temps que le recul du suicide militaire, qui est proprement altruiste. L'évolution de la société civile est plus avancée que celle de l'armée; tandis que dans la société civile les idées ne rencontrent plus guère d'obstacle et que les tendances à l'individualisme exagéré qui produit le suicide « égoïste » se développent sans peine, dans l'armée, au contraire, les mêmes idées démocratiques doivent entamer l'obstacle du vieil esprit militaire et le recul progressif des idées d'effacement de l'individu, cause du suicide proprement militaire, marque au fur et à mesure la victoire des idées démocratiques. Qu'il y ait un retard de l'armée sur la société dans l'évolution vers la démocratie, cela n'est pas douteux; mais cette constatation confirme, plutôt qu'elle n'infirme, le fait que l'évolution se poursuit dans le même sens.

V

En résumé, l'étude des règlements militaires, de la pénalité et du suicide dans l'armée démontre que l'évolution sociale a produit le même effet dans la vie interne de l'armée que dans

(1) M. E. Durkheim. *Le suicide*. p. 259, 260.

ses manifestations proprement guerrières. L'hypercentralisation qui assujettissait tout dans des cadres étroits, perd de sa rigueur; les règlements qui d'abord empêchaient que rien ne s'accomplît sans commandement et prescrivaient minutieusement la position, les mouvements de chaque partie du corps; la cadence et la régularité des allures, etc... libèrent peu à peu les militaires de tout ce formalisme et de tout ce conformisme. De plus en plus, le commandement se borne à préciser seulement le but, laissant le choix des moyens aux subordonnés; il cède de plus en plus la place à la spontanéité individuelle et finit par la solliciter même, en recommandant « de respecter et de développer l'initiative de chacun » (1). L'évolution pénale traduit le même phénomène. A mesure que la conscience commune et professionnelle devient moins concentrée et plus dispersée, elles sont moins sensibles à tout ce qui les offense et moins brutales dans leurs réactions, les réprobations plus modérées et moins nombreuses. L'étude du suicide, à son tour, amène aux mêmes conclusions. Elle montre à la fois que la propension au suicide est une caractéristique de la morale militaire qui ressemble en cela à celle des sociétés primitives et que le nombre des suicides militaires diminue progressivement dans tous les pays à mesure qu'ils évoluent dans un sens démocratique. Cela revient à dire que le vieil esprit militaire, caractérisé par l'effacement de l'individu devant le groupe, disparaît peu à peu et laisse la place à une discipline moins compressive et qui tient plus de compte de la vie individuelle des membres de l'armée; à la place de l'autorité quasi religieuse s'introduit une discipline moins violente, moins dure et plus généreuse.

Cette même évolution qui, à travers l'histoire, a donné un caractère de plus en plus individualiste aux formations sur le champ de bataille et aux manières de combattre, n'a pas manqué de se faire sentir dans les relations intérieures de la vie militaire. Et si l'on rencontre une évolution de l'armée parallèle à l'évolution générale de la société à la caserne aussi bien que sur le champ de bataille, c'est que ce phéno-

(1) *Règlement sur les manœuvres de l'infanterie actuellement en vigueur*, page 13, § 7.

mène n'est pas accidentel, c'est qu'il est soumis à une loi générale et inévitable.

Mais les résultats de l'étude de la vie intérieure de l'armée ne sont pas seulement une confirmation de plus de la loi déjà établie dans le chapitre précédent; ils nous permettent de la préciser davantage. En effet, les statistiques des infractions au devoir militaire et des suicides dans les armées des différents pays nous font voir que la morale militaire, tout en ayant une tendance à évoluer dans le sens de la morale sociale, ne la suit pourtant qu'à une certaine distance. Comme une institution à part, entourée de traditions et régie par sa morale propre, l'armée est retenue par sa nature même dans la voie du progrès et sa transformation s'accomplit plus lentement que celle de la société. C'est pourquoi cette loi de l'évolution parallèle peut être formulée ainsi : *la morale professionnelle de l'armée évolue parallèlement à l'évolution de la morale sociale, mais plus lentement qu'elle.*

Selon que les idées individualistes ont dans un pays déterminé plus ou moins d'influence, cette tendance de l'armée à évoluer se fera plus ou moins sentir, se manifestera plus ou moins fortement et l'évolution de la morale professionnelle dans le sens de la morale sociale s'accomplira plus ou moins facilement.

DEUXIÈME PARTIE

LA FORCE DE LA DISCIPLINE MILITAIRE A TRAVERS SON ÉVOLUTION

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

I

L'histoire des idées et des institutions sociales et l'étude de leurs transformations à travers les âges (1) nous permettent d'apercevoir, du premier coup d'œil, dans la société gréco-romaine, dans la société du moyen âge, dans les sociétés des temps modernes et contemporains une évolution vers un idéal démocratique, un progrès constant des idées égalitaires, forme immédiatement perçue de cet idéal : le privilège, sous toutes ses formes qui règne d'une façon générale dans les sociétés anciennes, tend à disparaître de plus en plus dans les nôtres.

La cité grecque assure à tous ceux qui sont citoyens des droits égaux, au moins en théorie. Mais l'étranger, et il faut entendre par là l'homme qui est d'une autre ville, aussi bien que celui qui est d'une autre race, est soumis à des obligations spéciales et est privé de certains droits réservés aux seuls citoyens : ni les métèques à Athènes, ni les périèques à Sparte ne prennent part aux délibérations de l'assem-

(1) Voir sur ce sujet M. C. Bouglé, *Les idées égalitaires*, p. 23, 24 et passim. Et, du même auteur : *La Démocratie devant la science*, p. 2, 3 et passim.

blée, ni à l'élection des magistrats. En outre les Grecs conservent l'esclavage, et, même à l'époque des Socrate et des Platon, on ne songe pas à l'abolir : Aristote lui-même ne comprend pas que les esclaves sont des hommes comme lui. A Rome, déjà, la situation change. A l'origine, sans doute, comme dans les sociétés grecques primitives, le droit de cité complet n'est réservé qu'à un petit nombre ; si la Rome des rois, et des premiers temps de la république, accueille volontiers les vagabonds et les brigands du Latium, les patriciens seuls comptent dans la cité ; mais, après deux siècles de luttes, l'égalité civile et politique s'établit entre patriciens et plébéiens, et tous ne sont que citoyens romains. A l'égard des étrangers, la cité romaine est plus largement ouverte que la cité grecque, et elle le sera de plus en plus ; l'extension du *jus civitatis optimo jure* à toute l'Italie, puis à tout le bassin de la Méditerranée fait bientôt disparaître les anciennes inégalités entre les races. Fait non moins important, sous l'Empire, la plupart des philosophes demandent que l'esclave soit traité en homme ; et si cette nouvelle égalité n'est pas consacrée en droit par la loi, elle tend du moins à s'établir en fait, grâce au relèvement moral des esclaves auquel tendent les riches, à l'appui que les pauvres prêtent aux esclaves, et même au traitement plus doux que leur assure une législation plus humaine : à la fin de l'Empire, l'étranger fait partie de la cité romaine, l'esclave est sur le point d'y entrer.

Comme nous l'avons fait remarquer ailleurs, la société du moyen âge ne continue pas directement l'évolution des sociétés antiques : elle repasse par les mêmes stades ; sans doute, le christianisme commence par condamner l'esclavage ; mais les sociétés chrétiennes et féodales le laissent subsister et le reconstituent dans le servage, qui, sous certains rapports, est aussi dur que l'esclavage primitif. Les barrières entre les états et même entre les cités se relèvent, les castes ressuscitent ; puis l'évolution reprend dans le même sens, et de nouveau, l'égalité tend à s'établir dans tous les domaines. L'égalité devant la loi est aujourd'hui établie dans les pays de civilisation occidentale ; au lieu

que jadis, dans un même pays, la répression d'une faute était proportionnée au rang, à la race, à la religion de son auteur, elle est proportionnée aujourd'hui à la gravité intrinsèque de la faute. De même, les sociétés modernes ont longtemps maintenu, pour l'exercice des fonctions publiques, les prohibitions résultant de la naissance ou de la fortune : les charges étaient alors héréditaires ou vénales; aujourd'hui, par contre, dans un grand nombre de cas, le régime des concours se substitue au régime des castes. Au point de vue politique, l'égalité tend aussi de plus en plus à s'établir; le droit de suffrage est regardé aujourd'hui comme la prérogative caractéristique du citoyen; or, on voit que les conditions de cens exigées pour être électeur deviennent de moins en moins sévères, et par suite, que le plus grand nombre tend à participer au droit de vote : le mouvement démocratique prend dans un grand nombre de pays la forme d'un mouvement vers la conquête du suffrage universel. L'égalité économique, enfin, semble, elle aussi, devoir finir par régner; l'organisation capitaliste de nos sociétés en rend difficile l'établissement; mais, du moins, le souci d'établir des relations fixes entre le capital et le travail est général à notre époque : on cherche à créer un véritable code du travail protégeant également patrons et ouvriers; les législateurs s'occupent de plus en plus des questions de syndicats, de l'arbitrage, du marchandage, des caisses de retraites, etc.... Bref, on voit que les institutions occidentales tendent à former un tout coordonné auquel on donne le nom de gouvernement libéral, et dont la tendance principale est, en somme, l'égalitarisme.

Ici se présente une objection dont la réfutation nous permettra, d'ailleurs, de préciser le sens du concept d'égalité. Si l'on prend le mot égalité au sens abstrait de situation semblable pour tous, il semble que cette égalité ne peut se réaliser que si les activités entre lesquelles on s'efforce de l'établir tendent à devenir identiques; on pourrait donc croire, au premier abord, que l'établissement d'un gouvernement libéral, c'est-à-dire d'un système de rapports entre les individus fondé sur les idées égalitaires, ne saurait se concilier

avec notre idée première de la division du travail social, c'est-à-dire de l'accroissement des différences entre les individus. Mais il est facile de comprendre que ces deux mouvements opposés en apparence, ne sont en réalité qu'un seul et même mouvement qui se présente sous deux aspects différents : non seulement la division croissante du travail, c'est-à-dire l'établissement de différences toujours plus tranchées et plus nombreuses entre les individus, n'exclut pas, mais encore elle réclame impérieusement l'établissement d'un système de gouvernement fondé sur les idées égalitaires bien comprises.

La division du travail rend, en effet, chaque homme plus apte à remplir dans la société telle fonction déterminée, à l'exclusion de tout autre, par là elle accentue les caractères proprement individuels de chacun. On peut dire que, d'une manière générale, chaque homme remplit dans une société démocratique, la fonction à laquelle ses aptitudes personnelles le destinaient; mais en même temps, l'exercice de cette fonction renforce ces aptitudes naturelles et la personnalité de l'homme en question s'accroît, prend un caractère en quelque sorte plus individuel. Et la société aura tout intérêt à ce que cet individu puisse mettre en œuvre toutes les facultés que la nature a mises en lui; pour que la société arrive à son maximum de prospérité, il faut que chaque activité individuelle donne son maximum de rendement : il faut que les facultés qui entrent en jeu soient aussi nombreuses, aussi variées, aussi développées que possible; toute activité ne doit trouver sa limite qu'en elle-même, dans la plus ou moins grande quantité de force dont elle dispose. Mais si, au moment où l'individu veut embrasser telle ou telle carrière, il se heurte à une prohibition résultant de sa naissance, de sa situation de fortune, de ses croyances religieuses, cette barrière l'empêchera de réaliser ce pour quoi il est né, elle empêchera, par suite, la société de profiter des facultés spéciales que lui a départies la nature : il est donc nécessaire que l'individu ne voie pas son activité arrêtée par des barrières qui, dans une certaine mesure, sont artificielles, puisque ce n'est ni la naissance ni la fortune qui donnent tels

ou tels talents particuliers : c'est ainsi qu'on peut considérer aujourd'hui comme oubliée l'idée, si répandue encore à la veille de la Révolution, que la bravoure militaire était l'apanage de la noblesse de naissance. D'autre part encore, la spécialisation des tâches en conférant plus de dignité à chacune d'elles, donnent plus de prix aux individus qui les exercent : de moins en moins, n'importe qui ne peut, du jour au lendemain, accomplir n'importe quelle fonction. Les hommes tendent à devenir égaux et à se considérer comme tels, parce qu'ils tendent à devenir de plus en plus également indispensables.

On voit alors quel genre d'égalité réclame la division du travail. Il ne s'agit pas de cette égalité brutale, extérieure, que pourrait établir, par exemple, pour un instant au moins, un partage égal des richesses. Il s'agit plutôt d'une égalité de droits entre tous les individus. Proclamer que tous les hommes sont égaux, c'est-à-dire que chacun a autant de droit que tout autre à réaliser ce qu'il sent qu'il peut faire; un premier devoir de la société est donc de ne pas entraver les facultés de chacun en imposant à son activité des limites tout extérieures; un second devoir s'impose à elle, c'est de donner à chacun les mêmes facilités de réussite, comme par exemple, en assurant l'instruction intégrale, et surtout en utilisant chacun, suivant ses facultés personnelles. Une telle égalité, bien loin de réclamer l'identité des individus, ne peut au contraire s'établir que dans la mesure même où la division du travail propose un nombre de fonctions assez grand aux diverses sortes d'activités pour que chacune puisse choisir celle qui lui convient le mieux; il suffit que la société assure l'absolue égalité dans les conditions extérieures de la concurrence. Et, comme une rapide revue nous l'a montré plus haut, c'est bien dans ce sens que s'est produite l'évolution de l'humanité vers les idées égalitaires, c'est-à-dire, vers la démocratie. Peut-on assigner une limite à cette évolution, un terme à ce mouvement? Rien ne semble nous le permettre. Le progrès qui s'est produit depuis l'antiquité n'est, somme toute, que le résultat des changements continuels, des transformations répétées qu'a subies le milieu social; pour qu'il y

eût un terme à ce progrès, il faudrait que la cause qui le détermine, disparût et cessât de faire sentir ses effets. Mais si le milieu social a toujours été ainsi en mouvement dans le passé, il n'est peut-être pas téméraire d'affirmer qu'il lui appartient, par sa nature même, de l'être encore dans l'avenir : « si l'idéal est toujours défini, il n'est jamais définitif » (1).

Mais si l'on examine la question de la discipline militaire, et si l'on recherche ce qu'elle devient à travers toutes ces transformations sociales, on ne peut pas ne pas croire que ce progrès de la société est incompatible avec le maintien de la discipline. Et de fait, nous avons démontré que, très certainement, la nature des liens de toute espèce qui constituent la discipline militaire a varié : ne peut-on croire qu'elle s'est affaiblie ? La société, dans son progrès, réclame l'établissement du régime démocratique fondé sur l'individualisme et les idées égalitaires, c'est-à-dire le respect de la personnalité humaine sous toutes ses formes, et, selon une formule heureuse, la considération de l'individu comme une fin et non comme un moyen : or, c'est justement le contraire que semble réclamer la discipline militaire, à savoir : le sacrifice de l'individu à des fins supérieures, et par suite son effacement devant l'autorité. De cette contradiction, il doit résulter : ou bien que la discipline militaire s'est effectivement affaiblie, ou bien que la notion même d'autorité est devenue autre et qu'elle s'est transformée de telle sorte qu'elle n'a cessé de correspondre au progrès des idées égalitaires. C'est ce que nous aurons maintenant à examiner. Mais d'abord, d'après notre thèse générale de l'évolution parallèle de la société et de l'armée, il nous faut d'abord examiner ce que devient cette idée de l'autorité dans la société. Or, ce sont les rapports qui s'établissent entre les membres de la société ou de l'armée et l'autorité qui donnent à la société et à l'armée leur cohésion. La question devient donc d'abord : la cohésion de la société diminue-t-elle par suite du passage de la solidarité mécanique à la solidarité organique ? et ensuite : la cohésion de l'armée et la puissance

(1) M. E. Durkheim. *De la division du travail social*, p. 332.

de la discipline militaire diminuent-elles par suite du passage de la discipline mécanique à la discipline organique?

II

Comme on a pu s'en rendre compte, plus une société est primitive, plus la solidarité qui unit ses membres est mécanique, c'est-à-dire plus elle leur impose des manières de penser et d'agir extérieures à leur activité propre; ou, plus exactement, le genre d'activité réclamée par la société dans laquelle ils vivent, le type social commun absorbe les individus et ne leur permet pas de se conduire d'après ce qu'il pourrait y avoir d'original en eux. Tout est sacrifié à un conformisme étroit, et les prescriptions qu'impose la société sont renforcées par des pénalités sévères qui frappent la moindre faute de l'exil ou de la mort, c'est-à-dire de l'exclusion pure et simple du corps social. On a vu, par contre, que la solidarité organique qui règne de plus en plus par la suite, et le genre de droit qui lui correspond, établissent et règlent les rapports entre les individus; si l'autorité se fait sentir dans ces rapports, c'est seulement pour garantir les clauses des contrats; et les infractions aux conventions n'apparaissent plus comme des crimes contre la société elle-même. Il semble que cet affaiblissement du type collectif au profit des activités individuelles doive forcément affaiblir la cohésion de la société en y introduisant un élément de variété infinie qui risque d'amener le trouble et l'anarchie.

Les faits démentent cette hypothèse. Ce qui démontre, en effet, la force des liens sociaux et la cohésion de la société dont ils assurent l'existence, c'est la facilité plus ou moins grande avec laquelle ils se nouent et se dénouent (1). Or, justement, les sociétés primitives admettent très facilement la sécession d'un ou plusieurs de leurs membres; selon Spencer, « les Kalmouks et les Mongols abandonnent leur chef quand

(1) Les principales idées et les faits de ce paragraphe sont empruntés à M. E. Durkheim. *De la division du travail social*, pages 119-169.

ils trouvent son autorité oppressive, et passent sous un autre » ; chez les Abipones, ce sont des familles entières qui quittent leur chef, et elles le font « sans demander la permission, et sans que le chef en marque son déplaisir ; » les Balondas de l'Afrique du Sud, les Koukis n'ont même pas de résidence fixe et parcourent sans cesse le pays, sans s'arrêter définitivement nulle part. On connaît la facilité avec laquelle les Grecs quittaient leur patrie comme bannis, ou après une trahison ; il est même remarquable que la peine de l'ostracisme fréquemment appliquée dans l'ancienne Athènes soit devenue de plus en plus rare et ait finalement disparu. A Rome, les hommes faits prisonniers par les ennemis étaient, par le fait même, considérés comme ne faisant plus partie de la société.

Par contre, quand s'établit la division du travail, si les liens qui unissent les individus sont imposés avec moins de brutalité, du moins sont-ils infiniment plus étroits et produisent-ils des nœuds beaucoup plus serrés que les autres. C'est que, dans ce cas, chacune des parties de l'agrégat social est complétée par toutes les autres : elle n'est puissante que dans et par l'ensemble des autres parties, qui, de leur côté, ne peuvent se passer d'elle ; si elle s'isole ou s'affaiblit, elle disparaît et tend à faire disparaître les autres ; l'arrêt d'une industrie particulière entrave toutes les autres qui ne peuvent subsister qu'en remplissant elles-mêmes temporairement la fonction qui reste sans titulaire ; les différentes régions d'un pays ne peuvent vivre que toutes ensemble ; une crise qui atteint une région agricole ne laisse pas indifférentes une région minière ou une région industrielle. C'est ce qui rend presque impossible aujourd'hui les annexions brutales : la région annexée qui vivait dans un perpétuel échange avec la mère-patrie, ne saurait se passer des services que celle-ci lui rendait, pas plus que cette dernière ne saurait se passer des services qu'elle recevait de la province perdue ; de là, dans la vie économique du pays des troubles qui, en produisant des haines dans le cœur du vaincu, font que le vainqueur hésite à séparer une région quelconque du groupe auquel elle appartient, dans lequel elle est intégrée.

Inversement, si, dans les sociétés primitives, les liens

sociaux se dénouent facilement, ils se nouent avec la même facilité. Chez les peuples primitifs, les étrangers sont facilement admis sur la présentation d'un membre du clan; il arrive très souvent que les prisonniers de guerre, s'ils ne sont pas massacrés, sont admis dans la tribu; et il est remarquable qu'il ne s'agit pas ici d'une admission à titre de citoyens inférieurs, mais, le plus souvent, d'une véritable adoption qui confère en quelque sorte la nationalité au bénéficiaire. De même les Grecs, qui avaient quitté si facilement leur cité natale, se fixaient avec la même facilité dans les cités rivales, ou même chez les barbares. De même, on peut dire que Rome s'est accrue en accordant le droit de cité à des gens sans aveu, et dans la suite, aux peuples du Latium, puis de l'Italie, puis de tout le monde connu des Anciens. De nos jours, par contre, cette assimilation ne se produit que rarement et difficilement; sans doute, il n'est pas rare de voir un homme se fixer à l'étranger; mais cela ne lui donne pas du tout le caractère national; pour l'acquérir, il faut des formalités longues et minutieuses qui donnent à cette opération une solennité particulière, signe certain de son importance.

Cette différence dans la force réelle des liens que crée la solidarité mécanique et de ceux que crée la solidarité organique est un résultat immédiat de la nature même de ces divers liens. Le lien établi par la solidarité mécanique est tout entier en dehors des individus; quels que soient la valeur propre et le nombre des individus du groupe, la contrainte commune que leur impose la société est toujours la même; si donc cette contrainte modifie leur activité en l'absorbant dans le conformisme, si l'autorité de cette contrainte est tyrannique, c'est justement parce que les individus ne sont pas ce qui en fait la force. Cette contrainte façonne les individus sur un modèle unique; peu importe alors la nature propre des individus ainsi modelés, si même on peut concevoir qu'ils en aient encore une; la solidarité mécanique en fait des unités équivalentes; que l'une de ces unités disparaisse ou soit remplacée par une autre, peu importe, la nature du lien social n'est pas modifiée pour si peu; ce qui le montre, c'est que tant qu'un lien de cette sorte subsiste, il ne subit pas de trans-

formation, ou, du moins, on veut qu'il n'en ait pas subi, car on sent que toute sa force est justement dans cette continuité sans interruption ni changement. La solidarité organique, au contraire, résulte des relations qui s'établissent entre les activités diverses en raison de leur diversité même; la nature de ces relations varie avec les individus qu'elles unissent, avec leur personnalité comme avec leur nombre; faire disparaître un individu, c'est, à la limite, troubler le système de rapports sur lequel repose la société tout entière, parce que cet individu remplit une fonction particulière, et dans la mesure où cette fonction est particulière : s'il manque, quelque chose manque dans la société, une clause du contrat social n'est plus remplie, et la machine risque de s'arrêter; le lien social est ici dans les individus même, chacun étant considéré non plus comme une unité au sens mathématique du mot, mais comme un centre original d'activité.

Il est alors facile de montrer brièvement ce que deviennent dans cette évolution l'autorité et les rapports des membres de l'agrégat social avec l'autorité. On aperçoit de suite que la nature de l'autorité sociale doit changer, si l'on songe que d'abord elle oblige seulement les individus à se conformer au type collectif en appliquant le droit répressif, tandis que dans la suite elle assure et règle la division du travail social, en appliquant le droit restitutif. Dans le premier cas, c'est l'autorité sociale elle-même qui est menacée par le crime ou par le simple délit, et la répression qu'elle exerce est une œuvre de défense personnelle; dans le second cas, c'est l'individu qu'elle fait respecter, et les sanctions qu'elle applique au nom de la société tout entière ont seulement pour but de faire rendre à chacun ce qui lui est dû. Quant à la manière dont l'autorité sociale exerce ces fonctions, c'est-à-dire quant à la nature de cette autorité, on voit du même coup quelle évolution elle subit. Si cette autorité est d'abord plus tyrannique et plus brutale, elle tend par la suite à prendre une importance de plus en plus grande : plus oppressive au début, l'autorité devient ensuite plus centralisée. Le champ d'action de l'autorité sociale s'augmente d'abord de tout le domaine du droit restitutif; ces nouvelles relations qui, à l'origine,

quand elles n'étaient dans la société qu'à l'état de germe, restaient en dehors du droit et n'étaient réglées par lui que dans la mesure où elles intéressaient l'existence de la société, tombent sous la domination de l'autorité sociale; celle-ci alors, bien loin de réprimer les aspirations individuelles ne fait que les consacrer, que leur donner une force qu'elles n'ont pas par elles-mêmes. Mais cette intervention de l'autorité dans les relations si complexes qui naissent de la division du travail amène à son profit une centralisation toujours croissante; elle s'applique à supprimer des personnalités collectives secondaires qui subsistent dans le pays, comme autant de petits états dans le grand; c'est l'autorité de l'État qui confère toutes les autres et qui en fixe l'étendue; elle donne à l'autorité du père de famille à la fois ses garanties et ses limites; elle tend de plus en plus à intervenir dans les rapports entre employeurs et salariés; elle introduit un contrôle toujours plus effectif dans l'organisation et l'exploitation des services publics; les provinces disparaissent et leur organisation particulariste fait place à une organisation qui est la même pour tout le pays; les pouvoirs spéciaux des classes privilégiées cessent d'exister : la noblesse et le clergé perdent le droit de battre monnaie, de rendre la justice, de percevoir les impôts sur leurs terres, et ces pouvoirs sont réservés à l'administration centrale. Bref, à mesure que la division du travail fait naître de nouveaux intérêts, de nouvelles relations entre les individus, l'État intervient d'une façon de plus en plus active et générale.

Mais cette intervention n'est plus une tyrannie exercée aux dépens de l'individu : ce qui a été dit plus haut montre, au contraire, qu'elle ne fait qu'assurer sa liberté. Tandis que, à l'origine, l'autorité imposait à l'individu qui en dépendait des obligations qui ne visaient qu'à la défense du bloc social, elle vise maintenant à faire respecter par tout le monde l'indépendance de l'individu; et parfois elle va jusqu'à donner à celui-ci des armes contre elle-même. L'individu est d'abord la chose de la société et dépend de l'autorité comme un objet possédé dépend de son possesseur; on peut dire que, dans la suite, l'autorité sociale est aux ordres de l'individu, puisque

les prescriptions qu'elle édicte, les sanctions qu'elle applique ont pour but seulement d'établir des relations stables et justes entre les individus. L'autorité n'a plus de droits sur les individus; elle a des devoirs envers eux. Ceux-ci sont ses collaborateurs, et, s'ils lui doivent obéissance, ce n'est pas en vertu de quelque investiture qu'elle aurait reçue d'un pouvoir surhumain, c'est parce qu'elle est l'organe central autour duquel on se groupe et qui fait l'unité de la société.

Ainsi, alors qu'elle est, au début, délimitée par toutes sortes de pouvoirs particuliers, l'autorité sociale devient envahissante : elle est caractérisée par sa tendance à la centralisation. Les hommes qui y sont soumis, après l'avoir acceptée comme un fait, l'acceptent parce qu'ils la jugent nécessaire; c'est elle qui sauve leur indépendance. Unité de la société et liberté de ses membres, voilà ce qui assure l'autorité fondée sur la solidarité organique; c'est une forme de cohésion différente, mais non inférieure.

CHAPITRE I

RÉSISTANCE DE LA COHÉSION GUERRIÈRE AU COMBAT

La discipline militaire, nous l'avons vu, garantit l'unité de l'armée dans toutes les circonstances contre les deux sortes de forces perturbatrices qui tendent à l'ébranler : celles qui se manifestent au combat et celles qui se manifestent dans la vie intérieure de l'armée. Nous étudierons successivement la force de la cohésion des troupes contre ces deux sortes de puissances dissolvantes, en commençant par la première.

En ce qui concerne la première question, nous établirons aisément que les conditions mêmes de la guerre moderne impliquent, plutôt qu'un affaiblissement, une consolidation de la discipline, ce que confirmera l'histoire.

I

D'abord, en effet, les effectifs à manier sont devenus de plus en plus considérables et cela n'est pas, semble-t-il, une circonstance favorable à leur cohésion.

Il est vrai que si l'on remonte aux temps les plus reculés, on voit aux prises des forces énormes. Des populations entières se jettent en armes sur les populations voisines, mues par le désir du pillage ou par le besoin de conquérir des terres cultivables. De là les armées nombreuses dont font mention les poètes et les historiens antiques, comme par exemple, l'armée que le roi de Perse, Xerxès conduisit contre la Grèce et celle qui, commandée par Darius, se battit contre Alexandre le Grand. De même encore ce qu'on rap-

porte de la grande guerre de Troie, ce soulèvement du monde hellénique s'armant tout entier pour une guerre nationale. Mais tout cela ne se renouvelle plus dans les temps historiques, dès que l'art militaire fait des progrès.

A la bataille de Leuctres on ne compta que 14 500 combattants d'un côté et 26 000 de l'autre. Athènes arma 60 000 soldats pour son expédition de Sicile. Alexandre conquiert les Indes à la tête de 50 000 hommes. Annibal s'empare de presque toute l'Italie sans porter ses forces au-delà de 60 000 hommes. César, dans la guerre des Gaules, n'a jamais eu plus de 90 000 hommes.

Gustave-Adolphe (1) est la terreur de l'Allemagne avec 25 000 hommes. Turenne, Condé, ne disposent guère de plus de monde. Maurice de Saxe et Frédéric-le-Grand gagnent toutes leurs batailles sans avoir jamais plus de 60 000 hommes. Tous les faits d'armes de la République française de 1792-1800 sont accomplis par des armées de 20 000 à 80 000 hommes. La grande armée du camp de Boulogne entre en Allemagne, en 1805, avec 241 000 hommes. En 1812, Napoléon réunit contre la Russie 477 000 hommes. En 1813 la grande armée française comprenait 255 000 hommes. En 1859, les Autrichiens opposent 217 000 hommes aux troupes franco-italiennes.

Après les guerres de 1866 et 1870-71 on remarque une tendance continuelle vers le développement de plus en plus grand de la force armée. En 1866 la Prusse met en campagne 291 000 hommes et l'Autriche 261 000. En 1870, au commencement, l'effectif français atteint 270 000; les Prussiens disposent de 310 000. Dès le mois de septembre, l'armée allemande compte plus de 600 000 hommes et l'armée française 630 000.

Les guerres européennes de l'avenir verront aux prises des masses encore inconnues. Les puissances continentales peu-

(1) Il semblerait, peut-être, que des événements comme les croisades ou l'établissement des Turcs en Europe, où combattirent des masses de plus de 200 000 hommes, aillent à l'encontre des autres chiffres que nous citons; mais si nous omettons de les mentionner, c'est qu'en fait, ils correspondent à des circonstances spéciales: d'une part une sorte de migration de peuples soulevés par le sentiment religieux, d'autre part la chevauchée conquérante de peuples encore à l'état nomade.

vent aujourd'hui mettre en campagne comme troupes de première et de deuxième lignes :

L'Allemagne.	2 700 000.
La Russie	2 500 000.
La France	2 300 000.
L'Autriche-Hongrie. . . .	1 300 000.
L'Italie.	800 000.

Si l'on compte la troisième ligne, c'est-à-dire la landsturm, la réserve, la milice territoriale et autres formations semblables, on arrive à des chiffres tout à fait colossaux.

Cette augmentation considérable des effectifs est-elle un phénomène anormal, ou bien peut-on la rattacher légitimement à des causes profondes? Les transformations qui en résulteront dans la façon de faire manœuvrer de telles masses de les approvisionner, de les conduire et de les commander expliquent qu'on ait pu écrire :

« Le jour viendra où les faits dominants des guerres actuelles auront disparu, où les formes, les usages, les opinions se seront modifiés. Si du regard on plonge dans l'avenir, on apercevra même le temps où les millions armés du temps présent auront fini de jouer leur rôle. Un nouvel Alexandre surgira qui, à la tête d'une petite troupe d'hommes parfaitement armés et exercés, poussera devant lui des masses énerchées, dans leur tendance à toujours s'accroître, auront franchi les limites prescrites par la logique, et qui, ayant perdu toute valeur, se seront transformées, comme les Pavillons-Verts de la Chine, en une innombrable et inoffensive cohue de bourgeois boutiquiers » (1).

Bien que les défenseurs ne manquent pas à cette opinion que « ces masses enflées outre mesure s'asphyxieront elles-mêmes dans leur propre lourdeur », on ne peut pas ne pas considérer cette conception comme une simple vision, comme un rêve. Car l'accroissement des armées est un phénomène inéluctable. L'histoire nous montre que ce mouvement vers des effectifs de plus en plus considérables est la conséquence

(1) Baron Colmar Von der Goltz, *La nation armée*. Intr. p. VII.

naturelle de la centralisation croissante des peuples civilisés. Ce ne sont plus des levées en masse suscitées, comme les antiques armées asiatiques ou comme celle des croisades, par des suggestions passagères. Ce sont des institutions sociales constantes. Entre les deux il y a la différence qui existe entre l'organisé et l'inorganisé.

La démocratie ne reviendra jamais, nous semble-t-il, « aux petites armées d'autrefois, à ces armées solides et vraiment de métier et à qui l'on reconnaîtra exclusivement le privilège de l'exercice d'une profession qui n'est pas l'affaire des bourgeois amis de la paix » (1). Cette conception n'est pas compatible avec la démocratie; jalouse de la paix et de la liberté, elle s'attachera à rendre son armée véritablement nationale et s'opposera à ce qu'elle puisse devenir un instrument de despotisme et de militarisme entre les mains d'un homme ou d'une caste, un instrument de métier ennemi de la paix.

Le passé lui-même ne justifie pas les espérances qu'on veut fonder sur ces armées vraiment de métier. Les Dix-Mille, les prétoriens, les janissaires, les strieltzis représentèrent tout ce qu'il y a de meilleur au point de vue professionnel. On sait quels foyers de désordre furent ces armées.

Le mode de recrutement de l'armée est intimement lié à l'évolution politique et sociale des peuples. Or, cette évolution a exclu progressivement l'armée qui avait comme fin sa propre force, pour pouvoir assurer sa propre domination, et comme moyen la discipline despotique, et l'a remplacée par une autre qui prend pour fin la grandeur de la nation, et pour moyen l'obéissance au devoir commun. C'est donc bien le sentiment démocratique qui a créé le service universel et les nations armées. Il va en s'élargissant et les effectifs des armées vont aussi en grossissant comme le montrent les faits. D'une multitude infinie de très petites guerres, on passe à un nombre déjà bien moindre de guerres un peu plus grandes entre petites cités, puis entre grandes cités et enfin entre peuples entiers : on arrive enfin à une ère de conflits rares, mais grandioses entre les colosses nationaux.

(1) Otto Berndt. *Die Zahl im Kriege*. Tr. Fr., p. 26.

Mais si l'accroissement constant des armées est un phénomène normal, la question intéressante qui se pose est de savoir comment il est, en général, possible de diriger des masses aussi considérables. Car il y a là une difficulté qui vraiment mérite attention ; et la solution qu'elle comporte nous sera instructive ; elle ne peut résider dans la création d'une caste militaire, car ce serait refuser de tenir compte du mouvement naturel qui suit, à notre époque, son développement régulier. C'est dans la solidarité seule qu'on peut trouver l'explication des millions armés du temps présent.

Puisque nos armées immenses existent, comme autrefois existaient les petites armées, il doit y avoir une espèce de cohésion particulière et propre à rendre possible leur existence. Si la direction de ces énormes armées est plus pénible, il est impossible que la discipline y soit diminuée. Si la discipline surmonte en réalité des difficultés plus grandes, c'est la preuve qu'elle est au moins aussi forte qu'autrefois.

II

De même la bataille moderne est pour le soldat, pour son courage, pour ses nerfs une épreuve bien plus dure et bien plus longue qu'autrefois. Le danger s'y montre sous un aspect plus terrifiant. Dans l'antiquité les armes de jet étaient peu dangereuses. Le danger ne commençait qu'au corps à corps. L'approche de l'ennemi revêtait un aspect de fête. On marchait tous ensemble en rangs compacts. Les légionnaires faisaient sonner leurs armes et s'encourageaient de la voix à garder le rang ; les Grecs entonnaient le pean ; les barbares poussaient des cris. Chaque soldat sentait sa force s'accroître de la confiance qu'il avait dans ses voisins, par suite du sentiment de puissance que lui donnait la masse réunie.

Maintenant le soldat est un homme isolé ; il ne fait plus partie d'un tout matériel qui marche et qui l'entraîne ; il n'est plus dans le rang à sa place, avec un chef devant lui pour lui montrer l'exemple, des serre-files derrière pour

maintenir chacun dans le devoir. Il faut qu'il se contraigne lui-même à faire ce qu'il doit, qu'il choisisse sa place, son mouvement, et la place qu'il doit choisir sera souvent la plus périlleuse, le mouvement qu'il lui faut faire le plus dangereux.

Avant son arrivée dans la zone dangereuse, le soldat entend le grondement du canon, puis il voit passer des chevaux sans cavaliers, des blessés. Il est encore à 6 000 mètres de l'ennemi que déjà il se trouve en danger. Il voit de temps en temps tomber aux environs les énormes obus de l'artillerie lourde. Plus de ces belles marches en ligne ou en colonne, tambours battants, drapeaux déployés. Pour éviter de laisser tomber un obus au milieu de la grosse colonne dont fait partie le soldat, on commence déjà à la fractionner. Autrefois on aurait prescrit aux hommes de lever la tête, de se redresser, attitude favorable à la bravoure. Maintenant on les éparpille par petits paquets, on leur prescrit de se coucher dès qu'ils s'arrêtent, de se baisser, de courir en franchissant des espaces découverts, attitude qui prédispose éminemment à la peur.

A mesure qu'on approche, il faut encore davantage se disperser. Il faut homme par homme se porter en avant, se coucher, se relever de nouveau. Et l'ennemi est si loin qu'on ne le voit pas. Il ne se signale même plus par sa fumée. Il semble à l'homme qu'il lutte contre une puissance infinie et invisible. De temps en temps passe une rafale de fer qui renverse tout ce qu'elle rencontre, fauchant à droite, à gauche... La prochaine tombera peut-être sur lui. Et cependant il n'est encore qu'au vestibule de la bataille. Cette bataille, il l'entend gronder devant lui; il entend le fracas épouvantable de la fusillade, les cris déchirants des blessés. S'il pouvait tout de suite se débarrasser de ce fardeau, s'il voyait la fin de sa tâche, s'il apercevait l'ennemi pour se jeter dessus, ce serait un soulagement. Mais il ne voit rien qu'un spectacle de mort et de terreur (1).

Et il faut continuer à marcher jusqu'à 400 mètres de

(1) Cette description est faite d'après les notes prises à la conférence sur *la Psychologie du combat moderne*, faite à l'École des Hautes Études Sociales (1906), par M. le colonel de Maud'hui. Cf. aussi Ardant du Picq, *Op. cit.* pages 82, 86, 103, 108.

l'ennemi. Là, on demandera au soldat un nouvel effort, un effort égal à celui des colonnes d'attaque du Premier Empire : franchir 400 mètres sous le feu et se jeter sur l'ennemi.

Le combat moderne a plus qu'autrefois une action démoralisatrice : il exige une énorme tension morale et physique. Et pourtant quoique « l'ordre dispersé entretienne le poltron qui se trouve dans chacun de nous », quoique le guerrier de nos jours ait bien plus de raison de trembler, il surmonte la peur, il endure toutes les épreuves, les troupes supportent pendant plusieurs journées les conditions de la vie sur les positions et se portent à l'assaut. La lutte se fait plus âpre et plus tenace; les pertes du vainqueur augmentent; elles sont, comme nous l'avons vu, dans les combats antiques de 3,8 p. 100, dans les combats modernes de 10,9 p. 100. La bataille se prolonge toujours davantage, et par conséquent aussi la tension nerveuse. Dans l'antiquité, les batailles duraient généralement peu de temps. Durant la guerre de Silésie, victoire et défaite se décident presque toujours au bout de quelques heures; les batailles napoléoniennes duraient plus ou moins tard dans le cours d'une journée; quelquefois, elles dépassaient la durée du jour. Les batailles d'Aspern, de Wagram, de Bautzen, de Dresde se terminent le deuxième jour; la bataille de Leipzig le troisième.

Pour que tout cela soit ainsi, pour qu'on puisse mouvoir et diriger des armées de plus en plus grandes, pour que les soldats puissent subir l'émotion du combat, sous une forme beaucoup plus poignante, traverser une période d'appréhension et une période de danger bien plus longues qu'autrefois, exposés à la pluie des projectiles sans être soutenus par l'animation de la masse, il faut que la cohésion qui les unit aujourd'hui soit plus étroite encore qu'elle ne fut jamais dans le passé.

Ce n'est pas la même discipline qu'autrefois qui fait résister à tant de difficultés, à la séduction de chaque arbre, de chaque buisson, de chaque fossé; de chaque sillon, celui qui voit la possibilité de sauver impunément sa vie. La résistance que montrent les armées de nos jours, l'existence d'un si grand nombre de héros, l'abnégation complète de soi-

Ces héroïsmes, ces souffrances qui donnent le spectacle d'une si grande somme d'abnégation et de sacrifice s'expliquent seulement par le dévouement mutuel, par la confiance dans les chefs et dans les camarades, et non plus comme jadis par l'existence de liens physiques dans un tout massif.

La masse compacte d'autrefois qui exprimait sa force et son unité par les charges soudaines sous des impulsions irrésistibles, s'est scindée aujourd'hui en plusieurs groupes séparés, mais coordonnés, combattant en différentes phases successives. La discipline massive s'est muée en une coordination avec subordination, telle que tout converge vers un point unique : le but à atteindre ; la discipline a donc changé de caractère, mais n'a rien perdu de son efficacité.

III

Examinons maintenant avec quelle facilité plus ou moins grande se rompent les liens de la solidarité dans le combat à travers les âges et chez les différents peuples. Cet examen historique va confirmer les résultats précédents.

A mesure que l'on remonte dans l'histoire, on voit que la rupture de ces liens est d'autant plus aisée que l'on a affaire à des sociétés moins avancées. L'immense armée rassemblée par Xerxès pour envahir la Grèce, armée qu'Hérodote évalue à plus de deux millions d'hommes, et où il y avait même un corps d'élite de 10 000 hommes nommés immortels, fut brisée à Salamine et à Platée, par les troupes peu nombreuses d'un peuple plus avancé. De même, une armée de 10 000 Grecs s'était avancée jusqu'à Babylone. Après la défaite de Cyrus à Cunaxa, elle se trouva isolée au milieu de l'Asie, entourée d'ennemis de toutes parts. Son embarras arrive au comble par le fait que ses chefs tombent dans un guet-apens et sont assassinés par les Perses. Malgré cette calamité, en dépit de difficultés de toutes espèces, de périls nombreux, à travers des populations ennemies et parmi des obstacles naturels multiples, les Grecs culbutent les barbares et arrivent à Tré-

bizonde après une retraite de trois cents lieues et sans éprouver de pertes graves. Quelques années après, l'expédition du roi Agis, à la tête d'une troupe aussi peu nombreuse, faillit aboutir à la conquête de l'immense empire perse. Nous savons comment, enfin, Alexandre partant de Grèce avec environ 36 000 hommes, devint le maître de l'Asie.

Dans une exhortation de Brasidas à ses soldats péloponésiens, nous trouvons l'explication de ce fait que les troupes d'une espèce sociale plus élevée sont supérieures à celles des espèces qui se trouvent plus bas dans l'échelle sociale des types. Selon le chef lacédémonien, l'abord des barbares est effrayant : leur nombre, leurs cris troublent le soldat même aguerri, « mais dans l'action, contre un ennemi qui tient ferme, tout cela s'évanouit. Comme ils ne gardent pas de rangs, ils ne rougissent pas de céder dans un moment pressant; avancer et fuir, étant choses également méritoires pour eux, le courage même ne saurait être constaté. Dans un combat où chacun ne suit que son caprice, on trouve aisément un prétexte spécieux pour se sauver (1).

Cela montre que les armées des peuples asiatiques, et en général, toutes les armées organisées d'une façon primitive n'étaient que des agglomérations d'hommes, des cohues dont la cohésion, très faible, se brisait facilement sous les coups de troupes peu nombreuses, mais mieux disciplinées.

Lès guerres des Romains contre les barbares nous présentent des faits semblables. Gaulois, Cimbres, Teutons, tous ont fait trembler les légions. Mais à ces armées des peuples guerriers il manquait la solidarité interne. Elles formaient de grands rassemblements armés plutôt que des armées proprement dites. César, qui trouve ses ennemis « valeureux, mais mal organisés », les accable de 58 à 51. Selon Polybe, cette lutte était « méprisable », non pas que le courage manquât d'un côté ni de l'autre, mais par la nature même des entreprises et par le désordre des opérations. Chez les Gaulois, c'est la valeur bien plus que le calcul et la raison qui décide de tout en souverain arbitre.

(1)-Thucydide. Liv IV, 136.

Tirant de là une conclusion pratique, il ajoute : « Quel peuple, en effet, intimidé par un formidable appareil de soldats, d'armes et de munitions, renoncerait à l'espoir de combattre pour sa patrie, s'il songe aux choses merveilleuses qui se passèrent alors, s'il se rappelle combien de milliers d'hommes, combien d'efforts hardis et d'immenses préparatifs vinrent se briser devant la puissance d'un peuple qui combattait avec intelligence, tactique et calcul » (1).

Dans la guerre des Romains contre les Juifs, ces derniers sont presque constamment battus. Ce qui leur manquait, c'e n'était pas le nombre, ni non plus le courage. Au contraire, s'ils ont eu quelques succès, c'est que : « L'audace l'emporta alors sur la discipline des Romains » (2). Mais tandis que les Juifs n'observaient aucun ordre (3), les Romains ne rompent jamais leurs rangs, la peur ne leur fait jamais perdre le jugement ; ils vont par escouade au bois, à l'eau, au fourrage ; ils marchent dans le même ordre que s'ils avaient l'ennemi en tête ; ils ne font rien dans leurs combats sans l'avoir prémédité (4). A l'imitation des Romains, Josèphe donna aux Juifs quantité de chefs pour les rendre obéissants, en leur recommandant de renoncer aux voleries, aux pilleries, aux brigandages, de ne pas faire de tort à ceux de leur nation, de ne pas s'imaginer pouvoir trouver du profit dans le dommage de ceux qui leur étaient les plus connus et les plus proches (5). Toutes ces précautions et les soins que prit Josèphe n'eurent aucun résultat, car ce qui rendait les Juifs inférieurs aux Romains, ce n'était pas la forme extérieure de leurs institutions, mais l'organisation interne qui est plus ou moins ferme, suivant le degré de développement social des différents peuples. Titus, dans sa harangue avant d'attaquer un fort grand nombre de Juifs sortis de Tarichée, caractérise ainsi les deux armées en présence : « Quelque vaillants que soient les ennemis que l'on a à combattre, et quoiqu'ils soient en beaucoup plus grand nombre, on ne

(1) Polybe. Liv. II, XXXV.

(2) Josèphe. *Op. cit.* Liv. V, XX, 405.

(3) *Ibid.* Liv. VI, XII, 447.

(4) *Ibid.* Liv. III, VI, 242.

(5) Josèphe. *Op. cit.* Liv. II, ch. XLII, 225.

laisse pas de les vaincre lorsqu'on les attaque avec hardiesse, parce que l'on peut plus facilement garder son ordre et se secourir, au lieu que la quantité de troupes reçoit souvent plus de dommage par la confusion qu'elle apporte, que par les efforts des ennemis. Cette audace, ce désespoir et cette fureur, en quoi consiste la première force des Juifs, peut sans doute servir de beaucoup lorsque la bonne fortune les seconde, mais le moindre mauvais succès éteint ce grand feu et le rend inutile et méprisable. Au contraire, la conduite, la fermeté et le courage qui nous font pousser si avant le bonheur de nos armes, ne nous abandonnent pas lorsque ce bonheur nous abandonne » (1).

Aux masses barbares pleines d'une impétueuse valeur, les Romains, grâce à la force de leur centralisation plus étroite, opposaient une armée autrement solide, des troupes d'une cohésion qui dénote, plutôt encore que la bravoure, de la fermeté et de la constance. Et c'est ainsi que Rome étendit sa puissance sur tout le monde connu des anciens.

La féodalité étant l'absence de toute centralisation, l'armée de cette époque a tous les traits des armées barbares ou juives. Nous y rencontrons des guerres privées continues entre les seigneurs grands et petits, des brigandages des « grandes compagnies », des sièges de châteaux, des ravages réciproques, mais pas de vrais combats réguliers. « Pendant cinq ans, dit l'auteur de Girard de Roussillon, ils ont tenu la campagne sans jamais se rencontrer » (2). Les croisades, les plus grandes levées de cette époque, se terminent, sauf la première, par d'effroyables désastres; elles montrent toute la faiblesse de ces foules énormes, sans cohésion suffisante.

Les rois durent chercher un contrepoids à l'indocilité des grands vassaux, qui tournaient souvent contre la couronne les contingents levés pour son service ou qui les employaient à leurs brigandages et à leurs guerres privées. La création d'armées dépendant du souverain marque un progrès. Mais

(1) Josèphe. *Op. cit.* Liv. III, ch. XXXIII, 281.

(2) M. Langlois. *Le service militaire en vertu de l'obligation féodale. L'armée à travers les âges.* Liv. I, p. 79.

c'est seulement une étape vers les armées actuelles. C'est encore l'époque des armées mercenaires, où l'homme n'ayant point de patrie, ni même de nationalité, va et vient sans s'attacher nulle part. Ces aventuriers composaient des bandes d'une solidité fort médiocre en bataille rangée. « La désertion, la plus grande de toutes les ignominies dans une milice honorable, et qui depuis a longtemps été en France un crime capital, était presque sans conséquence et principalement sans honte entre gens enrôlés pour six mois, qui se connaissaient à peine et qui ne devaient plus se revoir » (1). A l'époque de Louis XV, on souffrait encore d'une organisation semblable de l'armée. Après la bataille de Rosbach, le comte de Saint-Germain écrivait : « Le pays, à trente lieues à la ronde, est saccagé et ruiné comme si le feu y avait passé; à peine nos traîneurs et nos maraudeurs ont-ils laissé exister les maisons. Je commande une bande de voleurs, d'assassins à rouer qui lâchent pied au premier coup de fusil et qui sont toujours prêts à se révolter. Le roi a la plus mauvaise infanterie qui soit sous le ciel et la plus indisciplinée » (2). Cet état de choses était partout le même. Voilà ce que dit Lloyd de l'armée prussienne : « Cette armée est composée de toutes sortes d'étrangers qui diffèrent entre eux de mœurs et de religion et qui ne sont unis que par la forte chaîne de la discipline militaire : cette chaîne et la rigide attention à maintenir toutes les formes et la discipline établie constituent une grande et régulière machine qui, animée par le vigoureux et puissant génie du chef, peut être regardée comme une des plus respectables armées de l'Europe. Mais que cette cause languisse un seul instant, la machine elle-même, composée de tant de parties hétérogènes, tombera probablement en pièces, et ne laissera après elle que les traces de son ancienne gloire » (3). Frédéric-le-Grand confirme cette opinion. Après la bataille de Paltzig et de Kounersdorff, il disait : « Pour mon malheur je suis vivant encore. De l'armée de 42 000 hommes, il ne m'est resté que

(1) Carrion-Nisas. *Op. cit.*, T. I, p. 444.

(2) Belhomme. *Op. cit.* T., III, p. 218.

(3) *Mémoires politiques et militaires*, préface.

3 000 hommes. Au moment où je vous écris ceci, tout est en fuite; je ne suis plus le chef de mes soldats ». Un peu plus tard, il confessait : « Dans mon camp, j'ai à peu près 33 000 soldats. Ce serait assez que mes meilleurs officiers soient présents et que ces lâches de soldats veuillent faire leur devoir. Je vous avoue que j'ai plus peur de mes soldats que des ennemis » (1).

L'esprit dans le corps d'officiers en France n'était pas meilleur. Le comte de Saint-Germain déclarait : « L'officier qui ne peut se tirer hors de pair, n'a point d'autre perspective que d'attendre sa retraite; dès qu'il est décoré de la Croix de Saint-Louis, il force son colonel par sa mauvaise conduite à solliciter sa retraite. On ne peut exprimer le mauvais esprit qu'inspirent dans les troupes les officiers qui cherchent leur retraite et le tort qu'ils font au service du roi. Ils sont les apôtres de l'indiscipline; ils laissent périr leur troupe et ne sont occupés qu'à la pressurer » (2).

Le seul remède était de changer la constitution militaire, d'attacher l'officier et le soldat au service sans les mettre en lutte avec leur intérêt tout personnel. La Révolution fit disparaître l'ancienne organisation et l'armée fut guérie du mal dont elle souffrait. La ressource de recrutement devient autre; c'est le peuple qui combat et les troupes sont envahies d'un esprit tout nouveau : « En 1794, notre sentiment intérieur et sérieux était tout renfermé dans cette idée : être utile à la patrie. Tout le reste, l'habit, la nourriture, l'avancement était à nos yeux un misérable détail éphémère.... Nos seules réunions étaient des fêtes, des cérémonies touchantes, qui nourrissaient en nous l'amour de la patrie. Dans la rue, nos yeux se remplissaient de larmes en rencontrant une inscription en l'honneur du jeune tambour Barra. Ce sentiment fut notre seule religion » (3).

« On les avait cent fois vus (ces volontaires des premières années de la République), après avoir surmonté tous les

(1) Rocquancourt. *Op. cit.*, p. 318.

(2) Belhomme. T. III, p. 218.

(3) Stendal. *Vie de Napoléon*. Cité par M. Albert Sorel. *L'armée de la République. L'armée à travers les âges*. T. I., p. 189.

périls, refuser les grades les plus élevés, se les rejeter de l'un à l'autre, et, fiers de leur rigidité républicaine, marcher nus, affamés, souffrant de toutes les privations les plus cruelles, et vainqueurs, enfin, demeurer pauvres au milieu de tous les biens qu'offre la victoire » (1).

Cette improvisation nationale qui substitua à l'armée de caste l'armée démocratisée, loin de nuire à la solidarité des troupes, fut pour la France un point d'appui inattendu. On vit un Antoine Andoin, chasseur du 5^e régiment, aimer mieux rester à son poste que venir à Paris porter le drapeau qu'il avait pris à l'ennemi (2). En 1795, la troupe manquant de tout, Muscar, adjudant à l'État-Major, va à Nantes réclamer des vivres et des munitions. Il revient sans charrettes de vivres ni caissons de cartouches. La sédition qui couvait éclate. Muscar commande de présenter les armes, le genou en terre, et, d'une voix forte, lit un décret qu'il rapportait de Nantes.... en guise de vivres : « La Convention décrète que le 8^e bataillon du Bas-Rhin a bien mérité de la Patrie ». A ces mots, les cris de « Vive la République ! » se firent entendre ; l'enthousiasme éclata de toutes parts. Les soldats se relevèrent.... se jetèrent dans les bras les uns des autres, et on jura de nouveau de mourir pour la patrie. Puis le bataillon se reforma et rentra au poste (3).

La Patrie, la liberté.... ces mots seuls transformaient les paysans et les bourgeois en héros. Ce fut un fond inépuisable et la terre se couvrit d'innombrables guerriers. L'Europe tout entière se coalisa. Mais les troupes réunies des monarchies ne furent pas capables d'étouffer cette invincible résistance née spontanément : la révolution s'étendit sans être arrêtée, et la République triompha. Peu à peu, ses ennemis s'aperçurent qu'à de telles forces, il fallait opposer des forces semblables. Cela leur était difficile, puisque rien chez eux n'avait encore abaissé toutes les barrières sociales et permis l'avènement d'un nouveau régime. L'Europe resta

(1) Ségur. *Mémoires*, T. II, p. 458.

(2) Liebert, chef d'état-major de Pichegru au Comité de Salut Public.

(3) Albert Duruy. *Le brigadier Muscar*, 1856, d'après un récit d'Abel Hugo. Vendée, 1894. Cité par M. Albert Sorel, *L'armée à travers les âges*, T. I., p. 199, 200.

en arrière pendant des années. Mais elle finit par entrer dans la voie des réformes militaires. C'est ainsi qu'à partir de la Révolution française, les armées deviennent de plus en plus nationales et unifiées. Aujourd'hui, sauf l'Angleterre où le recrutement se fait par l'enrôlement volontaire, le service militaire est une obligation générale pour les citoyens des divers pays.

Ce que nous voyons aujourd'hui chez les peuples de civilisation peu avancée, confirme ce que nous a déjà appris l'histoire : les guerres coloniales de nos jours font voir aussi la grande faiblesse des troupes indigènes par comparaison avec les armées des peuples européens. Quoique presque toujours plus nombreuses, elles ont été battues, on peut dire constamment, par les troupes des nations civilisées. Le courage ne leur manque jamais, mais c'est l'organisation plus forte, l'unité plus durable dont les civilisés sont susceptibles qui désorganise et fait reculer leurs ennemis. Napoléon raconte que « 2 mameloucks tenaient tête à 3 français ; mais 100 cavaliers français ne craignaient pas 100 mameloucks ; 300 étaient vainqueurs d'un pareil nombre ; 1 000 en battaient 1 500 » (1). La veille de la bataille d'Isly, en face de l'armée marocaine qu'on disait forte de 50 000 hommes, le maréchal Bugeaud, n'ayant que 12 000 hommes, déclare : « Le nombre des ennemis ne fait rien à l'affaire ; je voudrais même que leur nombre fut double ou triple, car plus il y en aura, plus le désordre sera grand » (2). Dans son rapport sur cette bataille, Bugeaud écrit : « Les Marocains se sont montrés très audacieux, mais la confusion rendait leurs mouvements impuissants ; les plus braves venaient se faire tuer à bout portant. Il ne leur manquait, pour bien faire, que la force d'ensemble et une infanterie bien constituée pour appuyer leur mouvement. Avec un gouvernement comme le leur, il faudrait plusieurs siècles pour leur donner ces conditions de succès dans les batailles » (3).

Encore ne s'agit-il ici que d'armées relativement peu con-

(1) Ardant du Picq. *Op. cit.*, p. 114.

(2) M. Paul Lehueur. *L'armée à travers les âges*, 2^e série, p. 297.

(3) M. le commandant Mordacq. *La guerre au Maroc*, p. 39 et 40.

sidérables, mais le fait que nous signalons n'en est que plus frappant à examiner des masses immenses comme les armées de la Chine, par exemple. C'est un empire de 4 021 970 kilomètres carrés avec 380 millions d'habitants. Dans toutes ses relations armées avec les peuples européens, avec l'Amérique ou le Japon, il fut obligé de reconnaître aux troupes étrangères le nom d'armées toujours victorieuses. S'il en est ainsi, c'est que, quoique les groupements restreints soient très forts, l'organisation de l'empire est peu centralisée et lâche, ne faisant qu'un amas informe de nations. Ici encore le fait est d'autant plus significatif que des deux principales qualités militaires : la discipline et le courage, ce n'est pas la seconde qui leur manque.

« Comment se fait-il, se demande Ardant du Picq, que des hommes qui ne craignent nullement la mort, qui se la donnent même à chaque instant, Orientaux, Chinois, Tartares, Mongols, ne peuvent tenir devant les armées des peuples de l'Occident? Défaut d'organisation. L'instinct de la conservation, au dernier moment, les domine absolument, et n'est point refréné par la discipline » (1).

Or, de ce que la solidarité sociale devient de plus en plus organique, il ne s'ensuit pas que la force de résistance des armées diminue. Au contraire, plus on remonte dans le passé ou vers les sociétés primitives, plus les masses guerrières sont informes et de cohésion faible; à mesure qu'on avance dans l'évolution démocratique, le sentiment d'unité sociale s'accroît, les nations prennent une conscience de plus en plus nette de leur individualité, et les armées se montrent de plus en plus cohérentes.

IV

Ce qui précède vient de montrer qu'il y a une transformation et non une diminution de la discipline militaire. Au contraire, la cohésion organique prenant de plus en plus la place de la cohésion mécanique, fait éclater aux yeux sa supé-

(1) Ardant du Picq. *Op. cit.*, p. 115 et 116.

riorité. D'une part, en effet, malgré les conditions plus difficiles du combat créées par l'importance des effectifs mis en ligne, par la dispersion des unités, voire des soldats, par les forces de destruction infiniment plus puissantes des armes nouvelles, les liens qui font l'unité des armées se rompent moins facilement aujourd'hui que jadis : c'est donc qu'ils sont plus solides. Les groupes et les individus, à mesure qu'ils s'émancipent, deviennent des éléments de plus en plus importants de la vie de la société et de l'armée. La valeur personnelle, l'amour-propre, l'honneur naissent. D'où la confiance, le lien intellectuel, c'est-à-dire le point d'appui mutuel à distance. Il n'y a plus besoin d'être uni physiquement (1); l'assurance dans la probité de chacun affermit la solidarité malgré la séparation. La masse se diversifie, l'unité dans la confusion se change en union dans la distinction. En même temps que la nature de la solidarité entre les combattants change, la tactique, dont elle est la base, change aussi. Dans les combats de masses compactes les parties et les individus, noyés dans un tout, se trouvaient sous l'influence complètement déterminante des impulsions et des contagions et s'abandonnaient brusquement à un entraînement quelconque (2), mais irrésistible, à l'élan impétueux ou à la dépression subite. C'est là la forme inférieure de l'activité, l'acte instinctif, violent, mais de courte durée, qui va facilement jusqu'à l'enthousiasme et s'évanouit rapidement pour faire place au sentiment contraire. Avec le développement social, les individus se transforment; vient un temps où la volonté naît. Dès lors elle se développe et se substitue peu à peu à l'instinct. L'action libre des individus apparaît et remplace leur homogénéité mécanique d'autrefois.

(1) Ce n'est pas là une simple manière de parler. C'est un fait. Il ne suffisait pas aux barbares d'être en masse compacte, ils se liaient quelquefois matériellement. Ainsi, dans la bataille de Marius contre les Cimbres, « la plupart des ennemis, et surtout les plus braves d'entre eux, rapporte Plutarque, furent taillés en pièces : car pour empêcher que ceux des premiers rangs ne rompiissent leur ordonnance, ils étaient liés ensemble par de longues chaînes attachées à leurs baudriers ». (*Vie de Marius*, XXVIII).

(2) Thucydide, dans la description de la seconde expédition à Lynceus, dit : « La nuit étant survenue, les Macédoniens et la foule des barbares sont pris d'une terreur subite, comme il arrive souvent, sans cause apparente, dans les armées nombreuses; ils s'exagèrent le nombre des ennemis qui s'avancent, se figurent qu'ils vont paraître à l'instant, et soudain ils se mettent à fuir du côté de leur pays ». (Liv. IV, 125).

La solidarité est alors d'une nature supérieure; elle devient quelque chose d'intime et de conscient; c'est maintenant une cohésion qui fait appel aux efforts d'individualités réelles et distinctes, aptes à tenir seules dans le danger, capables de se sacrifier les unes aux autres pour se soutenir mutuellement.

Il y a plus. Dans la masse confuse, chacun est irresponsable. Au contraire, en un sens, combattre séparément, c'est être surveillé, c'est avoir à rendre compte de sa conduite à ses camarades, à ses chefs. Or, l'égalité devant le péril oblige chacun au moins à avancer, parce qu'il le faut et que le voisin fait de même. Et il y a encore l'émulation d'autant plus grande que la valeur personnelle est plus élevée; chacun fait de son mieux et veut faire mieux que ses camarades.

Il surgit donc une nouvelle force d'unification. Pour la briser, il faut détruire d'abord ses liens supérieurs, c'est-à-dire volontaires; puis ses liens inférieurs, c'est-à-dire affectifs, réflexes, automatiques. Voilà pourquoi il y a, en effet, deux phases distinctes dans le combat moderne, tandis qu'à l'origine, il n'y en avait qu'une seule. D'abord, on surmonte des difficultés pour gagner du terrain, en se rapprochant de l'adversaire sous la pluie des balles; ensuite, on se porte à l'assaut. La première phase dure longtemps, grâce à une opiniâtreté soutenue dont n'est capable que l'homme civilisé. Dans la deuxième phase seulement, on exécute ce qui est toute la lutte du primitif. C'est ce qui rend la bataille de plus en plus longue et augmente le pourcentage des pertes du vainqueur.

Donc, le fait que les groupes et les soldats se séparent les uns des autres, n'affaiblit pas la cohésion militaire; il ne fait que la transformer : l'unité matérielle devient l'union spirituelle. Celle-ci ne compense pas seulement la séparation spéciale des combattants, elle les attache les uns aux autres d'une manière encore plus puissante. Les unités restreintes et les soldats en se différenciant et en s'isolant se sentent toujours parties intégrantes et solidaires d'un tout; le concours mutuel de leurs forces, loin de disparaître, devient plus efficace. En s'appuyant les uns sur les autres et sur le tout qui les enveloppe, les traverse, les vivifie et les entraîne, les parties

individualisées mettent en œuvre leurs énergies propres et réagissent les unes sur les autres. C'est ainsi que la force de l'ensemble devient plus grande.

L'individualisation ne signifie donc pas, dans l'armée non plus que dans la société, le relâchement de la solidarité; tout au rebours, elle n'est possible, que parce que les individus sont autrement mais plus étroitement solidaires. Plus les sociétés avancent dans le développement social, plus elles ont un profond sentiment d'elles-mêmes et de leur unité, et plus est riche, plus est harmonieuse dans leurs armées l'énergie des liens de cohésion; les troupes sont plus plastiques en même temps qu'elles ont plus de fermeté.

CHAPITRE II

RÉSISTANCE DE LA DISCIPLINE MILITAIRE DANS LA VIE INTÉRIEURE.

Nous allons examiner d'abord les rapports qui s'établissent entre l'institution sociale particulière qu'est l'armée et l'ensemble de la société ou le pouvoir central qui la représente.

Nous ferons voir ainsi comment se comporte la discipline militaire suivant la manière dont l'armée se trouve mêlée à la vie sociale tout entière.

Puis, considérant la discipline directement en elle-même, nous rechercherons quel peut être le caractère des relations qu'entretiennent supérieurs et inférieurs.

I

Les garanties qu'exigent l'ordre public et la liberté des individus font que l'armée doit, par principe, se subordonner au pouvoir civil et qu'ainsi elle est écartée des luttes politiques. Pourtant il arrive souvent qu'elle sorte de sa passivité politique. Dans ce cas-là, la nature de son intervention varie avec la manière dont elle est recrutée.

Toutes les armées peuvent être classées en deux types principaux : les armées nationales et les armées de métier. Dans l'armée nationale, le soldat et le citoyen ne sont pas deux êtres distincts ; le service militaire est un droit et un devoir. Le soldat-citoyen est lié à l'ensemble par l'esprit social ; il a comme idéal sublime l'indépendance et la liberté de sa patrie. Dans l'armée de mercenaires, au contraire, ce sont

bien d'autres motifs qui attirent les recrues. Beaucoup d'entre elles recherchent le gain, d'autres les grades, les émotions du danger, les joies que procure la victoire, les satisfactions qu'apporte une vie si pleine d'imprévu. C'est donc l'intérêt personnel qui les rassemble et les attache à leurs chefs et au pouvoir central.

L'intérêt ne peut créer qu'un lien extérieur. L'harmonie qui en découle ne peut être constante. Car elle cache en elle-même un conflit latent. La même cause qui soumet l'armée d'aujourd'hui à l'État peut demain la soulever contre lui. Dans ce cas, l'armée n'est qu'une société de profit. Le peuple s'en écarte, la considère comme quelque chose d'étranger et la redoute. Une telle armée combat aussi bien la nation amie que la nation ennemie, suivant les suggestions de son intérêt particulier.

En effet, rappelons-nous l'exemple de l'expédition des Dix-Mille. Des mercenaires grecs avaient été réunis par Cyrus pour coopérer, selon lui, à la défense de l'empire perse et de sa propre satrapie; il n'eut pourtant pas de peine à les entraîner vers la haute Asie, et il lui suffit de promettre un supplément de solde pour qu'ils continuassent à le suivre même quand ils surent que Cyrus voulait détrôner Artaxerxès. Il faut remarquer en outre que, jusqu'à un certain point, dans l'espèce d'état que Cyrus prétendait former, il représentait le pouvoir civil : or, il lui faut à maintes reprises entrer en composition avec ses mercenaires grecs. Par exemple, une querelle éclate un jour entre deux soldats, l'un de Cléarque, l'autre de son collègue Ménon. Cléarque, se figurant que le soldat de Ménon a tort, le frappe. Le soldat va raconter la chose à ses camarades qui, pour le venger, jettent sur le général une grêle de pierres. Cléarque a toutes les peines du monde à se sauver dans son quartier. Là, il appelle ses hommes aux armes. Ménon convoque aussi les siens et les deux troupes semblent prêtes à en venir aux mains. On essaye de s'interposer, mais en vain; Cléarque, furieux, ne veut rien entendre. Cyrus arrive alors, escorté de quelques fidèles. C'était le général en chef; il avait donc le droit de parler haut et ferme. Or, voici quel fut son langage : « Vous ne savez pas ce que vous faites

si vous vous battez entre vous. Songez-y; dès ce jour, ma perte est assurée, et la vôtre sera la conséquence de la mienne. Mes affaires tournent mal; tous les barbares que vous voyez ici, seront pour moi des ennemis aussi dangereux que ceux qui sont auprès du roi » (1).

Voici une scène que nous appellerions sédition et qui passe presque pour quelque chose de tout à fait ordinaire dans l'ouvrage de Xénophon. L'armée resta souveraine. A tout propos, les soldats se réunissaient pour délibérer; chacun d'eux avait le droit de prendre la parole, de formuler librement son avis, de contredire ses chefs. Puis on mettait aux voix, et les généraux étaient forcés de s'incliner devant l'opinion de la majorité. Xénophon lui-même eut à se défendre contre quelques soldats qui l'accusaient de les avoir frappés (2).

Ce fut encore l'histoire des prétoriens, éléments dissolvants et pernicieux dans l'empire romain, qui donnèrent fréquemment l'exemple de l'indiscipline et de la révolte. Ils ne mettaient pas de bornes à leur criminelle avidité, tuaient les empereurs et faisaient monter sur les murs du prétoire ceux d'entre eux qui avaient la voix la plus forte pour proclamer l'empire à vendre au plus offrant (3).

C'est aussi l'histoire des fameux janissaires : à partir de Suleiman, elle n'est plus qu'une suite de révoltes, d'assassinats de vizirs, d'aghas et autres dignitaires, d'actes de brigandage, d'atrocités de toutes sortes. Ils avaient fini par s'arroger le droit de détrôner leurs maîtres et de les faire périr. Ce fut le sort de Bajazet II (1512), de Moured III (1595), d'Osman II (1622), d'Ibrahim I^{er} (1648), de Moustafa II (1774), de Selim II et de Moustafa IV (1808). L'opinion publique, lasse de leurs excès, se tourna contre eux; le 16 juin 1826, les officiers subalternes et les soldats se réunirent au point du jour; ils s'ébranlent et réclament à grands cris la tête des principaux fonctionnaires de l'empire; Mahmoud fait déployer l'étendard sacré du prophète sur la mosquée d'Ahmad. Les masses populaires viennent se mettre aux ordres du padichâh. Les rebelles sont

(1) *Anabase*. Liv. I, ch. V.

(2) *Ibid.* Liv. V, ch. VII.

(3) M. Guiraud, *L'armée à travers les âges*, T. I, p. 61.

rapidement refoulés, cernés et impitoyablement massacrés (1).

Pour prévenir ce danger du prétorianisme « il faut, comme l'a recommandé Montesquieu, que l'armée soit peuple et qu'elle ait le même esprit que le peuple, comme cela fut à Rome jusqu'au temps de Manlius ». Et vraiment avec une armée nationale rien de pareil à craindre. Car celui qui était citoyen hier, n'a point eu le temps de perdre le souvenir de ce qu'il était et le prix qu'il attache à son droit de citoyen réprime les incitations qui pourraient lui venir de sa force de soldat.

Grâce à l'équilibre qui s'établit entre tous les pouvoirs en les faisant dépendre étroitement les uns des autres, grâce à l'obligation générale et à la courte durée du service militaire, la démocratie assure bien la prédominance du pouvoir civil.

Mais si l'armée des citoyens ne peut pas se transformer en une caste et devenir un instrument de despotisme entre les mains d'un usurpateur, si elle ne provoque jamais de désordres pour son propre intérêt, elle est souvent entraînée dans les importants événements par le courant général du milieu social. C'est tout naturel. Étroitement liée à la vie du peuple, la force armée est inévitablement intéressée, et, dans une certaine mesure, engagée dans ses luttes. Évidemment, tous les courants sociaux n'aboutissent pas à la caserne. L'armée reste, heureusement, éloignée des luttes particulières; elle les repousse même. Le soldat, quelles que soient les idées philosophiques ou sociales qui reposent au fond de son âme, est soumis par la pression de l'ensemble à l'obéissance qu'il doit de par la loi. Membre de tel ou tel parti, fils d'un ouvrier ou frère d'une religieuse, sous les drapeaux il marche, malgré sa souffrance et l'amertume de la tâche qui lui incombe, contre ses parents, contre ses amis, contre ses propres idées, contre les grévistes; il protège les usines et assure les inventaires... Mais si le mouvement est d'une certaine importance, s'il retentit fortement dans presque toutes les consciences, il est difficile qu'il ne se fasse pas sentir à la caserne.

Comme dans une démocratie, l'État est en communication

(1) Cf. Colonel Djavad Bey. *Etat militaire ottoman depuis la fondation de l'empire jusqu'à nos jours* (Tr. du turc, p. 276-344. Paris 1882).

plus intime avec la masse du peuple et que celui-ci peut contrôler les décisions du gouvernement, l'évolution sociale doit s'accomplir plus spontanément. Par conséquent, il y aura, en principe, moins de secousses. S'il s'en produit quelquefois, ce n'est pas à cause du régime lui-même, mais à cause de quelque accident fortuit. Ces troubles dans une démocratie ne peuvent être aussi brusques et aussi violents que dans un régime où le gouvernement et le peuple sont fortement séparés (Toutes les révolutions dans le passé; la Russie, la Turquie, la Perse de nos jours).

Les mutineries provoquées par des conditions mal régulées énoncent un certain état d'anomie sociale. (Les mutineries militaires du Midi vinicole). Mais elles ne prouvent pas que la discipline des troupes soit troublée au jour du danger en face de l'ennemi. Le citoyen qui se soulève contre l'injustice du dedans peut encore moins souffrir l'oppression qui viendrait du dehors. C'est précisément ce que les cabinets européens eurent le tort de ne pas comprendre au temps de la Révolution française, et c'est pour cela qu'ils furent fort surpris de voir leurs troupes « si bien disciplinées », battues à plate couture par des armées « mal disciplinées ».

Puisque dans ce cas-là les causes des troubles ne sont pas au sein de l'armée, mais viennent de la société, c'est la santé générale du corps social qui est l'unique garantie des rapports réguliers entre les troupes et l'organe central de l'État. Tout ce qui est capable de modérer les concurrences et d'atténuer la tension des rapports sociaux, tout ce qui, par conséquent, aide la marche de la société vers la plus grande justice dont nous avons besoin, tout cela est de plus en plus susceptible d'empêcher les troubles militaires d'éclater, car ceux-ci ne sont que les troubles sociaux transportés, par suite de leur intensité, jusque dans la caserne.

II

Rendons-nous compte maintenant de ce qu'est l'autorité des chefs militaires, cet élément dont on fait le plus souvent la base de la cohésion d'une armée.

Cette étude comporte deux questions : 1° Que sont les chefs et 2° Quelle est la nature de l'autorité.

Il s'en faut que les titres pour devenir chefs aient été toujours les mêmes. Dans les sociétés primitives les chefs sont de grande taille, bien faits et fortement musclés (1). Mais bien vite, au prestige physique succède celui de l'origine de naissance. Dans la civilisation gréco-romaine et au moyen âge règne l'aristocratie. A mesure que la conscience commune devient moins forte et que le respect de l'égale dignité des individus s'accroît, l'esprit de caste perd sa force et sa raison d'être. Dans une démocratie, l'organisation sociale de l'hérédité n'est pas de règle. Le fils de n'importe qui peut devenir n'importe quoi, suivant ses capacités personnelles.

L'évolution sociale, dont l'influence reste prépondérante, suffirait à elle seule à expliquer l'extinction progressive des chefs dont l'unique prestige réside dans la naissance. Même, elle trouve un auxiliaire dans la nature : l'aristocratie dégénère fatalement et s'éteint. La noblesse multiplie les alliances entre proches, pratique les mariages consanguins. Or, les faits prouvent qu'une race qui se replie sur elle-même se condamne à mort. L'imbécillité, la surdi-mutité, la scrofule, le rachitisme, l'albinisme, les malformations, puis l'abâtardissement, la dégénérescence et finalement la stérilité, tel serait, d'après de nombreuses observations médicales, le bilan de la consanguinité (2) et (3).

A mesure que l'aristocratie s'éteint physiquement ou cesse d'exister socialement, il faut bien qu'elle soit remplacée par autre chose. Le pouvoir nouveau qui lui succède s'acquitte-t-il aussi bien de la tâche qui lui échoit? A-t-il capacité professionnelle égale? L'autorité qui lui est conférée et qui, en même temps, a changé de nature, s'est-elle affaiblie?

(1) Deux sauvages venus à la cour de Charles IV, interrogés sur ce qui les avait le plus étonnés, témoignèrent que c'était d'avoir vu des hommes d'armes forts, vigoureux et d'une haute stature, obéir à des officiers de petite taille et de faible apparence. (Raconté par Montaigne, cité par Carrion-Nisas, *Op. cit.*, T. I., p. 261).

(2) V. Th. Ribot. *L'hérédité*, p. 407 s. q. q.

(3) « Quand on annonce un Grand d'Espagne, attendez, disait-on en Espagne, un avorton ».

Voir, au sujet de l'extinction naturelle des familles aristocratiques, M. Bouglé. *La démocratie devant la science*, p. 81, 82.

La statistique montre que les personnages éminents, étaient de beaucoup plus nombreux dans les classes privilégiées que dans les autres (1). Mais est-ce là seulement supériorité naturelle? L'hérédité ne confère que quelques prédispositions extrêmement indéterminées. C'est devenu une vérité d'évidence d'affirmer que l'éducation et, de façon générale, l'ensemble des causes sociales peut bien davantage encore que l'hérédité. La meilleure preuve, c'est que dans le bouleversement de l'ordre social surgissent des plus basses couches de la société les plus grands généraux ou les plus grands savants : Lannes était fils d'un garçon d'écurie; Soult, d'un paysan; Ney, d'un tonnelier; Kléber, d'un maçon; Hoche, d'un palefrenier; Pasteur d'un sous-officier. Spécialement donc, qui pourrait soutenir, après ces exemples, qu'il ne naît pas dans les basses classes des gens aptes à la direction des armées?

De nos jours même, l'évolution se poursuivant, on en arrive à ce fait que les chefs sont nommés en grande partie au concours, et, d'une manière générale, ce n'est pas la naissance ou la situation sociale qui décide de l'attribution du commandement : même lorsqu'il y a lieu à un choix fait par l'autorité supérieure, c'est seulement parmi des officiers déjà sélectionnés qu'il se produit, et en principe, il est guidé uniquement par la recherche des capacités.

Ainsi l'on voit se produire dans l'armée comme dans la société une évolution démocratique, chacun pouvant arriver aux plus hauts grades, quelle que soit sa naissance, du moment qu'il a les capacités nécessaires.

Ceci dit, voyons maintenant qu'elle a été la force de l'autorité dans l'armée à travers le développement social et chez les différents peuples.

Les *Juifs* n'avaient pas d'organisation militaire permanente. Ils attendaient que la guerre les obligeât à élire des chefs (2). Cette autorité, instituée sous le coup immédiat de la nécessité, était telle qu'il semblait que dans l'action les chefs n'existaient même pas. Titus haranguant les Romains

(1) M. Bouglé. *La démocratie devant la science*, p. 96.

(2) Josèphe, *Op. cit.*, Liv. III, ch. VI, 242; Liv. II, ch. XLII, 225.

leur rappelle qu'ils combattent « avec d'excellents chefs contre des troupes dont on peut dire qu'elles n'en ont point ». (1) Josèphe, à son tour, dit que les Juifs avaient le désavantage d'avoir affaire à des ennemis « aussi bien disciplinés qu'ils l'étaient peu et qui, au lieu de n'agir comme eux que par impétuosité et par colère, obéissaient parfaitement à leurs chefs » (2).

Chez les *Grecs*, l'autorité était déjà bien plus accentuée. « Lorsque le roi commande, dit Thucydide, tout émane de lui : il donne personnellement ses instructions aux polémarques ; ceux-ci aux lochages ; les lochages aux pentécontères, qui les transmettent aux énomotarques et ces derniers à l'énomotie. Tous les ordres qu'il peut y avoir à donner suivent cette voie et sont rapidement transmis ; car telle est l'organisation de l'armée lacédémonienne, que chaque homme, ou peut s'en faut, commande à d'autres commandants placés sous lui, ce qui étend à un grand nombre de personnes la responsabilité de l'exécution » (3). Pourtant le pouvoir du chef était limité en partie par le consentement de la multitude. Le chef doit agir conformément à l'opinion de son armée, sans quoi les soldats entre eux le critiquent amèrement (4). Il en est souvent même condamné sévèrement. C'est ainsi qu'Agis fut accusé de n'avoir pas profité d'une excellente occasion de soumettre Argos. On décida que sa maison « serait rasée et qu'il payerait une amende de 100 000 drachmes » (5).

Chez les *Romains*, nous ne trouvons point de rapports de ce genre dans l'armée. Le général ne dépendait que du Sénat, comme les autres chefs ne dépendaient que de lui seul. Le pouvoir législatif appartenait au citoyen qui discutait librement les lois ; il participait même au pouvoir exécutif, en nommant ses magistrats et en s'opposant, par l'intermédiaire du tribun, à tous les actes arbitraires de l'autorité, même la plus élevée. Mais à l'armée, le pouvoir lui échappait complètement : le citoyen faisait place au soldat, dès le moment

(1) Josèphe. *Op. cit.*, Liv. III, ch. XXXIII, 281.

(2) *Ibid.*, Liv. III, ch. II, 235.

(3) Thucydide, Liv. V, 66.

(4) *Ibid.*, Liv. V, 60.

(5) *Ibid.*, Liv. V, 63.

où il avait franchi les portes de la ville. Tout le monde, légionnaire ou général, devait obéir sans discuter. Le consul Fabius Rutilianus ayant, malgré la défense qu'il avait reçue de combattre, remporté une victoire sur les Samnites, le dictateur Papirius Cursor ordonna qu'il eût la tête tranchée, et il ne fallut rien moins que les supplications du peuple romain et les prières du Sénat lui-même, pour apaiser le général irrité et obtenir la grâce du glorieux coupable.

Chez les *Gaulois* et les *Francs*, lorsqu'un des chefs dit qu'il a projeté telle entreprise, ceux qui goûtent la proposition, applaudissent son discours et promettent de le suivre ; si, au contraire, sa proposition ne plait pas, sa voix est étouffée sous les murmures (1). Le chef ainsi élu a le pouvoir de vie et de mort. Mais il est pourtant par ailleurs entièrement à la merci de son armée. Vercingétorix fut accusé de trahison à cause d'une de ses manœuvres qui déplaisait à ses troupes (2). Inutile de rappeler l'exemple de Clovis qui voit briser insolemment par un de ses guerriers les vases qu'il avait osé se réserver dans le partage du butin. De même encore les soldats de Théodoric prirent d'eux-mêmes les armes et lui déclarèrent que, s'il ne voulait pas se mettre à leur tête et les conduire sur les terres des Bourguignons, ils iraient se ranger sous les enseignes de ses deux frères.

Chez les *Français*, dans un temps plus avancé, on ne trouve plus trace de cette servitude des chefs à l'égard de la multitude. Mais la subordination des grands seigneurs au chef d'armée était fort lâche. Voici dans quelles conditions se livra la bataille de Crécy. Le roi commanda et les deux maréchaux disaient aux bannerets : « Arrêtez bannière, de par le roi, au nom de Dieu et de Monseigneur Saint-Denis. Ceux qui étaient premiers, à cette première ordonnance, s'arrêtèrent, et les derniers non, mais chevauchèrent toujours avant ; et disaient qu'ils ne s'arrêteraient point jusqu'à ce qu'ils fussent aussi avant que les premiers étaient. Et quand les premiers venaient qu'ils les approchaient, ils chevauchaient avant. Ainsi, par grand orgueil et par grand bouban,

(1) Tacite. *Mœurs des Germains*, XI.

(2) César. *Commentaires*, Liv. VII, 3.

fut démenée cette chose, car chacun voulait surpasser son compagnon ; et ne put être crue ni ouïe la parole du vaillant chevalier. Ni aussi le roi, ni ses maréchaux ne purent adonc être maîtres de leurs gens, car il y avait si grand gens et si grand nombre de grands seigneurs, que chacun voulait là montrer sa puissance » (1). A la bataille de Poitiers, le roi de France, Jean le Bon, n'avait aucune autorité sur les siens. Une hache à la main, il se défendait avant d'être fait prisonnier (2).

Peu à peu, cette opposition de la noblesse fut refrénée. Déjà, en 1537, un ambassadeur vénitien en France, Francesco Gius-tiniano écrivait : « Les gentilshommes de France se sont plaints plusieurs fois à Sa Majesté de ce qu'en mettant les armes aux mains des paysans, Elle les avait rendus désobéissants et rétifs ; Elle avait dépouillé la noblesse de ses privilèges en sorte que les vilains deviendraient bientôt gentilshommes et les gentilshommes vilains » (3).

Nous savons (4) enfin, comment sous Henri II et après lui, les rapports entre les chefs et les subordonnés deviennent de plus en plus tranchés et sont régis par les ordonnances et par les lois d'une façon précise.

Par l'historique que nous venons de faire, on voit que l'évolution sociale, bien loin d'avoir tendance à faire fléchir l'autorité, ne fait, au contraire, que la tirer progressivement de la diffusion dans laquelle elle se trouve à l'origine. En effet, que l'on regarde ce qu'elle était chez les Juifs et chez les Francs ; qu'on la compare dans cet état primitif dans lequel elle n'était pour ainsi dire pas constituée et reconnue à ce qu'elle sera chez les Grecs, et surtout chez les Romains, et enfin dans nos sociétés modernes : l'on reconnaîtra facilement qu'elle devient de plus en plus un organe distinct et défini et que le fonctionnement et l'ordre dans l'intérieur de l'armée sont de plus en plus régularisés et de mieux en mieux assurés.

(1) D'après Froissart. Jablonski. *L'armée française à travers les âges*, T. I, p. 228.

(2) Jablonski. *L'armée française à travers les âges*, T. I, p. 229.

(3) *Ibid.*, Op. cit., T. I, p. 340.

(4) *Ibid.*, I^{re} partie, ch. III, I.

De ce que l'individualisation s'accroît à mesure qu'on avance dans le développement social et que les subordonnés avec le temps deviennent de « même espèce » que les chefs, on a tort d'en conclure que l'autorité de ceux-ci en souffre et faiblit. Les faits ne confirment pas ce préjugé. L'esprit démocratique éliminant les supériorités de caste et imposant un plus grand respect de la personne humaine, n'est pas amenée à faire fi de toute autorité du commandement militaire. Le pouvoir des chefs ne venant pas d'eux-mêmes, mais étant l'écho de la conscience sociale, a dû suivre l'évolution générale vers l'idéal démocratique. Mais si ce processus a fait changer de nature l'autorité, cela ne veut pas dire qu'il l'ait affaiblie.

Il n'existe au commencement que la volonté commune de la masse assemblée; les individus ne se distinguant pas, personne ne se dégage du groupe, les chefs n'existent pas ou leur autorité est presque nulle. Quand une personnalité a réussi à se dégager de la masse, l'autorité collective s'organise et s'incarne en lui. Dans ce cas, le pouvoir étant l'émanation directe de la conscience commune et se trouvant bien au-dessus du reste des hommes est absolu et très énergique. Entre cette autorité unique et les individus viennent s'intercaler plusieurs autres pouvoirs qui lui font contrepoids, diminuent sa suprématie exceptionnelle, la contiennent et la neutralisent. La distance entre les individus diminue et la sévérité dans les rapports entre les chefs et leurs hommes devient moins grande. Mais la subordination ne se relâche pas pour cela; la désobéissance n'est pas davantage tolérée, quoique la nouvelle mentalité ne permette que les peines mesurées. L'autorité devient moins brutale, mais ne perd pas sa force pour cela.

Quand l'autorité religieuse chancelle et s'efface devant celle qui sort du nouvel état social, c'est l'effet inévitable d'un ensemble de conditions nouvelles qui proclame la première impossible et rend la seconde indispensable. Chacune de ces deux espèces d'autorité a son temps qui lui convient le mieux et dans lequel elle est la plus forte. Il est donc vain d'opposer l'une à l'autre, ou de chercher à ressusciter ce qui tombe en désuétude et se meurt. De plus, si l'on essaie de maintenir artificiellement et de force une forme d'autorité surannée, c'est

contredire le sentiment public. Or, soulever contre soi le sentiment public qui est la vraie base de la discipline à un moment donné, ce n'est pas la renforcer, c'est au contraire la faire souffrir, c'est l'affaiblir. Nous savons comment la méfiance des troupes à l'égard des nobles apparaît au commencement de la Révolution, et à partir de ce moment, leur autorité n'est plus reconnue. On voit des soldats se soulever et engager des actions meurtrières contre leurs officiers qui, reconnaissant l'impossibilité de les ramener au sentiment de leur devoir, démissionnent et passent en pays étrangers. Ces mêmes soldats désobéissants reconnaissent cependant facilement une autre autorité. Les chefs qui ne se distinguent point d'eux par leur naissance rétablissent l'ordre et les troupes montrent dès lors une admirable discipline.

Dans une démocratie toutes les capacités trouvent à s'employer. Chacun peut donner la mesure de ses moyens et remplir une fonction, adaptée à ses talents, proportionnée à ses forces. Par là, les hommes sont amenés tout de même à se distinguer, à s'étagier suivant un ordre réglé. Si pour devenir chef dans l'armée, la vertu première n'est plus ni l'apparence extérieure, ni la naissance, ce sont les aptitudes personnelles aux différentes fonctions sociales qui distinguent les individus et leur donnent la valeur et la dignité. Aussi l'autorité ne descendant plus d'une force qui vient du dehors est-elle due à la nature du rôle qu'on remplit. L'officier n'est plus investi d'une portion de la toute puissance divine; il ne possède plus cette fierté naturelle de la noblesse. Son autorité lui vient de l'accomplissement de son devoir social, de sa spécialisation, de sa technique laborieuse et compliquée. La soumission à l'officier démocrate ne résulte pas de la soumission d'une caste à une autre: il commande parce qu'il est, dans sa profession, jugé le plus capable et le plus digne de commander.

III

C'est une erreur de croire que les batailles « tendent à devenir aujourd'hui, comme on le répète presque unanime-

ment dans les écrits militaires, plus qu'elles ne l'ont jamais été, des batailles de soldats », voulant dire par là que les soldats échappent au commandement de plus en plus et que le rôle des chefs diminue progressivement. C'est une opinion analogue à celle qui conclut de ce que le suffrage universel se répand de plus en plus, que « l'âge où nous entrerons sera véritablement l'âge des foules ». La vérité est toute à l'opposé. A l'origine, la direction du groupe est en lui-même; l'État communie avec la nation et ne fait qu'un avec elle. Tout le monde gouverne ou est gouverné par une puissance obscure. C'est là « l'ère des foules ». A mesure que l'on s'éloigne de cette époque le corps social se diversifie, l'unité dans la confusion se transforme en unité dans la distinction; l'État reste en communication intime avec la masse du peuple, mais s'en distingue. Tout un système d'organes très compliqués, organes du gouvernement, assemblées, commissions à l'intérieur des assemblées, grâce à de longues et de nombreuses discussions, rend claire la vie obscure de la masse sociale et distingue la souveraineté de chacun des citoyens et la volonté souveraine de l'État. Le régime démocratique n'est donc pas l'ère des foules; il est le règne de la conscience claire de plus en plus large, de la raison et du libre examen.

Dans l'armée ce processus s'accomplit dans le même sens. S'il est vrai que l'éparpillement rend le soldat plus libre dans son action sur le champ de bataille, il n'en est pas moins vrai que la fonction des généraux et de tous les autres chefs devient plus large et d'une précision plus grande à mesure qu'on avance. En effet, rappelons-nous ce qui se passait jadis dans le combat. Le chef est devant l'armée. La gouverne-t-il? Il est difficile de répondre oui. Il est lui-même entraîné par elle. Sa place se trouvait à la droite. Thucydide explique pourquoi : « Il arrive, dit-il, en général, dans toute armée, qu'au moment de l'attaque, on s'appuie sur l'aile droite et que de part et d'autre, on déborde la gauche de l'ennemi. Cela tient à ce que chacun, par crainte, s'efforce d'effacer autant que possible, la partie découverte de son corps derrière le bouclier de son voisin de droite; on se figure d'ailleurs qu'en se pressant ainsi, sans laisser aucun vide, on est mieux à

couvert » (1). Le chef se trouve donc à la tête de la poussée de la masse. Il la conduit si l'on veut, mais il ne la dirige pas; elle se dirige elle-même. L'action n'a rien de prémédité, ni de réfléchi; on s'abandonne à la vivacité des impulsions et les généraux courent les mêmes dangers que les simples soldats et sont plus occupés à tuer qu'à commander.

A mesure que l'individu se dégage de la masse en devenant un être personnel et distinct, le combat vif et spontané cède la place à l'activité voulue et raisonnée; le choc physique, aveugle, tête baissée, s'est transformé en une œuvre d'art, en une manœuvre de plus en plus complexe et habile. Les chefs ne sont plus devant, mais derrière leurs troupes; il ne les conduisent pas, mais ils les dirigent. Cette direction, suivant un plan, est possible grâce aux efforts des organes différenciés qui permettent au chef suprême de s'arrêter et de réfléchir avant d'agir avec toute sa force. En effet, on n'engage immédiatement que le nombre de troupes nécessaires pour les opérations préliminaires destinées à orienter le commandement et à lui donner le temps de saisir et de peser la situation avant de prendre son parti, en acceptant ou en refusant le combat. Pendant toute la durée de l'action, la liaison réciproque du commandement et des subordonnés ne cesse jamais. Tout en ayant la liberté de leurs mouvements dans leurs sphères d'action, les exécutants sont orientés d'après la situation générale et d'après les intentions des supérieurs et dirigés vers le même but. Les chefs gardent des forces disponibles pour parer aux éventualités imprévues, compléter le succès, ou arrêter une retraite partielle.

La bataille est aujourd'hui, comme elle l'a toujours été, l'œuvre commune du tout, chefs et soldats. Toute la différence est dans le fait qu'à l'origine elle était l'action instinctive de la masse indistincte, tandis qu'aujourd'hui elle est la collaboration calculée et ordonnée des organes différenciés.

Si la domination directe du chef n'est plus de règle, c'est que des conditions nouvelles exigent et permettent une activité d'un autre genre. Cependant, le rapport de subordination

(1) Thucydide. Liv. V. 71.

étant essentiel à la constitution de l'armée, comme à la condition de toute la société organisée, il ne disparaît pas; il se transforme et devient un rapport de coopération avec subordination. Ce qui suppose plus que jamais la maîtrise de soi-même, le pouvoir de se contraindre, la faculté d'accepter la responsabilité personnelle pour agir en union avec les autres dans un sens commun. Rien n'empêche d'ailleurs que cet état supérieur d'obéissance et de commandement, c'est-à-dire : convergence vers le but commun dans la liberté de l'action, ne cesse momentanément en cas de nécessité et que le chef ne prenne la direction immédiate de toutes les parties de l'ensemble. Qui peut le plus, peut le moins; mais la réciproque n'est pas vraie.

Le temps a donc changé la nature de l'autorité, mais sans l'affaiblir. Au contraire, tout en perdant son caractère primitivement absolu, la vertu essentielle de l'autorité s'est accentuée et s'est déterminée davantage en devenant consciente et susceptible de laisser le champ libre aux capacités et aux forces individuelles, en les cimentant encore plus fortement. C'est une évolution à la fois vers une liberté plus grande et vers une autorité plus efficace.

CONCLUSION

CONSÉQUENCES PRATIQUES

I

Dans l'étude que nous en avons faite, la discipline militaire nous apparaît comme un système de représentations et de sentiments qui, du dehors, s'applique sur l'individu, s'impose à lui, canalisant, pour ainsi dire, ou réfrénant ses instincts et ses habitudes, imprimant une forme et une direction nouvelles à ses qualités et à son activité particulières. C'est à la fois un fait et une méthode. C'est, en tous cas, pour une période et dans une civilisation déterminées, une réalité donnée, quelque chose d'objectif au même degré et de la même manière que les autres faits sociaux, religieux, linguistiques, etc... Elle est à la vie militaire en particulier ce que la morale en général est à la société en général : elle est la morale professionnelle de l'armée.

De toute évidence, elle n'est rien d'absolu ni d'immuable : elle comporte des degrés divers à chaque moment de son évolution; et surtout, au cours même du temps, elle ne cesse de se transformer. D'une part, elle comprend tous les intermédiaires depuis l'ordre banal de la caserne jusqu'à la forme aiguë du dévouement complet, l'oubli de soi-même pour le bien commun dans le combat. D'autre part, l'histoire nous a fait apparaître, outre les différences de degré, des différences profondes de forme et de nature : et parmi les variations auxquelles nous avons assisté, nous avons reconnu un ordre, une évolution dont nous avons essayé d'établir la loi.

La discipline militaire, manifestation particulière et résultat d'un ensemble de conditions sociales varie avec elles. La solidarité qui s'établit entre les différents membres de l'armée et les constitue en un tout, devient ce qu'est devenue la solidarité qui fait le ciment de la société primaire et globale.

Dans le groupe primitif, les consciences sont homogènes entre elles; aucune culture ne les a encore individualisées; l'éducation est la même pour tous; elle se fait d'elle-même, inconsciemment, et directement par la vie qui est simple, point différenciée : tous les membres du groupe ont les mêmes occupations, accomplissent les mêmes actes, sentent et pensent de façon identique. L'individu est comme absorbé par la collectivité, ou plutôt, à proprement parler, il n'y a pas d'individus : l'autorité qui émane de la conscience commune et s'incarne dans le chef n'est nulle part limitée et pèse directement de toute sa puissance sur l'homme; elle a un aspect surhumain, et, comme tout ce qui est social, un caractère religieux.

Puis, à mesure que les sociétés vieillissent, le type collectif se différencie. Les similitudes sont de moins en moins nombreuses. L'homme n'est plus une simple incarnation du type générique de sa race et de son groupe. Par la spécialisation il acquiert quelque chose qui est à lui seul, et qui l'émancipe. La personnalité individuelle apparaît et l'individu devient une source autonome d'action, un facteur indépendant de sa propre conduite. Il acquiert une valeur propre et qui va sans cesse en augmentant. La personne humaine devient l'objet d'un respect de plus en plus grand et qui prend les aspects d'un véritable culte : elle finit par être une fin suprême de conduite. L'autorité ne peut plus parler le langage de dieu à mortel; elle se laïcise pour ainsi dire et s'humanise; l'autonomie de l'individu et le caractère obligatoire de la règle tendent à s'expliquer l'un par l'autre et à se confondre.

A considérer cette évolution au point où elle aboutit et à constater sa tendance générale, il semble à première vue que l'armée doive y échapper. N'est-elle pas un groupe à part où l'esprit corporatif est puissant, un milieu particulier où l'abnégation et le renoncement à soi-même sont un idéal à

atteindre? L'individu n'y trouve-t-il pas le principe de sa conduite en dehors de lui-même? N'est-il pas nécessaire de l'enserrer étroitement, de l'empêcher de se mouvoir d'un mouvement propre?

Malgré ces apparences, l'armée nous l'avons vu, a évolué tout de même. Certes, comme il est naturel dans un groupe fortement constitué, les conditions de la vie s'y transforment malaisément, l'habitude et la tradition y exercent un empire facilement tyrannique. Les modifications y sont forcément plus lentes que dans la société civile. Mais l'esprit militaire, sans cesse contredit par l'esprit du milieu ambiant et subissant sa pression, perd du terrain et finit par céder. Il suit donc l'évolution générale de la société.

Dans les armées des sociétés primitives, on trouve une dépendance très étroite, une rigidité immuable de soumission et de passivité. Plus, au contraire, on avance dans l'histoire, plus cette rigoureuse subordination va en déclinant. A sa place s'établit une nouvelle discipline moins rigide, moins compressive qui est une espèce spéciale de collaboration; une obéissance plus volontaire, plus individualiste, plus libre; une discipline démocratique. Entre cette rude discipline d'autrefois et la discipline d'aujourd'hui, il y a toute la distance qui sépare les peuples primitifs des nations les plus cultivées.

Cette évolution de la discipline militaire est continue et inévitable. Il y a faute et péril à tenter d'y résister. Telle ou telle discipline n'est pas bonne ou mauvaise suivant sa nature. Chacune d'elles est la meilleure à sa place et à son temps. C'est une erreur de croire, par exemple, que le recrutement aristocratique soit par lui-même et nécessairement un avantage, que le régime monarchique favorise l'esprit de discipline (1). Si bien même qu'ils peuvent constituer un danger s'ils ne correspondent pleinement aux exigences de la société. Car c'est la société qui confère sa valeur

(1) C'est là une opinion fort courante en Allemagne; il est possible d'en voir l'expression très nette et récente, dans l'article qu'un écrivain militaire allemand très connu, le général Litzmann, a fait paraître le 16 avril 1910 dans le *Taegliche Rundschau*.

à n'importe quelle sorte d'autorité. Une fois que la société ne reconnaît plus l'éminente nécessité de la noblesse, celle-ci n'a plus rien d'où tirer sa force. Dès lors son rôle est fini. Si elle veut se maintenir par force, sa chute est certaine : l'idole qui n'est plus adorée, si elle devient gênante, ne tarde pas à être brisée.

Mais la discipline militaire, si elle devait évoluer, et si elle a évolué en effet n'a pas dégénéré. La cohésion des armées dont elle est la cause, en même temps que l'expression, n'est pas moins forte. Les individus sont, assurément, à l'origine, plus fortement encadrés et plus étroitement surveillés. Mais rigidité et force de résistance sont deux choses. En comparant les armées du type que nous avons appelé primitif aux armées modernes, même en observant directement face à face les armées de peuples non civilisés et celles des peuples civilisés, nous avons reconnu que celles-ci sont plus solides que celles-là; nous nous sommes rendu compte des raisons qui font cette supériorité : ce sont précisément celles qu'on pourrait, au premier abord, s'attendre à voir rompre la discipline, briser la cohésion : à savoir le respect croissant qu'on accorde à l'individu et son autonomie. Mais, c'est qu'individualisme n'est pas du tout le synonyme nécessaire d'anarchie. Les individus deviennent plus solidaires à mesure qu'ils deviennent plus différents; leur autonomie est dans la mesure où ils participent à l'ordre qu'ils observent.

Au cours de son évolution la discipline militaire change de nature. Ce n'est plus la cohésion massive d'un ensemble où l'individu entier s'incorpore au point de perdre ses caractères propres en se laissant conduire suivant des reflexes passifs. C'est l'aptitude des groupes séparés et des individus dispersés qui les composent à agir différemment suivant les circonstances. C'est une discipline de volonté, de raison et de liberté où toutes les parties du tout se gouvernent elles-mêmes en vue du but commun.

Cette modification dans la manière dont les membres de l'armée sont solidaires entraîne, nous l'avons vu, l'évolution des formations militaires, du mode de combattre, de la façon de commander et se révèle en elle. Elle apparaît comme l'a-

gent principal d'évolution dans l'art militaire tout entier. Les transformations de l'armement n'en sont pas un facteur original; elles ont pu y aider, la renforcer, la susciter, mais elles n'ont pu la créer : la plus grande portée et la plus grande précision des armes, ont pu, dans une certaine mesure, exiger, mais elles n'ont pas pu faire que les qualités requises des guerriers soient les mêmes que celles des bons citoyens d'une démocratie réalisée.

Or dans les conditions de la guerre moderne, la suprématie appartient aux soldats les plus individualistes, les plus capables de combattre en ordre dispersé, les plus aptes à utiliser minutieusement les accidents du terrain. C'est dans ce sens qu'on peut dire, que mieux un peuple a progressé dans l'évolution démocratique, mieux son armée, toutes choses égales d'ailleurs, accomplira son rôle sur le champ de bataille.

Très visiblement il est impossible de soutenir que la discipline militaire soit un obstacle à l'évolution démocratique, ou que l'esprit démocratique détruise la discipline militaire. D'une part, en effet, ce n'est pas un esprit professionnel particulier qui peut changer l'esprit général de la société. C'est évidemment tout le contraire. La vie militaire n'est qu'une période relativement courte, presque un accident dans la vie du citoyen. C'est elle, comme le témoigne toute l'histoire, qui s'adapte aux mœurs, aux habitudes, à la vie et à l'idéal du pays. Mais, d'autre part, non plus, ce qui, du dehors, pénètre dans l'esprit militaire ne le peut détruire en lui-même. Le plus grand respect de la personne humaine, qui limite assurément l'autorité en tant qu'elle est compressive, correspond en même temps à un plus grand respect de soi-même, à une conscience plus nette des devoirs envers la collectivité et à une obligation interne plus impérieuse de s'y conformer.

Vouloir que la discipline remonte le cours de l'histoire, c'est vouloir une régression anormale et impossible. Le même processus qui a rendu inévitable l'apparition et le progrès de la nouvelle discipline rend non moins inévitable la disparition de l'ancienne. Mais, si le régime d'autrefois n'a pas achevé de disparaître et si le régime qui prendra sa place n'est pas

encore complètement organisé, s'il arrive quelquefois que la discipline n'est pas ce qu'elle doit être et que, par conséquent, il y ait lieu d'intervenir, le mal ne peut pas être guéri par un retour en arrière, retour contre lequel se dressent toutes les révolutions sociales. Le pouvoir d'intervention est limité. Car celle-ci ne peut avoir pour objet de faire une discipline à côté ou au-dessus de celle qui règne, mais bien de corriger partiellement celle qui peut seule exister, seule remplir son rôle dans les conditions données de la vie présente.

Le salut n'est pas en arrière, il est en avant; il est dans une compréhension toujours plus exacte de la courbe qu'à tracée l'histoire et dans un effort toujours plus hardi pour la prolonger. Le passé nous enseigne comment et pourquoi le présent est ce qu'il est; le passé, et le présent nous permettent, dans une certaine mesure, de prévoir l'avenir et de le construire avec toute la prudence et toutes les réserves que comporte une telle anticipation : nous voulons en esquisser quelques traits.

II

L'idée de patrie dans une armée nationale anime tous les sentiments et tous les actes de la vie militaire, rappelle le désintéressement, l'oubli de soi et développe chez l'individu l'habitude de diriger sa propre activité selon l'intérêt commun. Elle est un premier élément d'une cohésion réelle d'une telle armée. Mais elle ne suffit pas; elle reste un principe d'organisation important, certes, et nécessaire, mais qui, sauf aux heures exceptionnelles d'enthousiasme, souffre d'être trop vague, trop abstrait, trop formel et trop éloigné de l'individu.

Pour maintenir d'une façon plus solide et plus sûre le soldat dans l'idée de sacrifice et lui faire supporter sans défaillance les misères et les dangers du champ de bataille, il lui faut le sentiment plus immédiat et toujours présent de la cohésion dont il fait partie : c'est le sentiment de la confiance mutuelle et la sensation, pour ainsi dire, de « se sentir les coudes » avec ses camarades.

Cela ne s'improvise pas. En effet, quelque habile que soit la formation d'une armée, au milieu de compagnons de hasard rassemblés la veille sous des chefs inconnus, on sent instinctivement le manque d'union, un doute que chacun porte sur tous et qui est une sorte de méfiance réciproque. Quand on demandait à Macdonald à Wagram pourquoi il avait pris l'absurde disposition qu'on cite partout comme un exemple à ne pas suivre, il répondait : « C'est que nous savions, nous sentions, que tous ces gens là n'étaient pas cousus ensemble » (1). César, parlant de sa 9^e légion, disait qu'elle n'était pas encore solide parce qu'elle n'avait que neuf ans de formation (2).

Pour que les hommes soient « cousus ensemble », pour que la troupe devienne solide, la vie en commun doit durer assez pour amener une connaissance mutuelle de tous par tous du haut en bas de la hiérarchie. Seul le temps donne l'homogénéité à des éléments qui sont depuis assez longtemps en présence et, du mélange, fait un tout solide. De l'habitude de vivre ensemble, d'obéir aux mêmes chefs, de commander aux mêmes hommes, de partager ensemble fatigue et délassement naissent des relations entre les soldats, entre supérieurs et inférieurs ; on apprend d'abord à se dominer et à se supporter, puis à s'aider et enfin à s'aimer. C'est l'organisation interne qui se crée, c'est-à-dire une puissance morale, la connaissance mutuelle, la confraternité ; l'œil de tous ouvert sur chacun, surveillance à laquelle nul ne peut échapper ; confiance que chacun place en tous ses camarades et que tous se sentent obligés de justifier.

Un tel sentiment, puisqu'il peut être pour une grande part un produit du temps, florissait naturellement parmi les armées de métier ou leur quasi-équivalent les armées à service long.

Jadis, quand on blanchissait sous l'étendard, les compagnies étaient des personnalités, des individualités réelles, durables, et, à la longue, la solidarité se faisait toute seule à la caserne. Elle reposait presque exclusivement sur « l'esprit militaire » qui tenait lieu du sentiment patriotique en un temps où le soldat n'avait point de patrie, allait et venait sans s'attacher

(1) Ardant du Picq. *Op. cit.*, p. 352.

(2) *Ibid.* p. 350.

nulle part. A l'armée dite de mercenaires succéda une autre armée qui lui ressemblait beaucoup, composée d'une nouvelle espèce de mercenaires : les remplaçants et qui en un sens était aussi une armée de métier, ne comprenant que des hommes trop peu fortunés pour échapper à la charge militaire et qui accomplissaient un service de longue durée : le leur propre et celui de ceux qu'ils remplaçaient. En 1835 encore, Alfred de Vigny en donnait cette description : « La démarche et l'aspect sont uniformes comme l'habit. La vivacité de la jeunesse et la lenteur de l'âge mûr finissent par prendre la même allure, et c'est celle de l'arme. L'arme où l'on sert est le moule où l'on jette son caractère, où il se change et se refond pour prendre une forme générale imprimée pour toujours. L'homme s'efface sous le soldat (1) ». Le soldat est un organe différencié; il a sa place toute marquée dans un ensemble et s'y insère. L'ensemble par cela même et nécessairement est un et solidement coordonné.

Aujourd'hui, c'est plutôt le soldat qui s'efface sous le citoyen. Le service militaire obligatoire et sa courte durée empêchent que la discipline soit encore quelque chose comme la fabrication d'une morale particulière par des procédés spécialement usités dans les casernes.

C'est un fait qu'à mesure que le mouvement de concentration sociale suivait sa marche progressive, la durée du service militaire devenait de plus en plus courte, et la solidarité de l'armée de plus en plus semblable à la solidarité de la nation. Il fallait que le sentiment de mutuelle confiance qui « coud » les unités entre elles vint d'une autre source.

Le groupement territorial produisit le recrutement régional. De nos jours encore l'esprit de province, de département, de commune est à la mode dans les formations militaires. Les différentes unités se recrutent sur le territoire où elles sont stationnées; on place les jeunes soldats dans des régiments qui tiennent garnison dans leur pays. Se composant de gens qui se connaissent d'avance, les compagnies, les bataillons offrent plus de garanties d'assimilation facile et de cohésion

(1) *Servitude et grandeur militaire*, p. 28

forte. C'est un facteur qui renforçait évidemment la solidarité des troupes. Ce mode de recrutement avait sa raison d'être alors que les groupements locaux n'entraient dans la collectivité plus large qu'en gardant leur personnalité, que l'esprit particulariste n'avait pas fusionné avec l'esprit national.

Mais aujourd'hui, il perd de sa signification et de sa valeur, les liens qui nous rattachent au groupement régional deviennent tous les jours plus fragiles et plus lâches. La commune, le département sont pour la plupart des divisions artificielles et n'éveillent plus en nous de sentiments profonds. Un nouveau Cyrano rappelant aux Gascons de nos jours la patrie locale, la flûte de ses bois, ses lents galoubets de meneurs de chèvres, ses vals, ses landes, ses forêts..... ne les attendrira plus au point de les faire pleurer d'émotion et de les galvaniser devant la mort. Avec la vieille structure sociale qui va de plus en plus en s'effaçant se perd aussi ce qu'elle apportait d'utile à la caserne pour la solidarité des unités particulières.

Mais si les cadres provinciaux deviennent une pure étiquette, d'autres cadres se constituent et tendent à les remplacer. L'organisation sociale semble se préparer à appuyer sa base sur les groupements professionnels. L'armée ne doit pas tarder à suivre le même chemin. En abandonnant le recrutement selon des circonscriptions territoriales, aujourd'hui mortes ou agonisantes, elle ira, pour son plus grand profit, s'adapter à la nouvelle organisation sociale qui renaît dans la corporation.

L'organisation du groupe professionnel n'aurait pas seulement une heureuse influence sur l'« alarmante misère morale » de la société, elle aurait encore le mérite de présenter un moyen de régénérer la santé de l'armée. Car la réorganisation morale du milieu social qui affermit le sentiment de la solidarité, parce que lui faisant plus fréquemment appel, resserrerait aussi la discipline militaire. Le groupe professionnel, devenu la base de l'organisation politique resserrant les liens sociaux, le recrutement par corporation, en introduisant dans les formations militaires des personnalités déjà faites, affermirait à son tour les liens de la cohé-

sion militaire : introduire dans une même unité des gens appartenant à la même corporation, ce serait utiliser heureusement les liens déjà noués ; au lieu que le système actuel brise l'unification particulière qui s'est déjà opérée dans la corporation.

III

L'organisation de l'armée parallèlement à la réorganisation sociale qui se poursuit peu à peu se présente donc comme la plus importante mesure à prendre pour empêcher l'altération de la discipline militaire. Mais si la structure de la société et de l'armée est uniquement apte à créer et à maintenir plus ou moins fort ce salubre sentiment de la solidarité, l'éducation a, elle aussi, son rôle à remplir.

Les règles de la discipline militaire, comme toutes les règles morales, arrivent à l'individu du dehors et revêtues d'une dignité particulière. Il ne peut s'agir de les prêcher, c'est-à-dire de les paraphraser. Tout ce qu'on peut obtenir par l'enseignement, c'est de les faire comprendre. Si nous arrivons à découvrir la raison d'être de la discipline militaire nous sentirons sa nécessité et nous nous inclinons librement. La réflexion exclut la routine, fait que la règle morale devient consciente et la discipline militaire une obéissance consentie, l'adhésion volontaire du subordonné aux ordres du chef.

L'idée qui se dégage de notre étude ne nous fait pas apparaître, dans une armée démocratique composée de tous les citoyens sans exception, la discipline comme une vertu ou un fait essentiellement militaire. Coordonner ses efforts avec les efforts des autres, exécuter sa tâche suivant les indications de ceux qui ont qualité pour la diriger : c'est la discipline, et cette discipline convient et est même nécessaire dans toutes les manifestations de l'activité commune. Plus rien de l'esprit militaire, en quelque sorte séparatiste, d'autrefois qui était « un goût très prononcé, une vocation si l'on veut, pour la guerre, ses travaux et ses aventures ; en temps de paix, la satisfaction de se croire supérieur aux

autres hommes, et la fierté de s'en distinguer par l'uniforme » (1). La discipline militaire trouve sa source dans la conscience du devoir commun envers la Patrie. Or, vis-à-vis de la Patrie, il n'existe pas deux devoirs : l'un qui serait civil et l'autre militaire ; mais un seul, le devoir civique. La patrie menacée a droit de la part de tous les citoyens à un sacrifice absolu, sacrifice de la liberté, de la volonté, de la vie ; et c'est en temps de paix qu'il faut apprendre ce qu'on aura besoin de savoir en cas de guerre.

A cet égard et aussi en ce qui concerne la mise en valeur de ses aptitudes physiques, l'éducation du soldat peut se faire davantage au sein de la nation organisée et dans la vie civile, que par un enseignement spécifiquement militaire. Et ainsi le temps passé à la caserne, où le soldat est enlevé à ses occupations régulières, peut être réduit à un minimum. Physiquement, pourquoi attendre l'âge adulte pour fortifier et assouplir ses membres ? Combien de jeunes gens arrivent à la caserne avec des articulations nouées, ou une musculature débile ! La pratique organisée des sports individuels et collectifs (ceux-ci si propres d'ailleurs à éveiller et à développer le sentiment et l'idée de l'action en commun), formerait bien avant l'heure de la caserne des corps habiles et vigoureux, exercés à la course, à la natation et à tous les exercices, endurants, confiants en eux-mêmes, préparés aux fatigues et aux audaces de la guerre.

De même aussi, au moment où il est incorporé, le jeune homme doit être déjà armé d'un sentiment patriotique réfléchi, profond et puissant. Il ne faut pas qu'il attende jusqu'à la caserne pour prendre conscience de la vie nationale et y voir sa fonction dans l'organisme total. Il a dû apprendre à élargir le domaine de sa pensée et de son action jusqu'aux limites du pays tout entier ; il a acquis l'habitude de s'intéresser aux affaires publiques comme il s'intéresse à ses affaires privées ; il sent fortement la solidarité qui l'unit à tous ses concitoyens ; il se considère comme la partie d'un tout et vit avec intensité les émotions de la vie sociale ; il multiplie sa

(1) M. le colonel Patry. *Le service de deux ans. Revue bleue* 2/IV. 1898.

propre responsabilité, et éprouve de la joie ou de la tristesse suivant le succès des affaires communes. Il est pénétré de l'absolue nécessité de la défense nationale, tout en étant bien informé sur la valeur des espérances qu'on peut raisonnablement fonder sur la voie pacifique de l'arbitrage. Il a appris le respect de la loi. Il sait accepter les impôts nouveaux, si les ressources budgétaires sont reconnues insuffisantes; mais en même temps qu'il contribue pour sa juste part aux dépenses publiques, il entend conserver son légitime droit de contrôle et de critique. En tant que citoyen, et avant les hostilités, il lui a été possible et il s'est fait un devoir de manifester énergiquement son opinion sur la meilleure façon de résoudre le conflit. Mais en tant que soldat, il accepte le devoir de cesser tout débat, de rallier le drapeau et de mettre immédiatement ses forces, sa volonté, son courage au service de l'autorité militaire (1).

Cette préparation de la jeunesse aux exercices du corps et au devoir civique sous la forme militaire accomplie hors de la caserne, l'instruction durant le court service obligatoire concernera uniquement les besoins professionnels, c'est-à-dire de l'entraînement proprement militaire.

Les exercices (2) qu'on a à faire sont : ou exécutés à commandement, toujours identiques à eux-mêmes, comme les mouvements de manœuvres à pied à rangs serrés et de maniement d'armes; ou spontanés comme les travaux qui sont exécutés dans un certain délai avec adaptation des moyens au but à atteindre et aux circonstances de personne, de lieu et de moment, par exemple les exercices d'explorations, de patrouilles, de combat en ordre dispersé, etc... Les exercices de la première catégorie, à la longue, à force de répétition, deviennent automatiques et peuvent être exécutés sans que la volonté consciente y ait aucune part. Ce sont les réflexes d'obéissance. Les exercices de l'autre catégorie, parce qu'ils exigent une adaptation des moyens aux circons-

(1) D'après la conférence sur la préparation de la jeunesse au devoir militaire faite à l'École des Hautes études sociales (1906) par M. Devinat.

(2) V. M. le capitaine Paul Simon. *L'instruction des officiers, l'éducation des troupes et la puissance nationale*, 2 éd. p. 406-410.

tances, ne peuvent devenir entièrement automatiques. L'entraînement en facilité dans une large mesure l'exécution. Mais cette exécution exige toujours un certain concours de l'intelligence et des sentiments.

L'exécution immédiate des ordres reçus est une condition nécessaire de la préparation à la guerre. Les hommes doivent être rompus aux exigences de leur métier pour pouvoir remplir leur rôle en dépit de toutes les émotions. Sur le champ de bataille il ne reste des exercices du temps de paix que ce qui est devenu une habitude. Aussi, l'étude des mouvements à faire au combat doit être poussée au point que l'homme les exécute machinalement.

Mais l'idée de manœuvre n'a pas pour corollaire la réduction du rôle de l'homme à celui d'une machine. La manœuvre n'est pas le but dernier, mais un moyen de l'atteindre. Il y a donc avantage à limiter au strict nécessaire le nombre de ces mouvements mécaniques, afin de pouvoir consacrer le maximum de temps aux exercices qui développent l'individualisme des soldats. Car : « Une des impressions enregistrées le plus régulièrement par les témoins des combats récents est l'impossibilité à peu près complète de conduire le combat sur la ligne de feu. Les officiers subalternes obligés de se terrer comme leurs hommes ne peuvent exercer leur action que dans un rayon peu étendu..... Chacun fait comme il peut; plus d'ordre, plus de régularité, plus de méthode. La valeur du combattant devient le principal facteur du succès. » (1).

En résumé, aider le développement des groupements sociaux sur la base professionnelle, réclamé par l'ensemble de notre évolution historique; diriger l'organisation militaire de sorte qu'elle soit toujours en accord avec la structure continuellement modifiée de la société; par l'éducation civile plutôt que par l'éducation militaire réaliser l'entraînement physique nécessaire, répandre la lumière sur la réalité des choses morales propres à éclairer et à fortifier le sentiment du devoir militaire; à la caserne, tout en rendant habituels et

(1) M. le Commandant de Grandmaison. *Dressage de l'infanterie au point de vue du combat offensif*, 4^e Éd. p. 33.

réflexes le petit nombre de mouvements qui peuvent être utiles, s'attacher surtout aux exercices qui font appel à l'initiative individuelle, les plus précieux dans les actes essentiels de la guerre moderne : voilà le but que la réflexion indique à nos efforts.

*Vu et admis à soutenance
le 23 juin 1910*

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :

A. CROISSET.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

I. — Le terme de « discipline militaire » éveille des notions imprécises. Le mouvement démocratique pose la question en termes plus nets et particulièrement intéressants. Méthode et plan pour étudier le problème.	1
II. — L'importance de la discipline militaire. La pression sociale est sa base. La pression professionnelle s'y superpose. Définition. . .	4

PREMIÈRE PARTIE

Évolution de la discipline militaire.

Hypothèse que nous essaierons de démontrer : la discipline militaire ne peut éviter d'être marquée à l'empreinte de la solidarité sociale.	17
--	----

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

SOLIDARITÉ MÉCANIQUE ET SOLIDARITÉ ORGANIQUE.

Conscience commune et conscience personnelle. Deux sortes de solidarité l'une née des ressemblances, l'autre des différences. La première est exprimée par le droit répressif, la seconde par le droit restitutif. Le développement du droit restitutif en face de la régression constante du droit répressif. Le type collectif s'efface progressivement. L'individu devient davantage une source d'activité spontanée.

Quand la manière dont les hommes sont solidaires se modifie, la structure des sociétés change, l'organisation segmentaire s'efface, l'organisation professionnelle la recouvre de plus	19
--	----

CHAPITRE PREMIER.

ANALOGIE ENTRE L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ET L'ÉVOLUTION
DE LA TACTIQUE.

Les forces qui tiennent unis les éléments des armées doivent varier quand varient les combinaisons qu'elles produisent.	33
I. — La profondeur des formations militaires diminue graduellement. Cette diminution est accompagnée d'un morcellement typique, qui rend les formations de moins en moins massives, laissant les parties et les individus détachés, de plus en plus libres les uns par rapport aux autres.	34
II. — Le combat à l'origine n'est qu'une simple rencontre de deux blocs inarticulés. Il se transforme de plus en plus en un vaste ensemble de combats singuliers où chaque partie et enfin, pour ainsi dire, chaque homme devient une unité de combat.	44
III. — Dans les combats antiques les vainqueurs ont très peu de pertes et les pertes des vaincus sont considérables. Plus on avance dans l'histoire, plus les pertes tendent à s'égaliser dans les deux camps. Comment ce fait vient à l'appui des résultats précédents.	59
IV. — Résumé.	70

CHAPITRE II.

CAUSE DE L'ÉVOLUTION DE LA TACTIQUE.

La variation concomitante constatée dans le premier chapitre n'est cependant pas à elle seule une explication. A quelles autres causes peut-on attribuer les changements survenus dans la tactique? . . .	73
I. — Les grands capitaines ne sont pas le ressort de l'évolution de la tactique. Ils ne font que rendre manifeste un état de chose latent. . .	74
II. — L'influence de l'armement, non plus, n'est pas celle qu'on croit. La tactique change de caractère alors même que l'armement reste le même. La transformation de l'armement appelle sans doute de plus en plus la transformation de la tactique, mais nous constatons que celle-ci ne suit pas toujours celle-là et ne peut donc pas être son effet. . .	79
III. — Le facteur social est donc la cause déterminante de l'évolution de la solidarité militaire. Cette explication s'étend à tous les cas particuliers : quelques exemples : 1° La légion depuis Marius; 2° Les combats individuels de chevalerie; 3° Les règlements et la manière de combattre des Russes.	91
IV. — Résumé.	97

CHAPITRE III.

AUTRES PREUVES DE CE QUI PRÉCÈDE.

Si la loi établie est exacte, nous devons la retrouver dans la vie intérieure de l'armée.	99
---	----

I. — Le règlement sur les manœuvres et les exercices des troupes tendent de plus en plus à affranchir les militaires du formalisme et deviennent de moins en moins volumineux et exigeants	99
II. — Avec le temps, la rigueur de la pénalité va en s'atténuant, la discipline devient de moins en moins oppressive; la conscience commune professionnelle pèse moins directement sur l'individu.	106
III. — Les taux des condamnations militaires dans les divers pays démontrent que la pénalité tend de plus en plus à se limiter à mesure que les sociétés avancent et que l'autorité cesse d'avoir un caractère surhumain	115
IV. — Le suicide militaire confirme ce qui précède.	123
V. — Résumé.	129

DEUXIÈME PARTIE.

La force de la discipline militaire à travers son évolution.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

I. — Conséquences produites par l'évolution sociale dans l'état politique. Constatation d'une évolution graduelle vers un idéal démocratique.	133
II. — Résistance de la solidarité sociale à travers son évolution. La mesure de la force relative des liens sociaux. La discipline sociale change de nature, mais elle ne va pas en se relâchant.	139

CHAPITRE PREMIER.

RÉSISTANCE DE LA COHÉSION GUERRIÈRE AU COMBAT.

I. — L'accroissement des armées est un phénomène normal. Puisque les grosses armées existent et agissent, il est impossible que la cohésion qui y règne soit diminuée.	145
II. — La force de destruction des armes nouvelles et la façon de combattre en formations dispersées créent une situation plus difficile pour tous. Si cependant l'action se développe, si le pourcentage des pertes supportées par le vainqueur augmente ainsi que la durée des batailles, c'est que les armées deviennent plus cohérentes.	149
III. — Historique de l'inégale facilité de rupture des liens de cohésion des armées. A mesure que le sentiment d'unité sociale s'accroît, les armées se montrent plus cohérentes.	153
IV. — Résumé.	161

CHAPITRE II.

RÉSISTANCE DE LA DISCIPLINE MILITAIRE DANS LA VIE INTÉRIEURE.

I. — L'obéissance de l'armée au pouvoir civil. Dans une démocratie il faut que l'armée soit peuple. Etroitement liée à la vie sociale, l'armée

est inévitablement saisie dans les luttes sociales de quelque importance. Puisque dans un état démocratique l'évolution sociale doit s'accomplir plus spontanément, il y aura, en principe, moins de secousse. . . . 163

II. — L'évolution sociale élimine les chefs de naissance. La nature le fait aussi. Si l'aristocratie s'en va, le pouvoir qui la remplace n'est pas moindre. . . . 169

III. — Bien que les batailles soient devenues des « batailles de soldats » les chefs ont à jouer un rôle de plus en plus important. La démocratie n'est pas l'ère des foules dans l'armée, non plus que dans la société, c'est le règne de la raison et du libre examen de plus en plus large. . . . 176

CONCLUSION.

CONSÉQUENCES PRATIQUES.

I. — La discipline militaire est une réalité donnée. Elle change quand les conditions sociales se modifient. Caractère de cette évolution. Elle n'a pas pour résultat de diminuer la cohésion de l'armée. . . . 181

II. — Avec la vieille structure sociale se perd ce qu'elle apportait d'utile à la caserne. Le groupe professionnel devenant la base de l'organisation politique, l'armée ne doit pas tarder à suivre le même chemin. 186

III. — L'éducation ne crée pas le sentiment de solidarité, elle le fait conscient. Vis-à-vis de la Patrie, il n'existe pas deux devoirs: un civil et un militaire, mais un seul: le devoir civique. Le rôle de l'enseignement civil et militaire. Les exercices militaires 190

Coulommiers. — Imp. Dessaint et C^{ie}
